

Bilan & Perspectives

ISSN 1623-6890



« Si les démocrates réclament la régularisation de la dette publique, les ouvriers réclament la faillite de l'État. » **Marx**

Le capitalisme nous étrangle avant de nous massacrer dans ses guerres impérialistes sans fin !

SOMMAIRE

Crise économique, guerre et révolution.....	2
Chronique du nouveau krach annoncé.....	3
Le bain de sang en Syrie : Guerre de classe ou guerre ethnique?.....	6
L'internationalisme à géométrie variable ! Comment l'impérialisme justifie t-il son intervention au Kurdistan ?.....	10
Jeux de guerre : l'Ukraine comme centre du conflit impérialiste.....	11
Un siècle après les massacres de la Première Guerre mondiale impérialiste, la guerre impérialiste dégouline du sang des exploités.....	16
Les intérêts prolétariens et bourgeois sont irréductiblement opposés !.....	19
Bosnie. Nation ou classe ?.....	19
Grèves et situation politique en juin 2014.....	21
Quand les capitalistes exorcisent leur disparition et et mettent en scène des contre feux !.....	24
Marx, Staline et Katniss Everdeen.....	26
Georges Scheuer : un internationaliste pendant la deuxième guerre mondiale.....	28
Notes sur la question de la transition au communisme.....	32
« Si les démocrates réclament la régularisation de la dette publique, les ouvriers réclament la faillite de l'État. ».....	34

Crise économique, guerre et révolution

Malgré toutes les nouvelles optimistes qui émanent des politiciens capitalistes, leur système économique est en grand danger. De plus, les options à leur disposition restent limitées depuis le krak de Wall Street. En langage économique marxiste, le problème est que la composition organique du capital est trop élevée pour que les investissements soient profitables¹. Les banques ne prêtent plus et ne peuvent plus prêter de toute manière. Elles sont trop occupées à engloutir l'argent que les gouvernements impriment pour les sortir du trou de la dette dans lequel elles se trouvent depuis qu'elles ont découvert les "actifs toxiques". Malgré cela, l'argent ne manque pas. Le problème est de trouver où l'investir avec profit. Apparemment, des fonds d'investissement, tel Pimco, etc. disposent de 79,3 milliards de \$ en cash. C'est gigantesque à côté de la dette publique globale de tous les gouvernements mondiaux (autour de 54 milliards de \$, mais qui continue d'augmenter au moment où nous écrivons). La grande masse de cette dette souveraine est due au sauvetage du secteur financier qui s'était livré à une folle spéculation les 15 années précédant l'explosion de la bulle en 2007. Maintenant, partout dans le monde, la classe ouvrière est confrontée aux tentatives des gouvernements pour réduire la dette publique par l'austérité. Mais cela a été en vain jusqu'à maintenant. La dette globale continue d'augmenter et l'économie mondiale en grande partie stagne. Dans le passé, la dette pouvait être assumée car la croissance future produisait l'argent pour la rembourser. Cela ne se produit plus. Nos managers financiers d'actifs sont assis sur des montagnes de cash pour lequel ils ne peuvent obtenir beaucoup de retour. Depuis 2007, ils ont spéculé sur les monnaies, sur les produits primaires (particulièrement l'agriculture) et dans les soi-disant économies en développement mais les taux réels des retours sur investissement sont maigres. La principale raison pour laquelle les bourses marchent bien est qu'elles financent les fusions d'entreprises. De telles fusions signifient inévitablement accepter plus de dette et licencier les gens pour obtenir plus de résultats. Il en résulte une économie globale en stagnation. Faisant des commentaires sur ce faible taux de profit des capitaux investis l'an dernier, James Mackintosh semblait même trouver quelque vertus à l'analyse marxiste :

"La plupart des investisseurs... seraient probablement heureux d'écarter l'idée d'une guerre mondiale ou d'une révolution communiste détruisant leurs investissements dans les décennies à venir, donc une moyenne historique globale pourrait être plus basse que ce qu'ils seraient prêts à assumer." (Financial Times, 14 mars 2013).

Et en effet, c'est à cela que le capitalisme en a été réduit. La composition organique du capital est trop élevée pour qu'une quelconque mesure significative puisse augmenter le taux de profit et permettre au système de repartir. Ce qu'il faut, c'est une dévaluation massive à une échelle inconnue depuis la 2ème Guerre mondiale. En fait, nous avons été dans une période de 40 ans de relative stagnation à la fin du cycle d'accumulation et la classe capitaliste a utilisé tous ses outils pour essayer de relancer l'accumulation sans avoir recours à la guerre impérialiste totale ou sans provoquer de révolution par la classe ouvrière. Mais aujourd'hui, la situation est différente. La bulle spéculative était la dernière

carte qu'ils pouvaient jouer. Son explosion en 2007 a placé l'histoire mondiale sur un cours différent.

Son issue finale est, bien sûr, une question ouverte. L'alternative historique guerre ou révolution peut être la seule possible mais nous ne voyons aucun de ces deux termes se présenter pour le moment ; donc nos investisseurs peuvent se détendre et prendre leur 1 % encore pendant un certain temps. Cependant, les tensions internationales croissantes qui vont des frontières de l'Union Européenne au sud de la Mer de Chine en passant par les bouleversements du Moyen-Orient, sont toutes des indications que les impérialistes ne disparaissent jamais. Les dangers d'une situation où la puissance qui dominait le monde depuis un siècle subit maintenant des menaces de différentes parts, mais surtout de la Chine, est la garantie pour plus de tension encore. A la fin de la 2ème Guerre mondiale, le gouvernement américain victorieux avait fixé le niveau du PIB américain à être équivalent à 45 % du pouvoir d'achat mondial pour assurer le "siècle américain". Selon le Financial Times (17 juillet 2014), ce niveau est maintenant tombé à 19,2 %. Et quand une puissance "émergente" estime qu'elle est contrecarrée par les anciennes grandes puissances, la marge de négociation se rétrécit. Les États-Unis ont d'ores et déjà répondu à la politique plus agressive de Pékin en Mer de Chine du sud par son "pivot asiatique" qui vise à renforcer ses alliés asiatiques (spécialement le Japon et les Philippines). La conséquence en a été de provoquer la course aux armements dans la région². La leçon de l'histoire pour la période menant à la 1ère Guerre mondiale est que la course aux armements finit par la guerre et que ces guerres sont déclenchées par les grandes puissances soutenant les petites puissances qui sont leurs alliés quand les enjeux deviennent suffisamment élevés. Nous n'en sommes pas encore là mais nous devons nous rappeler qu'en 1887, Engels prédisait que la prochaine guerre posséderait un caractère mondial entièrement différent et cela 27 ans avant que cette dernière n'éclate. Nous devons nous en tenir à la même attitude par rapport à la prochaine guerre.

Bien sûr, l'autre terme de l'alternative est la révolution de la classe ouvrière. A première vue, cela semble encore plus éloigné. Après des décennies de restructuration et de fragmentation de toutes les organisations de la vieille classe ouvrière des États capitalistes traditionnels, une grande partie de notre mémoire historique en tant que classe a été perdue. Cependant aujourd'hui, il y a plus de 3 milliards de travailleurs dans le monde et on peut voir de la Chine à l'Afrique du Sud que ces derniers ne sont pas qu'une simple catégorie sociale. Ils se battent contre la dynamique d'exploitation de plus en plus forte qui est le mode du capitalisme de toujours traiter ses esclaves salariés. C'est aussi la raison pour laquelle la lutte des classes ne disparaît jamais³. Alors que certains pleurent sur la mort du vieux mouvement ouvrier de masse de la Social-démocratie (sous toutes ses formes), nous n'avons pas de tels regrets. Comme l'article de ce numéro sur la 1ère Guerre mondiale et la Social-démocratie le montrent, ce mouvement était gangrené par l'opportunisme, le racisme et l'impérialisme. Malgré le choc de son soutien à la guerre impérialiste en 1914, les signes avant-coureurs de cette gangrène étaient déjà présents longtemps avant ce moment historique. C'est une leçon que

nous ne devons pas oublier. Aujourd'hui, dans les vieux pays capitalistes aussi, nous voyons la création d'une classe de jeunes travailleurs éduqués qui ne peuvent être intégrés dans le système autrement que par le travail précaire en passant du temps partiel de travail au chômage complet. Ce n'est qu'une question de temps avant que cela ne pousse à la création d'un mouvement anticapitaliste plus large que celui qui existe maintenant. Aujourd'hui, des économistes sérieux reconnaissent que l'austérité devra durer 15 ans. 15 ans de baisses des conditions de vie, même quand elles sont intelligemment contrôlées comme maintenant, ne peuvent que rencontrer une réponse. La clé sera si ces travailleurs se saisissent des leçons de l'histoire de la classe ouvrière : nos échecs et nos succès. Notre plus grand succès a été la découverte des conseils ouvriers comme outil d'organisation qui ne permet pas seulement à chacun comme à tous de participer activement aux processus de prise de décision dans la société mais aussi mènera au bout du compte à l'abolition de l'État lui-même et à l'institution d'une société réellement communiste. Cependant, cela n'arrivera pas du jour au lendemain comme nous le démontrons dans notre document sur la période de transition. L'après-crise de la « bulle » a provoqué de nouveau un intérêt pour ce qu'il advient après

le capitalisme mais certains nient maintenant complètement que nous ayons besoin d'une période de transition.

Et enfin, nous devrions être conscients que tout mouvement simultané vers la guerre généralisée n'est que l'attaque finale des capitalistes contre notre existence même. Contre l'ordre du jour nationaliste qui est partout agité, notre tâche et devoir est de s'y opposer avec notre propre ordre du jour : la guerre de classe en vue de créer un ordre mondial complètement différent. Pour nous, cela signifie contribuer à la construction de l'organisation politique mondiale, non comme un gouvernement en attente (comme Onorato Damen l'a toujours dénoncé), mais comme un point de ralliement pour les militants véritablement anticapitalistes, ceux qui sont capables de mener le combat idéologique contre le système et contre tous ceux qui le soutiennent.

Revolutionary Perspectives n°4, 24 septembre 2014

¹ . Pour l'explication théorique, on peut voir plusieurs de nos articles. En particulier, "la baisse tendancielle du taux de profit, la crise et ses destructeurs" dans *Bilan et Perspectives* n°13 (2012).

² . cf "Imperialist Rivalry in the Pacific" ["Rivalités impérialistes dans le Pacifique"], dans *Revolutionary Perspectives* #01 (2013).

³ . cf. "Recovery: Whose Recovery?" ["Reprise : quelle reprise ?"] dans *Revolutionary Perspectives* #03 (2014).

Chronique du nouveau krach annoncé.

Jour après jour, les mauvaises nouvelles de l'économie mondiale s'accumulent :

- Le ralentissement de l'économie se confirme. « *Bien que la plupart des économistes prédisent une accélération de la croissance mondiale en 2015 (comme tous les ans à pareille époque d'ailleurs), plus personne ne semble vraiment y croire...* » (Philippe Béchade, expert financier, chronique du 11 déc 2014)
- L'annonce lundi 8 décembre d'une récession plus forte que prévue au troisième trimestre au Japon, a commencé à plomber les bourses cette fin de semaine. On ne compte plus les pays dans cet état de récession. Toutes les bourses mondiales viennent de connaître vendredi 12 décembre une chute importante des cours. Est-ce un nouveau « jeudi noir » ?
- La chute du prix du baril de Brent sous les 60 \$ à New York, a cassé l'ambiance avec une descente de plus de 40% en six mois, son plus bas niveau depuis mars 2009. Et le mouvement à la baisse s'accélère. Cette chute en dit plus long sur les perspectives réelles de croissance mondiale en 2015 qu'un rapport de l'OCDE. Mais avec le pétrole, il faut être prudent car les alliances impérialistes sont aussi à l'œuvre.
- Les économistes n'osent plus parler de déflation. Ils ont inventé un nouveau néologisme « l'inflation négative » !!! Les politiques monétaires en Europe étaient basées, au cours de la dernière décennie, sur un objectif d'inflation maîtrisée autour de 2%. Depuis 2007, les courbes se sont inversées. Les prix n'ont augmenté que de 0,5 % en 2014 et le proche avenir ne s'annonce guère mieux. La déflation est donc bien présente dans tous les pays malgré toutes les mesures visant à injecter de la monnaie et des liquidités dans le système financier,

prises par les banques centrales : FED, Banque du Japon, de l'Europe (BCE) pour enrayer le phénomène. Plus rien n'y fait !!!!

- Le soutien des banques centrales est sans effet comme la dernière trouvaille des taux d'intérêt négatifs pour les dépôts des banques auprès de la BCE. Il s'agit en fait d'inciter les banques à remettre en circuit les liquidités que la banque centrale leur octroie. Mais ces dernières frileuses renvoient immédiatement ces sommes dans ses coffres, ne sachant qu'en faire et où investir pour faire des profits. Super Mario (Mario Draghi, président de la BCE) est devenu une sorte de Super Ubu qui essaie de remettre en marche la Pompe à Phynances noyée sous un océan de papier-monnaie. Le système est atteint d'un coma dépassé.
- Les fermetures d'entreprises et les licenciements continuent et l'on nous fait croire que la production repartira ! « *Le chômage, au niveau mondial, a presque atteint les 202 millions de personnes en 2013, soit une hausse de près de cinq millions de chômeurs par rapport à l'année précédente. Et les perspectives ne sont pas bonnes : de 206 millions en 2014, le nombre de sans emploi pourrait bondir à plus de 215 millions en 2018.* »⁴ Et tout le monde sait que la réalité est encore plus terrible. Les grands pays rayent les chômeurs des instituts de chômage pour ne plus leur verser leurs allocations et tripa-touillent ainsi les chiffres pour cacher la réalité.
- Les BRICS ne sont plus ce qu'ils étaient. En Chine, le recul des importations en novembre, et les craintes d'un nouvel abaissement de la prévision de croissance à 7 %, font broyer du noir aux marchés mondiaux. D'autant que la Bourse de Shanghai a dégringolé, mardi 9 décembre, après des mois d'euphorie excessive, notam-

ment due à l'anticipation des mesures de soutien monétaire de la Banque populaire de Chine. Et nous savons que les chiffres annoncés par ce pays ne sont pas très fiables comme vient de le préciser Lloyd Blankfein le patron de Goldman Sachs sur CNBC dans un éclair de lucidité et de franchise concernant les chiffres économiques chinois qui « *ne semblent pas refléter très fidèlement la réalité.* » Et Blankfein est un expert dans la dissimulation et le tripotage des chiffres !

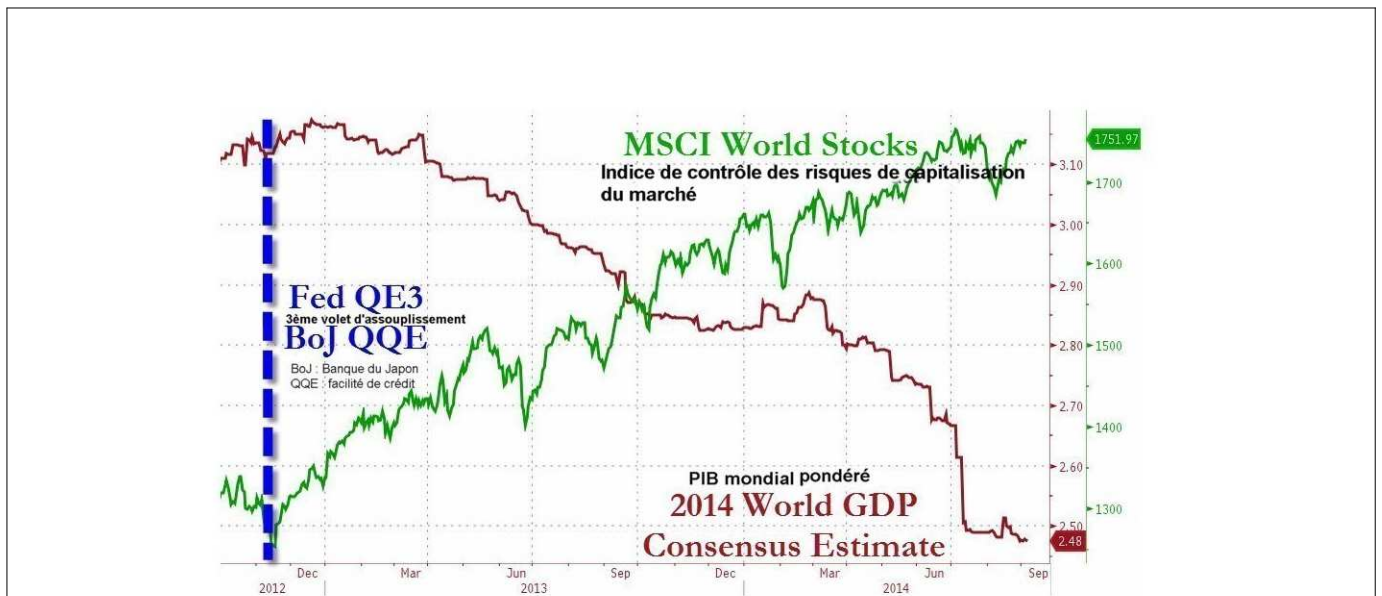
- La déroute du rouble vient accentuer la dégringolade. Le rouble a accentué ses pertes après l'annonce du relèvement de son taux directeur, à 55 roubles pour un dollar et cédant environ 0,5 % face à l'euro, à 68,64. La banque centrale a précisé jeudi avoir consacré sur la seule journée de mardi 9 décembre, 348 millions de dollars (280 millions d'euros) à des interventions sur le marché des changes pour soutenir le rouble. Ces interventions avaient atteint un total de 4,5 milliards de dollars la semaine dernière.
- Mais les États-Unis connaîtraient une croissance inespérée, nous dit-on ? Le PIB américain est revu... à la hausse en passant de 3,5% vers 3,9%. Mais ce serait le résultat heureux de la baisse du prix des carburants (qui restitue du pouvoir d'achat aux consommateurs). Et nous ajouterons que les dépenses d'armement du Penta-

gone ont retrouvé leur rythme de croisières des années d'intervention militaire au Proche-Orient... et c'est de nouveau le cas en Syrie/avec des drones très coûteux.

- Un autre chiffre devrait pourtant alerter sur les bienfaits de cette « croissance » inespérée : d'après les chiffres du Département du Commerce, les bénéficiaires des entreprises US avant impôt subissent une sévère décroissance au 3e trimestre, à +2,1% en rythme annuel (à 43,8 Mds \$) contre +8,4% au second trimestre 2014 (à 164Mds\$).

Nous arrêtons là cette bien trop longue litanie de mauvaises nouvelles que la bourgeoisie et ses gouvernants cherchent à nous cacher en chantant les louanges de lendemains meilleurs. Nous assistons en fait à un nouvel épisode du « *Faisons perdurer et faisons semblant* » avec des promesses d'amélioration, alors que la montagne de dettes continue de s'accumuler. (...) Faire semblant d'avoir un plan crédible et continuer d'acheter du temps. (...) Voilà la politique de la bourgeoisie. Il est évident qu'acheter du temps est la priorité actuelle de tous les gouvernants.

⁴ .L'Organisation internationale du travail (OIT) dans son rapport sur les « *Tendances mondiales de l'emploi 2014* », présenté à Genève lundi 20 janvier.



D'une part le PIB mondial est en chute c'est à dire la production. Par contre le niveau de capitalisation boursière est en forte hausse. Voilà la préparation de la future bulle monétaire qui ne manquera pas d'éclater plus fortement que la précédente en 2007-2008 ! Mais en plus, la bulle est augmentée de nouvelles injections de monnaie ou facilités de crédits de la FED (QE1, 2 puis 3), et la Boj qui injecte avec le QQE2, 80.000 milliards de Yen. Il ne faut pas oublier et rajouter à cette montagne de monnaie la même politique faite par la banque centrale de la Grande Bretagne.

Et maintenant La guerre des monnaies et les sanctions aux exportations guettent. Elles amplifient les tensions géostratégiques....

La classe dirigeante tente de gagner du temps ; en parallèle les tensions impérialistes s'accroissent entre les différentes économies nationales.

Six années se sont écoulées depuis l'éclatement de la crise économique et financière en 2007-8 ; elle n'est toujours pas surmontée. Les pays développés sont coincés par la stagnation et les marchés financiers mondiaux chancellent sur le bord d'un précipice. Les tensions géopolitiques, les sanc-

tions et les contre sanctions freinent le commerce mondial (mesures de rétorsions contre la Russie, l'Iran, etc..). Les surcapacités industrielles favorisent des mesures protectionnistes souvent déguisées sous le couvert de mesures écologiques, etc... Des dévaluations compétitives et la guerre des monnaies secouent le système monétaire mondial. Des économies complètement surendettées, des comportements complètement irrationnels ou des mesures de capitalisme d'État sur les marchés financiers signalent la difficulté du contrôle de la situation par les classes dirigeantes qui en sont réduites bien souvent à la corruption pour maintenir

leurs profits (Mexique, Russie, Chine, etc..). La corruption s'étend au delà des sphères habituelles.

Le capitalisme n'a pas de réponse à son impasse sur le strict plan économique. Les six dernières années ont prouvé que ZIRP⁵ et QE ne sont pas en mesure de retourner la situation. Les innombrables programmes de relances, financées par le crédit, qui ont fait exploser la dette publique n'ont pas été en mesure de produire d'amélioration alors que le service de la dette (intérêts + remboursements) réduit à néant toute chance de reprise économique.

C'est le signe de l'échec des ayatollahs de la pensée monétariste, ceux qui pensent que tout peut s'arranger avec de l'ar-

gent et que le marché régule tout. Non ! Aucune politique ne peut sauver le capitalisme !

La prochaine bulle financière se gonfle, les conséquences seront encore plus terribles que pour la dernière. La misère et l'exploitation des prolétaires et des masses pauvres des pays moins développés va encore s'étendre tant que l'on ne mettra fin à ce système failli, barbare et impuissant à apporter le bien être à l'humanité.

M.O, le 10/12/2014

⁵ ZIRP est l'acronyme de *Zero Interest Rate Policy*. Politique monétaire qui implique pour une banque centrale d'avoir un niveau de taux directeur compris entre 0 et 0.25 %. Stratégie dangereuse, comme l'a montré l'exemple du Japon au début des années 2000

Accroissement des tensions impérialistes

Nous publions le texte ci-après qui présente une position internationaliste. Il est rédigé par un camarade qui a vécu au Moyen-Orient et connaît bien les différentes tendances qui s'affrontent dans cette zone du monde.

Il ne faut pas se laisser aveugler par le discours dominant de la bourgeoisie qui cache la réalité impérialiste à l'œuvre en mettant en avant les particularismes locaux et le communautarisme, même s'ils existent.

Pour comprendre la situation géostratégique et les raisons des affrontements en cours, il faut rappeler :

1/ Le partage du Moyen-Orient au Traité de Sèvres en 1920 à la fin de la guerre de 1914 et le dépeçage de l'empire ottoman « l'homme malade de l'Europe ». Les impérialistes franco-anglais se partagent alors la zone : les provinces arabes de l'Empire sont placées sous tutelle britannique en Palestine et en Irak, ou française en Syrie. De cette division du Moyen-Orient, dont une des pièces-maîtresse se trouve être le plan Darfour mis en œuvre par la Grande-Bretagne elle-même en 1916 afin de préserver ses propres intérêts en créant une zizanie mémorable dans toute la région et afin d'y bloquer les prétentions de leurs rivaux français, allemands (mais aussi américains), on en voit aujourd'hui les résultats. C'est-à-dire la plongée dans un gouffre au fond duquel tous les démons de la guerre se régalaient à l'envi et face auxquels les bourgeoisies qui ont créé et construit des monstres d'une débilité si profonde tels Al-Qaida ou Daech, se récrient avec la plus lamentable des forfanteries. L'impérialisme naît avant la guerre de 1914 est donc toujours à l'œuvre au Moyen-Orient. Or, depuis lors les tensions économiques se sont encore exacerbées...

2/ Le nouveau repositionnement des alliances dans la zone entre l'Iran d'une part et, l'Arabie Saoudite et les États du golfe d'autre part, est l'annonce d'un véritable tremblement de terre dans ces régions. Les États-Unis sont en train de modifier leurs alliances en abandonnant l'alliance privilégiée avec l'Arabie Saoudite et en se rapprochant de l'Iran. La Turquie reste le pays encore une fois « escroqué » dans ce jeu de dupe. Comme on peut le constater, il vient apporter sa pierre dans la curie impérialiste.

3/ Le positionnement géostratégique de l'Eurasie. L'alliance avec l'Iran est fondamentale. Les États-Unis cherchent à le détacher des liens avec la Russie. Comme de martèle Zbigniew Brzezinski : ... "le conflit mondial traditionnel de ces 200 dernières années ne sera plus pareil à l'avenir."⁽⁶⁾ et qui tient le Grand Moyen-Orient tient l'Eurasie disait-il il y a une dizaine d'année. Dans le même temps il faut rappeler la confrontation avec la Russie à propos de l'Ukraine. Le même Brzezinski affirme que " La crise ukrainienne est le défi le plus important lancé au système international depuis la fin de la guerre froide "⁽⁷⁾ Dans le jeu impérialiste de la diplomatie, à travers les événements en Ukraine et au Moyen Orient se joue un bras de fer pour éviter que la Russie ne tombe dans les bras de la Chine principal ennemi actuel des États-Unis.

Aurélien

⁶ Interview par Euronews en janvier 2013

⁷ Le 3 juillet 2014

Le bain de sang en Syrie : Guerre de classe ou guerre ethnique?

L'hiver arabe

Trois ans, cela semble long. Début 2011 il semblait qu'un vent frais de révolte soufflait de l'Est en s'étendant au monde arabe.⁸ Des protestations massives et des grèves ouvrières en Tunisie et en Égypte avaient terrifié la classe dominante au point qu'elle avait senti le besoin de déposer ses propres chefs d'État. Les braises de la révolte se répandaient dans le monde arabe, et semblaient se propager dans le monde entier sous la forme des mouvements *Occupy* et des *indignados*. Tout cela, sur fond de mouvements de masse en Iran et en Grèce il y a à peine deux ans, donna l'illusion qu'il y avait un retour massif à la lutte dans la classe ouvrière, qu'une fois encore les gens ordinaires saisissaient l'occasion de transformer radicalement leurs vies.

Et cependant, en cette fin 2014, la situation n'est plus aussi optimiste. Au Moyen-Orient, les conflits en Syrie et en Irak se sont mués en une guerre ethnique/sectaire⁹ qui aujourd'hui menace de s'étendre aux pays voisins, le Liban et la Jordanie étant les plus vulnérables. A l'Est de l'Ukraine une guerre civile larvée continue malgré le cessez-le-feu. Nous sommes passés ces trois dernières années d'une situation qui semblait être d'un retour de la lutte de classe à une situation où la classe ouvrière, au lieu de saisir l'opportunité de lutter pour ses propres intérêts, a plongé tête la première dans des luttes ethniques/sectaires de plus en plus profondes.

L'hiver Arabe semble presque s'être installé dès l'apparition des premiers signes de printemps. Même s'il a pu être difficile de voir, pour certains qui étaient enthousiastes, dans quelle direction le mouvement s'engageait, les signes étaient déjà là dès mars 2011. En Tunisie et en Égypte la classe ouvrière s'était mobilisée en défense de ses propres intérêts. Dans ces deux pays ce sont des grèves massives d'ouvriers qui ont fait trembler l'état. Cependant, dans les autres pays, ce ne fut pas le cas. Le conflit en Libye n'a jamais revêtu les mêmes caractéristiques, même à son tout début. En Libye, le printemps Arabe a pris la forme d'une guerre tribale fratricide. L'intervention des puissances occidentales au côté des rebelles n'a fait que pousser plus loin les affrontements dans cette direction, cependant que plus à l'est des événements beaucoup plus dangereux couvaient.

Alors que le conflit en Libye était principalement une lutte entre tribus rivales, la lutte au Levant¹⁰ et en Mésopotamie a eu un caractère sectaire beaucoup plus profond, avec la potentialité de s'étendre largement au-delà des frontières d'un seul État pour englober toute la région. Les luttes en Syrie et au Bahreïn revêtirent ces caractéristiques. La Syrie, un pays où la majorité de la population est composée d'Arabes musulmans sunnites, est dirigée par les membres d'un rameau du chiisme minoritaire (Alaouite) qui s'appuient sur le soutien des autres minorités du pays. En revanche dans le petit Bahreïn, c'est une monarchie Sunnite qui règne sur une population majoritairement Chiite. Inquiétés par la minorité Chiite dans ses propres pays, le Conseil de Coopération des États arabes du Golfe (CCG), l'organisation des monarchies pétrolières dirigée par l'Arabie Saoudite, en-

voya des blindés pour écraser le soulèvement Chiite mi-mars. A partir de là, il devint absolument clair que le conflit avait cessé d'être une série d'événements « nationaux » et devenait une lutte sectaire dans toute la région, les principaux protagonistes étant l'Arabie Saoudite et le CCG avec la Turquie côté Sunnite, et l'Iran, la Syrie, et des factions en Irak et au Liban de l'autre côté.

A gauche, comme cela avait été fait en Libye, beaucoup voulurent voir une véritable révolution ouvrière en Syrie. D'autres, conscients de la nature sectaire et réactionnaire du plus gros du mouvement de protestation, défendirent l'État syrien au nom de la laïcité, de l'anti-impérialisme ou d'une idéologie, quelle qu'elle soit, pouvant être utilisée pour tenter de dissimuler l'horreur d'un État meurtrier sanguinaire. Des anarchistes en particulier, mais pas uniquement, ont été particulièrement vulnérables au discours sur les comités démocratiques et l'auto-organisation de la révolte. Beaucoup ont insisté sur ces caractéristiques même quand il devint de plus en plus évident que la guerre se changeait en un bain de sang de tous côtés dans lequel différents gangs ethnico-sectaires contrôlaient les populations, et qu'ils les contrôlaient par la force. Évidemment, en tant que communistes nous sommes d'accord qu'il ne peut y avoir de vrai mouvement de la classe ouvrière sans l'auto-organisation des ouvriers. Cependant, nous insistons aussi sur le fait qu'il ne peut pas y avoir de conseils ouvriers sans lutte des ouvriers. La démocratie locale en elle-même n'est pas révolutionnaire. Dans beaucoup de pays les ouvriers peuvent voter pour leurs représentants locaux qui sont responsables et dirigent les services municipaux, et dans beaucoup de pays cela dérange très peu.

Ce qui donne aux conseils ouvriers leur contenu révolutionnaire n'est pas leur forme démocratique mais le fait qu'ils sont les représentants des ouvriers en lutte. La guerre en Syrie a connu une bouffée d'enthousiasme dans la lutte contre le régime. Les gens ont créé divers comités et conseils, mais ce n'était pas une lutte des ouvriers. Finalement avec la prise de contrôle par les gangs armés de ce qui est rapidement devenu une guerre, l'enthousiasme et l'engagement populaires ont disparu. Bien sûr certains comités ont subsisté, mais en étant constitués d'hommes armés donnant les ordres. Beaucoup, mais pas toute la gauche, ont semblé se rendre compte de leur erreur. Comme les internationalistes l'ont dit dès le début, il n'y a aucun camp progressiste dans cette guerre. Il semble qu'un peu de la leçon ait été apprise. Et il y eut Kobané...

Les protagonistes : Daech et le PKK

Depuis la mi-septembre, la petite ville de Kobané à la frontière turco-syrienne est devenue le centre de l'attention quand Daech l'a assiégée en vue de sa prise. Une fois encore la gauche s'est félicitée chaleureusement de ce qui est seulement une autre phase de lutte sectaire avec son extension à toute la région. Alors, cette lutte à plus grande échelle, est presque présentée comme la lutte entre le bien et le mal par une grande partie de cette gauche. Du côté des bons et de la clarté nous avons le PKK, le Parti des Tra-

vailleurs du Kurdistan, et du côté du diable et de l'obscurantisme nous avons Daech, nouvellement rebaptisé simplement État Islamique.

Les origines de Daech se situent en Irak à la fin des années 1990. Il a connu divers regroupements et changements de nom y compris celui d'Al Quaida en Irak, et finalement constitué sous le nom d'État Islamique d'Irak fin 2006. Ce qui a été à la base de la constitution de Daech pendant ces années, a été l'évolution de la situation en Irak vers une guerre civile ouverte en 2006. Quoique présentée en Occident comme la lutte contre l'occupation américaine, cette guerre civile irakienne avait au contraire les caractéristiques d'une lutte entre musulmans Sunnites et Chiïtes.

L'Irak a été un État traditionnellement gouverné par les membres de la minorité Sunnite sur la majorité Chiïte. Après la dernière guerre d'Irak, la démocratie américaine nouvellement promue a donné à la majorité Chiïte plus de représentation et de pouvoir dans le gouvernement irakien. La botte a changé de pied. La majorité Chiïte utilise son pouvoir contre la minorité Sunnite. Des actions de purification ethnique semblables à celles commises par Daech sont aussi commises contre la population Sunnite dans le sud irakien. Daech s'est positionné comme force dirigeante Sunnite dans la guerre civile sectaire en Irak. Pendant ce temps, il a réduit le nombre de combattants étrangers et professionnalisé sa structure militaire en intégrant d'anciens militaires et agents de renseignement issus de l'ancien parti Baas. Parallèlement, il a soumis les politiques tribales qui l'avaient servis si bien les années précédentes.

Avec le début de la guerre en Syrie, une faction au sein de Daech a commencé à infiltrer ses militants derrière la frontière. En se positionnant à nouveau comme le défenseur des musulmans Sunnites contre les atrocités perpétrés à l'époque par l'État syrien, et en utilisant des alliances et dissidences tribales dans les luttes et regroupements qui n'ont jamais cessé au sein de l'opposition syrienne, Daech a manœuvré pour en prendre la tête. Bien sûr ; le soutien en matière de politique financière et de recrutement est venu de l'Arabie saoudite, et de certains de ses alliés dans le CCG, sans parler du soutien reçu de la Turquie. Pour les États du Golfe en particulier, Daech était une arme qui pouvait être utilisée dans une lutte plus large, visant le gouvernement Chiïte de Bagdad et le gouvernement Alaouïte de Damas, deux des trois principaux alliés de leur ennemi ultime : l'Iran.

Daech semble avoir perdu maintenant le soutien de ses partisans dans le Golfe¹¹. Toutefois, la Turquie semble encore le voir comme ayant quelque utilité dans la lutte pour renverser l'État syrien et comme arme pour porter un coup à son ennemi de trente ans: le PKK.

Le PKK mène une guerre dans le sud-est de la Turquie depuis ces trente dernières années. Comme Daech, il est essentiellement une milice ethnique. Il trouve ses origines non en Syrie, mais en Turquie. Cependant, pendant sa longue guerre, il a établi des sections dans les pays voisins au sein des populations kurdes. Comme Daech, le PKK a aussi reçu le soutien des différents États, en premier lieu la Syrie, mais aussi l'Iran (jusqu'à ce que la section iranienne du PKK commence à déranger l'État iranien), et la Russie. Il semble aussi que la section iranienne, le PJAK, ait reçu de l'aide

des États-Unis. Elle a certainement essayé d'approfondir les contacts quelle avait avec l'Amérique, le porte-parole du PJAK Ihsan Warya allant jusqu'à déclarer que « *le PJAK souhaiterait vraiment être un agent des États-Unis* ».

La section syrienne du PKK, le Parti de l'Union démocratique (PYD) est resté à part de la majorité des fractions au début de la guerre en Syrie, en dehors du Conseil National Kurde (CNK) soutenu par son rival du PKK, Massoud Barzani du PYD, et du Conseil National Syrien qu'il considérait comme trop lié à la Turquie. En juillet 2012, l'État syrien a pris la décision de retirer la majorité de ses troupes de la partie kurde du pays pour être capable de les déployer contre l'offensive de l'opposition à Alep. Peu après le PYD a pris le contrôle de la plus grande partie de la région kurde ce qui fut accompli avec très peu de violence, et beaucoup ont suggéré qu'un accord avait été conclu entre le PKK/PYD et l'État syrien. Ce que le PYD a fait au Kurdistan syrien (Rojava) depuis a été vu par beaucoup comme une révolution sociale.

Révolution au Rojava

Le PKK a développé une offensive de propagande massive en Occident. On trouve des articles parlant de la lutte au Kurdistan syrien dans tous les médias occidentaux, des journaux de gauche jusqu'au magazine féminin Marie-Claire. Ce qui était vu dans les principaux médias occidentaux comme un groupe nationaliste stalinien s'est maintenant repositionné comme un mouvement démocratique, écologiste, féministe, mu par une philosophie dite du « *confédéralisme démocratique* » adaptée de celle de l'anarchiste Murray Bookchin¹². Pour beaucoup de personnes dans la région, qui sont familiers avec le mode opératoire du PKK, cela semble difficile à croire. Le PKK est une organisation au passé sombre. Même son leader emprisonné Abdullah Ocalan parle de périodes des « *gangs au sein de notre organisation et de banditisme ouvert, montant des opérations inutiles, au petit bonheur la chance, envoyant des foules de jeunes à la mort.* » L'histoire du PKK est quelque chose qui a été bien documenté par les critiques internationalistes¹³. Ce n'est pas l'objet de cet article.

Pour nous le problème n'est pas que le PKK ait une histoire sanglante de crimes à la fois contre ses propres membres et contre la classe ouvrière. C'est sans aucun doute son histoire. Ce n'est pas une surprise. Tous les gangs nationalistes ont pratiquement le même genre d'histoire, et même si beaucoup dans la gauche qui soutiennent ces gangs pourraient souhaiter que ce ne soit pas le cas, cela accompagne ce terrain. Même s'il y eut quelques mouvements nationalistes qui à leur début n'ont pas été souillés du sang de la classe ouvrière, et de ses propres membres, la logique nationaliste les amènera dans la même direction, c'est pourquoi nous ne nous penchons pas ici sur le passé sanglant du PKK, mais sur ses positions d'aujourd'hui.

Il y a eu beaucoup de bruits dans les médias occidentaux sur des unités de milices complètement féminines avec des photos de jeunes femmes en tenue de combat avec leurs armes ornant les pages des magazines et des sites Web. Cyniquement, ça fait vendre. Nous avons là des jeunes femmes courageuses combattant ces « *barbares islamistes* ». Le département marketing du PKK connaît bien l'audience que cela rencontre. Mais à y regarder de près, ce n'est pas vraiment aussi radical. Daech a aussi des groupes

formés exclusivement de femmes dans ses troupes. On ne peut imaginer qu'il y ait des groupes mixtes dans un groupe islamiste ultra, mais dans le PKK non plus, pas plus que dans l'État iranien qui a aussi des troupes de combat féminines. En fait, le PKK a une longue histoire de séparation des sexes et les relations sexuelles sont punies, tout comme dans n'importe quelle armée bourgeoise.

Cependant, c'est un important sujet de propagande et vendeur pour lui. Le but de cette campagne en Occident a deux volets. L'un est d'obtenir que le PKK soit rayé des listes des organisations terroristes dans différents pays. Avec l'émergence du diable Daech, la ligne du PKK est que ces jeunes femmes ne se battent que contre les terroristes. Ce qu'il vend à la gauche c'est que c'est une sorte de révolution sociale, dans laquelle les relations entre les sexes sont bouleversées. Les anarchistes ont fait la comparaison avec la révolution espagnole en 1936, ce que nous abordons dans un autre article.¹⁴ Le second but est d'obtenir le soutien pratique des États-Unis et des Européens pour les combattants de Kobané, ce qui a jusqu'à présent marché avec le parachutage d'armes et de munitions aux troupes assiégées, et le soutien aérien.

Pour revenir à la question de la révolution : pour nous, comme communistes, une révolution est la création de la classe ouvrière en lutte pour ses propres intérêts. Dans le cours de cette lutte la classe ouvrière transforme non seulement la société, mais elle se transforme aussi elle-même. Au Kurdistan syrien ; il n'y a pas eu de mouvement de la classe ouvrière. Le contrôle des villes a été pris par un groupe armé prenant la place laissée vacante après le retrait de l'armée arabe syrienne. Ce n'est pas pour dire qu'il n'y a pas eu de soutien pour le PYD, comme le nationalisme aujourd'hui est fort dans les régions kurdes. Des comités locaux ont été formés qui ont pris le contrôle des tâches courantes habituellement dévolues au niveau municipal de l'État. Daech aussi, a dans beaucoup de cas laissés les gens prendre en charge les questions locales, et comme Daech, les hommes armés ont gardé le pouvoir au sommet. L'organisme dominant du Rojava, le Conseil suprême kurde, est un corps qui n'est pas constitué de délégués mais une alliance entre deux groupes politiques, le PYD et le Parti Démocratique du Kurdistan (PDK) soutenu par Barzani. Malgré toutes les prétentions démocratiques, le contrôle ultime est exercé par des gangs nationalistes armés.

Et le PKK est un gang nationaliste. Comme nous l'avons mentionné précédemment, le PKK malgré une histoire quelque peu variable avec des groupes minoritaires en Turquie s'est maintenant constitué comme le défenseur des minorités du Kurdistan. Ceci, cependant, ne s'applique pas, et ne peut pas s'appliquer aux Arabes. En plus d'une occasion, Salih Muslim, co-leader du PYD, a parlé d'« *expulser les Arabes* », et la possibilité d'une « *guerre entre kurdes et arabes* ». Clairement, Muslim ne parle pas d'expulser tous les Arabes, « *un jour ces Arabes qui ont été amenés dans les zones kurdes devront être expulsés* ». Les Arabes dont il parle sont ceux qui ont été transplantés lors de la campagne d'Arabisation de 1973. Étant donné la démographie des pays du Moyen-Orient (l'âge médian en Syrie est juste au dessus de 22 ans), la majorité de ces « *ces Arabes qui ont été amenés dans les zones kurdes* » sont nés au Kurdistan. Muslim lui-même admet que ces Arabes sont des « *victimes* » de tout cela. Cela ne l'empêche pas de proclamer

que « *tous les villages où ils vivent appartiennent maintenant aux kurdes* ».

Bien sûr, ces Arabes ne peuvent pas être séparés des Arabes qui les ont précédé. Beaucoup d'entre eux qui sont nés au Kurdistan, qui se sont mariés avec des Arabes locaux, ont eu des enfants et même des petits enfants. Comment le PYD peut-il faire la différence entre eux, et plus important encore comment les autres arabes vont-ils réagir à ce discours de purification ethnique ? C'est la voie de tous les conflits ethniques qu'on a connu dans tout le Moyen-Orient, en particulier chez le voisin : au Liban, et dans des lieux comme l'ex-Yougoslavie ou l'Irlande du Nord en Europe, à plusieurs reprises. Quel que soit le discours de gauche de certains protagonistes dans ces luttes, elles suivent la spirale toujours plus profonde dans un conflit de plus en plus dramatiquement ethnique/sectaire. Au départ les pires atrocités peuvent être des « erreurs », des exécutions de civils menées sans direction ou permission de la direction des différentes milices nationalistes. Cependant, pour les familles et les amis des victimes, c'est d'une importance secondaire. Ils rendent coup pour coup puis le meurtre est suivi d'atrocités et de massacres.

Au milieu d'une guerre civile entre une milice kurde et ce qui est essentiellement une milice arabo-sunnite, c'est ce qui va se produire. Peu importe que le PKK se présente lui-même comme progressiste. La logique de la situation dicte ce qui va se produire. Un bon exemple est le massacre de Kingsmill dans le Comté Armagh, en Irlande du Nord en 1976. L'IRA, comme le PKK, était vu comme une organisation « progressiste », « socialiste », mais dès le jour où les paramilitaires protestants exécutèrent cinq civils catholiques, les Républicains irlandais sortirent et arrêtaient un bus d'ouvriers du bâtiment, enlevèrent onze protestants, leur tirant dessus et en tuant dix d'entre eux. L'IRA démentit son implication dans l'attaque. Cela n'empêcha pas pour autant les paramilitaires Protestants de tenir leur revanche et les tueries œil-pour-œil dent-pour-dent se poursuivirent.

Pour les communistes, une révolution ne peut pas venir de milices armées ethniques/sectaires et le combat entre les milices de différents groupes ethniques/sectaires ne peut mener la classe ouvrière qu'à la division jusqu'à être entraînée elle-même dans le massacre.

Guerre de classe ou guerre sectaire?

C'est cette menace de guerre ethnique/sectaire qui annonce le danger pour le futur. Finalement malgré les différences entre le PKK et Daech, les ressemblances entre les deux sont ce qui les relie. Un vernis socialiste n'empêche pas une milice ethnique de jouer son rôle dans cette escalade du cycle d'un conflit ethnique et de la purification ethnique. Il est clair que dans cette lutte c'est Daech qui est l'agresseur et que le PKK défend son pré carré. Il est clair que, comparé à Daech, le PKK semble positivement progressiste. Mais rien de tout cela ne les empêche de jouer leur rôle dans l'intensification du conflit ethnique.

Bien sûr nous avons de la sympathie pour les Kurdes qui se font massacrer par Daech. Cependant, contrairement à certains au sein de la gauche, les internationalistes reconnaissent que ceux qui meurent du côté de Daech viennent aussi principalement de la classe ouvrière et de la paysannerie. Comme parmi les Kurdes, il y en a beaucoup qui com-

battent avec Daech, qui ont perdu des proches dans le massacre sectaire mené par les milices Chiites en Irak, et par les Alaouites qui tiennent l'État en Syrie. Aussi bien du côté de Daech, comme du côté des Kurdes, il y a beaucoup de jeunes ouvriers et paysans qui sont embrigadés dans ces gangs.

Dans une lutte où les ouvriers et paysans s'entre-tuent au nom du nationalisme et de la religion, les communistes ne prennent pas parti. Ceux qui prennent parti dans cette guerre ne contribuent pas à long terme à une quelconque victoire progressiste, mais plutôt à de futures divisions ethniques, une militarisation accrue de la région, rien au bénéfice de la classe ouvrière. Il semble ironique que beaucoup au sein de la gauche, particulièrement ceux qui sont alignés sur le PKK en Turquie, qui ont souvent rallié n'importe quel pouvoir impérialiste local ou relais d'autres impérialismes, et qui s'opposaient aux États-Unis, cherchent maintenant l'appui des États-Unis. Bien sûr, ils doivent savoir que l'intervention américaine dans cette guerre n'est certainement pas au bénéfice du peuple du Moyen-Orient, mais ils semblent l'avoir oublié rapidement.

La classe ouvrière n'est pas assez forte ni au Moyen-Orient, ni dans le monde, pour arrêter cette guerre. Prétendre autre chose c'est se bercer d'illusions. Cependant, cela ne veut pas dire que les révolutionnaires doivent plonger tête première en prenant partie pour un camp, et agissant dans une voie qui mènera certainement à une prolongation et une intensification du conflit ethnique/sectaire. Il est important de rappeler que le siège de Kobané n'est qu'un moment d'une lutte plus large dans toute la région entre les représentants des différentes puissances impérialistes locales. La Turquie avec l'Arabie Saoudite, et le CCG, vont continuer à essayer de renverser l'État syrien, et la Turquie va continuer sa guerre terroriste non seulement contre le PKK, mais aussi contre la population civile du Kurdistan. Il est presque inévitable qu'en retour d'autres puissances opposées à la politique de la Turquie commencent à fournir des armes au PKK pour continuer la lutte contre la Turquie. Les manifestations récentes en Turquie en soutien aux combattants de Kobané qui ont fait trente morts, majoritairement tués par l'État turc, et quelques-uns par des gangs nationalistes turcs, ont montré que l'État a utilisé des blindés contre les manifestants pour la première fois depuis le coup d'État de 1980. Les forces armées turques ont aussi, après une période de cessez-le-feu, repris leurs attaques sur le PKK en Turquie. Bien sûr, c'est la Turquie qui est l'agresseur dans

Glossaire : qui est qui au Kurdistan – Bref récapitulatif

PKK Parti des Travailleurs du Kurdistan. Organisation politique et militaire turque kurde, marxiste-léniniste (c'est-à-dire stalinienne) à l'origine, fondée en 1978 par Abdullah Öcalan (emprisonné en Turquie depuis 1998). En guerre avec l'État turc depuis 1984.

PYD Parti de l'Union Démocratique du Kurdistan, branche syrienne du PKK, fondé en 2003.

YPG Les Unités de protection du peuple (kurde : *Yekîneyên Parastîna Gel*, abrégé *YPG*) forment la branche armée du PYD.

ce cas, mais quand le PKK réplique de la même manière, et tue des conscrits turcs, ce ne sera pas la première chose qui viendra à l'esprit de leurs mères, parents, et amis... et la spirale de la haine ethnique, qui à son tour mène à la violence, au meurtre et au massacre, continuera.

L'alternative que les internationalistes posent est celle de la lutte de classe contre toutes les « solutions » nationales. Cela peut sembler lointain, mais il y a seulement quatre ans la grève Tekel en Turquie semblait vraiment avoir brisé les barrières entre les ouvriers turcs et kurdes, et provoqué une vague de grèves beaucoup plus large. 2013 a vu des manifestations massives en Turquie provoquées par les brutalités policières contre les manifestants du parc Gezi à Istanbul. Après trois années, le printemps arabe semble bien loin, mais dans les temps actuels des changements peuvent très rapidement se produire. Bien que la classe ouvrière semble faible aujourd'hui, des luttes où la classe ouvrière défend ses propres intérêts reviendront dans le futur, elles sont la seule solution pour surmonter les divisions ethniques et sectaires en unissant les ouvriers, non pas comme Kurdes, Turcs, Arabes, Perses, ou Sunnites, Chiites, Chrétiens ou Yézidis.

D. Valerian, 28/10/2014, Traduit de l'anglais par OP

⁸ Voir notre position <http://www.leftcom.org/en/articles/2011-08-10/the-unfinished-business-of-the-arab-spring>.

⁹ (NDT) Dans le sens musulman. En français on dirait guerre de religion entre plusieurs sectes musulmanes.

¹⁰ (NDT) Historiquement le Levant caractérise la région côtière de la Méditerranée orientale comprise entre la Turquie au nord et l'Égypte au sud. Ici elle limite surtout à la Syrie.

¹¹ Voir cet article pour une discussion plus détaillée du conflit impérialiste plus large <http://www.leftcom.org/en/articles/2014-10-15/iraq-the-new-caliphate-is-and-the-wider-imperialist-manoeuvres>. Il y a aussi une actualisation des racines matérielles à la base du conflit : <http://www.leftcom.org/en/articles/2014-10-30/is-%E2%80%93-imperialist-barbarism-continues>.

¹² (NDT) Murray Bookchin (1921 - 2006 et à New York) auteur, orateur américain et anarchiste écolo. Il est considéré aux États-Unis comme l'un des grands penseurs de la nouvelle gauche. Bookchin est le fondateur de l'Écologie sociale, école de pensée qui veut apporter une nouvelle vision politique et philosophique au rapport entre l'homme et son environnement.

¹³ <http://en.internationalism.org/icconline/201304/7373/internationalism-only-response-kurdish-issue> : beaucoup de détails sur l'histoire du PKK y inclus une partie intéressante sur l'attitude envers les femmes.

¹⁴ Voir *In Rojava: People's War is not Class War* <http://www.leftcom.org/en/articles/2014-10-30/in-rojava-people-%E2%80%99s-war-is-not-class-war>

CNK Conseil National Kurde en Syrie. Un regroupement hétérogène d'organisations politiques kurdes opposées au PYD et sous le parrainage du PDK

PDK Parti Démocratique du Kurdistan, fondé en 1946 par Mustapha Barzani ; dirigé par son fils, Massoud. Parti au pouvoir dans le Gouvernement Régional du Kurdistan (KRG).

KRG formé après la chute de Saddam Hussein en Irak sous le PDK de Massoud, allié loyal des États-Unis

UPK Union Patriotique du Kurdistan. Fondée en Irak en 1975 après une scission du PDK. Il est dominant dans le sud du Kurdistan irakien. Son chef Jalal Talabani a été président de l'Irak depuis 2005 (après un an et demi d'absence pour des raisons de santé).

L'internationalisme à géométrie variable ! Comment l'impérialisme justifie-t-il son intervention au Kurdistan ?

Le sort des Kurdes syriens et les horreurs de « l'État islamique » sont une puissante justification de l'intervention impérialiste au Moyen Orient. Tous les « démocrates », « humanitaires » et même des « révolutionnaires » se laissent abuser à grand renfort des médias internationaux aux ordres des grandes puissances impérialistes qui s'affrontent. Les chantages traditionnels de la guerre en France sont là aussi comme les Kouchner ou Bernard-Henri Lévy avec la participation de nombreux groupes dits « d'extrême gauche ».

La nouvelle campagne des médias est prête et bien organisée depuis que le « terrorisme » est le cache sexe de l'impérialisme aux quatre coins du monde. Les anciens « terroristes » du PKK¹⁵ qui ont changé de camp l'appuient vaillamment en montrant qu'ils sont devenus des démocrates et même des révolutionnaires.

« Nous mettons en pratique ce modèle de l'autonomie [self-rule, au sens d'autogouvernement] et de l'auto-organisation sans État » selon le coprésident du PYD, Saleh Muslim »¹⁶

Si l'extrême gauche classique est une nouvelle fois va-t-en-guerre, nous retrouvons dans le même mouvement toute la mouvance anarchiste et libertaire.

L'OCL ne s'embarrasse pas de mots. Son engagement est clair avec des titres et des slogans tels que « *Le sens de notre solidarité avec Kobanê* » ou « *Anarchistes solidaires du Rojava* » dans leur organe de presse le dimanche 9 novembre 2014¹⁷. Dans un tract très alambiqué, nous pouvons lire qu'il y a urgence à défendre les Kurdes. « *Si cette urgence nous concerne, c'est parce que le mouvement de libération du Kurdistan – avec ces caractéristiques plutôt positives et d'autres plus discutables et critiquables – nous apparaît aujourd'hui, dans cette région du monde, comme la principale force susceptible non seulement de contrecarrer la double barbarie des islamistes et des régimes en place, mais aussi d'introduire dans les zones kurdes et bien au-delà, suffisamment d'éléments de transformation et de rupture à partir desquels il devient au moins possible de postuler des formes d'égalité (...) et d'ouvrir des perspectives de libération sociale et politique.* » Que c'est difficile de justifier l'injustifiable ! Mais pourquoi, y a-t-il urgence ? Pour palier l'impérialisme américain et occidental ? Les frappes aériennes ne sont-elles pas suffisantes selon nos colonels et généraux anarchistes ! Le NPA, lui, ne fait pas dans la dentelle dans son communiqué toulousain du 19 octobre. « *Le NPA salue l'efficacité des frappes de l'US Air Force de ces 4 derniers jours* »¹⁸

Les anarchistes de la FA sont plus embarrassés pour justifier leur alignement du côté des États-Unis et des occidentaux. On peut lire dans un article du *Monde libertaire*, « **Choisir son camp.**

« *La position traditionnellement pacifiste des anarchistes est clairement insuffisante. La guerre, c'est mal, certes. Mais nous avons un projet, et il nous faut l'affirmer. Le fédéralisme libertaire est d'une pertinence incontestable dans une zone comme le Moyen-Orient où les conflits territoriaux et ethniques n'en finissent plus de déchirer les peuples. Il faut donc nouer des liens avec celles et ceux qui portent un projet progressiste. En l'occurrence, les révolutionnaires kurdes semblent être la lueur d'espoir pour un projet fédéraliste et pour la paix. L'expérience du confédéralisme démocratique à Rojava (Kurdistan syrien) et plus largement en Turquie et en Irak, est le seul projet qui pour le moment arrive à faire vivre plusieurs communautés bien différentes autour d'un fonctionnement politique égalitaire et laïque.* »¹⁹

Alternative libertaire (AL) est partie prenante totalement de la campagne de mobilisation de « l'extrême gauche » bourgeoise et impérialiste.

Du 13 au 16 novembre 2014, AL participe à une délégation française (avec AL, le NPA, le PCF et la FEYKA – la Fédération des Associations Kurdes de France) issue de la Coordination nationale solidarité Kurdistan et se trouve en mission en Turquie, dans la région frontalière de Kobanê. L'objectif était d'exprimer sa solidarité, de rapporter des témoignages et de tisser des liens militants.

Les justifications sont l'espoir d'émancipation que cette guerre barbare ferait lever.

« *Il semble bien que l'espoir se lève à l'Est. Et l'espoir c'est la gauche kurde, à Kobanê notamment, qui combat l'obscurantisme et défend un espoir d'émancipation sociale et politique.*

Mais les combattantes et combattants de Kobanê ont appris à ne pas trop compter sur les champions autoproclamés de la liberté, les croisés des droits de l'Homme, qui ont été si prompts, ailleurs, à sauter dans leurs chars pour « libérer » un peuple. »²⁰

Et dans ce cadre Alternative Libertaire s'engage aux côtés des États-Unis.

« *Quant à l'Oncle Sam, après avoir regretté tout haut la chute imminente de la ville héroïque, il s'est résigné à venir en aide à ces gauchistes qui n'ont pas l'air de vouloir se contenter du rôle de martyrs.* » Bravo ! Bravo ! Tout est dit c'est l'unité des staliniens aux anarchistes dans l'embrigadement pour la guerre impérialiste.

Et comment peut-on dire de telles inepties pour un courant, le communisme-ouvrier qui a des liens avec les masses exploitées de la région ?

« *La résistance héroïque et acharnée de Kobanê est aussi une défaite pour toutes les forces réactionnaires de la planète, pour tous ceux, racistes, misogynes et intégristes religieux, tentent de diviser les populations du Moyen-Orient selon des critères « ethniques » ou religieux. Une défaite*

*aussi pour les États occidentaux qui jouent à accentuer ces divisions pour défendre leurs intérêts impérialistes.*²¹ » Tout ce qui arrive aux populations du Moyen-Orient est une catastrophe mais elles sont prises en otage par les puissances impérialistes, un bain de sang se prépare.

La véritable solidarité avec les masses kurdes de Kojava et les masses prolétarisées de Syrie écrasées sous la mitraille, ou condamnées par millions à une existence misérable de réfugiés, consiste à lutter, ici, au cœur des métropoles impérialistes, à la reprise de la lutte de classe, révolutionnaire et internationaliste contre le capitalisme et l'impérialisme et à la constitution de l'organe de cette lutte, le parti de classe internationaliste.

Et le premier pas indispensable est le refus de l'embrigadement dans toutes les mobilisations pro-impérialistes ainsi

que le refus de soutenir des forces et partis non prolétariens.
A.X

¹⁵ Le Parti de l'union démocratique (en kurde : Partiya Yekîtiya Demokrat, PYD) est affilié au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), considéré comme terroriste par la Turquie, les États-Unis et l'OTAN.

¹⁶ Interview du 10 novembre 2014 repris du site de *l'Organisation Communiste Libertaire (OCL)*.

¹⁷ <http://oclibertaire.free.fr/spip.php?article1607>.

¹⁸ <http://www.npa31.org/actualite-politique-internationale/urgence-kobane/declaration-du-npa-31-a-manifestation-samedi-18-octobre.html4>

¹⁹ *Le Monde libertaire* n°1750 (2-8 octobre 2014).

²⁰ *Alternative Libertaire*, n° 244, 1er novembre 2014.

²¹ Intervention à Besançon le 19 octobre 2014 au nom d'*Initiative Communiste-Ouvrière*, cf. : <http://communisme-ouvrier.info/?Besancon-Kobane-vivra-Kobane>.

Jeux de guerre : l'Ukraine comme centre du conflit impérialiste

Partout dans le monde les événements se succèdent de façon dense et rapide. En quelques jours, la lutte pour le pouvoir en Ukraine est devenue un conflit international explosif. Le monde est au bord de l'un des plus grands et des plus risqués conflits géopolitiques depuis la fin de la guerre froide. Cent ans après le déclenchement de la Première guerre mondiale, catastrophe décisive du 20^{ème} siècle, beaucoup de signes montrent que le «grand jeu» des grandes puissances pour la conquête de zones de souveraineté et d'influence, est une fois de plus entraîné dans une dynamique fatale.

Ukraine - Appauvrie et sujet de luttes brutales

En raison de sa position géographiquement stratégique, l'Ukraine, pays composé de plusieurs ethnies, a toujours été vigoureusement combattu par les plus grandes puissances. Cadre des Première et Seconde guerres mondiales, le pays est à nouveau renvoyé à son histoire douloureuse. Les différences régionales et socio-culturelles qui resurgissent à la lumière, ont des racines profondes. Avec l'effondrement du bloc de l'Est, le pays s'est de nouveau déporté à droite au cœur de la politique des puissances impérialistes. La question de l'orientation politique et économique de l'Ukraine est devenue plus urgente. Visiblement, le "processus de transformation vers la démocratie" s'est achevé en Ukraine comme ailleurs en Europe de l'Est. L'ancienne et la nouvelle élite de l'appareil d'État et du parti ont jeté son dévolu sur les meilleures parties de l'économie, limité ses revendications entre elles et créé un système élaboré sur le népotisme et la corruption. Ces années de transition ont été marquées par un déclin industriel rapide. Le PIB s'est effondré, tombant de 60%. C'est seulement en 1999 que les niveaux de production de 1989 ont repris. Les années 2000-2007 ont été une brève période de reprise économique. Mais les taux de croissance de l'ordre de 7 % atteints à cette époque étaient essentiellement basés sur le prix des matières premières en général à ce moment-là, et, en particulier, sur le

prix élevé de l'acier sur le marché mondial (exportation la plus importante de l'Ukraine). Lorsque la bulle spéculative a éclaté en 2007-2008, le rêve le plus cher des libéraux et des nationalistes de souveraineté économique de l'Ukraine est mort. La crise a frappé le pays de toute sa force. L'inflation a augmenté de 12,8 % (2007) à 25,2% (2008), tandis que la production industrielle a chuté de 34 % et l'endettement public a atteint des niveaux astronomiques. C'est seulement grâce à des milliards de crédits du FMI, liées aux exigences radicales de coupes budgétaires, que l'effondrement économique total du pays a été évité, au moins à court terme. Son coût, comme toujours, a été payé par la classe ouvrière. Aujourd'hui, plus de 30% de la population vit avec un revenu qui ne permet pas de vivre. Cela affecte en particulier les vieux. 80 % des retraités ont une pension de 81€ minimum, qui, comme dit le proverbe, n'est ni suffisante pour la vie, ni pour la mort. L'Ukraine a des salaires exceptionnellement bas, et c'est précisément pour cette raison, qu'elle est intéressante pour les investisseurs étrangers comme atelier de la misère à long terme. Avec un salaire moyen de seulement 300 € et un salaire minimum d'environ 110 €, le niveau des salaires est trois fois inférieur à celui de la Pologne .

Les subventions pour les loyers et les coûts de l'énergie, en cours de négociation avec l'UE, sont pratiquement les dernières barrières contre l'appauvrissement total de millions de personnes. En outre, il y a des écarts de salaires et de revenus entre la ville et le reste du pays, et entre les différentes régions du pays. Le fossé entre l'occident essentiellement agricole et l'est industrialisé (comme, par exemple, pour la région du Donetz) est particulièrement aiguë. Tout cela encourage les tendances régionalistes et aiguise les différences socio-économiques déjà traditionnelles et l'approfondissement des divisions dans la classe ouvrière. La paupérisation croissante de la population contraste avec la richesse et le pouvoir illimité des oligarques. Les 50 plus puissants oligarques contrôlent plus des deux tiers de la richesse. La majorité de leur fortune se trouve dans des para-

dis fiscaux étrangers. Mais, sans les clans oligarchiques, pratiquement rien ne se passe dans la politique ukrainienne. Ils ont toujours su affirmer et forcer leurs intérêts contre la grande majorité de la population. Sur l'orientation de la politique étrangère, cependant, leur opinion varie en fonction de leurs intérêts commerciaux. Bien que certains de ces oligarques parient sur le secteur énergétique de la Russie, d'autres se promettent de gros profits grâce à l'adhésion à l'UE. Ces conflits entre les clans ont joué un rôle décisif dans la détermination des événements politiques en Ukraine au cours des dernières années, conduisant à la construction des gouvernements les plus variés et à une instabilité politique croissante.

Entre Bruxelles et Moscou : Ianoukovitch marchait sur des œufs.

Pendant un certain temps, il semblait que le Président Ianoukovitch, désormais limogé, pourrait contenir, tout au moins, les intérêts divergents des oligarques. Ianoukovitch est souvent dépeint comme ami de la Russie. Cependant, ce qui est vrai c'est que le petit criminel Ianoukovitch était la création politique de l'oligarque pro-russe Rinat Achmetov. En termes de politique étrangère, Ianoukovitch a toujours joué l'équilibre entre l'UE et Moscou. Cette décision était fondée sur le calcul de monnayer la position géostratégique de l'Ukraine en principale voie de transport pour la livraison de pétrole et de gaz naturel de l'Est vers l'Ouest, en espèces sonnantes et trébuchantes. Une politique qui a finalement échoué, ou plutôt devait échouer. La manœuvre entre la signature du traité d'association avec l'UE et la renégociation des accords gaziers avec la Russie n'a conduit qu'à augmenter la pression des deux côtés. Alors que la Russie a menacé de fermer le robinet du gaz et de façon sporadique mené une guerre commerciale contre l'Ukraine, l'UE a insisté sur une mise en œuvre stricte des exigences du plan de sauvetage du FMI. Parmi ces exigences étaient la demande d'un gel des salaires, de la réduction des subventions pour l'électricité, des coupes drastiques dans les dépenses publiques ainsi que le relèvement du gaz et de l'énergie de 40%. Demandes qui, dans un pays déjà appauvri comme l'Ukraine, conduiraient à la paupérisation de millions de personnes. Ianoukovitch était et est tout sauf un philanthrope. Pendant sa période au pouvoir, il y a eu une série de réductions décisives en matière de sécurité sociale. Néanmoins, il ne se sentait pas en position, dans la mesure où la politique intérieure était concernée, de mener à bien le programme de coupes à la mesure de celle exigée par l'UE. Il s'est donc trouvé dans une situation de plus en plus compliquée. Alors que la dette extérieure a doublé de 75 milliards de dollars, les réserves d'or de l'Ukraine ont fondu de 37 milliards à 15 milliards de dollars. La position d'État tampon économiquement viable entre la Russie et l'UE est devenue de plus en plus intenable. Ce fut le moment où Poutine a fait un geste habile, il laissa entrevoir une perspective de crédit et de livraisons avantageuses de gaz à l'Ukraine. A la fin du traité d'association avec l'UE, Moscou a obtenu une victoire importante sur ces points. Cependant, la réponse de Bruxelles et de Washington ne tarda pas à venir.

Maidan

En raison de la brutalité de la police, les manifestations initialement très peu spectaculaires contre la réiliation de l'ac-

cord d'association avec l'UE, ont développé une dynamique particulière. L'outrance au cours de la répression, le mécontentement social et la méfiance généralisée des élites politiques corrompus ont fédéré un vaste mouvement de protestation social. Le paradoxe était, cependant, que ces éléments n'étaient pas, au premier abord, politiquement articulés, ou plutôt, ne pouvaient pas être articulés politiquement sur Maidan. Les demandes sociales n'ont pratiquement joué aucun rôle dans le mouvement. La classe ouvrière n'est pas non plus intervenue dans les événements comme une force indépendante et organisée. Au lieu de cela, les représentants des partis de l'opposition pro-occidentaux ont dominé la scène politique. En le faisant, ils pouvaient compter sur le soutien financier massif de l'UE et des États-Unis. Selon la déclaration du secrétaire d'État US Nuland, le gouvernement américain a investi près de 5 milliards de dollars depuis 1991 dans une "Ukraine prospère et démocratique"²². Le chiffre correspondant pour l'UE n'est pas encore disponible. A travers les visites de solidarité très médiatisées des représentants de haut rang de l'UE et des politiciens, comme par exemple, le sénateur américain John McCain et le représentant de l'UE pour les affaires étrangères ou les euro-politiciens allemands : Elmar Brok (CDU) et Rebecca Harms (Verts), l'affaire a pris une dimension internationale et, en effet, une dimension géopolitique. L'escalade sur Maidan continua qui a conduit à un autre moment décisif avec l'arrivée massive de forces fascistes comme le Parti Svoboda et de groupes paramilitaires le "Secteur Droite". Leur arrivée s'est faite grâce à des travaux préparatoires longs et systématiques. Les fascistes ont trouvé en Ukraine un terrain particulièrement fertile pour capitaliser sur la frustration et le manque de perspectives de la population. Le déplacement vers la droite du discours politique, la réhabilitation et l'idéalisation du leader fasciste ukrainien Stepan Bandera (NDT : Stepan Bandera figure du nationalisme, fondateurs de l'Armée insurrectionnelle ukrainienne –UPA– en octobre 1942 et dirigeant de l'Organisation des nationalistes ukrainiens –OUN–, ancien collaborateur des nazis et responsable du massacre de milliers de Juifs pendant la guerre de 1939-1945. L'UPA avait déjà été soutenu par les « démocraties » à la fin de la deuxième guerre mondiale), à qui a été décerné à titre posthume l'honneur de "Héros de l'Ukraine" par le gouvernement "Orange" du président Yushchenko le 22 janvier 2010, donnent aux fascistes des points supplémentaires. Les positions de droite et ultra-nationalistes sont largement répandues dans l'establishment politique de l'Ukraine. Ce n'est pas par hasard que le Parti du boxeur Vitali Klitschko, l'UDAR (L'Alliance démocratique ukrainienne pour la réforme), construit et financé par la Fondation Konrad Adenauer, qui est proche de la CDU, n'a pas de problème dans l'alliance officielle avec les fascistes de "Svoboda". Les fascistes n'ont pas seulement le vent en poupe, mais encore, une bonne infrastructure organisationnelle et financière. Ainsi, ils étaient en mesure de payer les voyages en bus de leurs partisans et leur donner des indemnités journalières afin qu'ils puissent intimider et chasser de plus petits groupes, et se peindre comme les « défenseurs du mouvement contre les forces de police », en utilisant leur groupe de combat pour des affrontements de rue. Avec les tirs mortels sur Maidan, un degré d'escalade supplémentaire a été atteint conduisant finalement à un tournant. Aujourd'hui, il est encore difficile de savoir qui était exactement derrière les fusillades. En fait, cependant, sur ce point, il est de plus en plus clair que Ianoukovitch n'était plus capable d'avoir prise sur la situation. Pour cette raison,

il fut de moins utile aux oligarques qui l'avaient soutenu. Comme ils se sont éloignés de lui, l'UE et principalement le gouvernement allemand, ont commencé une offensive diplomatique pour devenir maître de la situation, sous prétexte de « désescalade politique ».

Oligarques, fascistes et Oranges maffieux: une Rada par la grâce de Merkel

Le résultat de ces efforts a été la construction du soi-disant "gouvernement de transition" avec Arseni Iatseniouk, acolyte de l'oligarque millionnaire Ioulia Timochenko. En termes de politique intérieure, le remaniement du gouvernement est un réajustement mineur dans la structure complexe du pouvoir des oligarques. Ceux qui tirent les ficelles sont maintenant aux côtés de la "princesse du gaz" Ioulia Timochenko : le magnat de l'acier Sergey Taruta, le roi du chocolat Petro Porochenko, le magnat des médias Victor Pinchuk, ainsi que Igor Kolomoisky, qui, avec Gennadiy Bogolyubov, contrôlent la plus grande banque du pays qui avec une fortune estimée à 6,5 milliards de dollars, est la quatrième d'Ukraine. Rinat Akhmetov aussi, avec 11 milliards de dollars, l'un des hommes les plus riches de l'Ukraine qui contrôle la moitié de la production d'acier, de charbon et d'électricité, a fait un rapide demi-tour. « *L'usage de la violence et de l'anarchie de l'extérieur est inacceptable* » a-t-il déclaré. Son « *conglomérat de 300.000 employés qui représente l'Ukraine d'Ouest en Est et du Nord au Sud* » fera tout pour maintenir l'intégrité du pays²³. Il est donc clair que cela valait la peine pour l'UE de renoncer à l'application de sanctions contre lui.

Le fait que, pour la première fois depuis 1945, des fascistes déclarés sont assis dans un gouvernement reconnu et protégé par l'UE, est, cependant, une nouvelle étape qualitative. Par leur présence massive sur Maidan, les fascistes sont devenus une force politique décisive en Ukraine. Ils ont imposé plusieurs ministres et le contrôle de parties importantes de l'appareil d'État et de la sécurité ce qui encourage ses fantassins à agir violemment contre d'autres forces politiques et créer une véritable atmosphère de pogrom. Dans ce climat de peur, les organismes d'entraide juifs ont dû fournir une aide d'urgence pour les Juifs ukrainiens²⁴. Quelques rabbins ont appelé leurs fidèles à quitter Kiev²⁵. Avec l'interdiction du russe comme deuxième langue officielle, les fascistes de la Rada ont présenté une proposition visant à faire disparaître l'article du code pénal ukrainien qui punit la négation des crimes fascistes. Ces mesures ont alarmé les parties russophones à l'Est du pays.

Ces craintes ne sont pas dénuées de tout fondement. Svoboda, fondée en 1991 comme « parti national socialiste », n'a jamais fait de secrets sur son point de vue. L'un de ses objectifs principaux est le projet d'un « Grande Ukraine ethniquement pure ». Cela implique l'abolition de l'autonomie de la Crimée ou l'intégration de la Crimée dans l'État ukrainien, la « liquidation du symbolisme bolchevique », l'entrée de l'Ukraine dans l'OTAN et la restauration de l'État ukrainien en tant que puissance atomique. « *Pour créer une Ukraine véritablement ukrainienne dans les villes de l'Est et du Sud ... nous devons annuler le parlementarisme, interdire tous les partis politiques, nationaliser l'ensemble des secteurs, tous les médias, interdire l'importation de toute la littérature de la Russie ... remplacer complètement les dirigeants de la fonction publique, dans la gestion de l'éducation et le militaire (en particulier à l'Est), liquider*

physiquement tous les intellectuels russophones et tous les ukrainophobes (rapidement, sans procès, l'enregistrement des ukrainophobes peut être fait ici par un membre de Svoboda), exécuter tous les membres des partis politiques anti-ukrainiens ... », (déclaration mise sur le forum officiel du parti en 2010²⁶). Comme le leader fasciste Stepan Bandera, les leaders membres du Parti parquent en uniforme SS²⁷. En avril 2013, Svoboda à Lvov chemina sur les traces de la division SS Galicia. Suite à cela, des anciens SS ont reçu des médailles à Hôtel de Ville de Lvov. Néanmoins, pour l'ambassadeur de l'UE en Ukraine, ce Parti est « *un partenaire d'égale valeur pour discuter avec l'UE* »²⁸.

Le gouvernement allemand également ne craint pas les contacts avec Svoboda : Svoboda peut être un parti nationaliste de la droite populiste avec des positions d'extrême droite, mais, dans le travail parlementaire, malgré des tendances d'extrême droite évidentes, le gouvernement répond par rapport à la question parlementaire²⁹. Elmar Brok, président de la commission du Parlement européen pour les affaires étrangères a exprimé des vues similaires³⁰. Svoboda n'est pas un parti qu'il aime, mais c'est celui qui a effectué le renversement de Ianoukovitch, a déclaré le politicien de la CDU, qui est intervenu lui-même avec force sur la scène de Maidan en répondant au magazine *Panorama* : « *Tant qu'il est garanti que ce parti intervient pour l'État de droit et la démocratie en Ukraine* » tout est correct. « *C'est, je crois, ce qui est décisif et pas du passé* »³¹. Dans le contexte d'un changement de cap vers une « *politique étrangère plus entreprenante* », proclamée par le Président fédéral Gauck, le paysage médiatique allemand a été élogieux pour l'« *offensive diplomatique allemande* » réalisée à Kiev. La République Fédérale avec le ministre des Affaires étrangères Frank-Walter Steinmeier a « *occupé son rôle de leader en Europe* ». Le commentateur conservateur du Frankfurter Allgemeine Zeitung (FAZ) s'en réjouit. Sans le « *travail opiniâtre et de persuasion des ministres des Affaires étrangères de l'Allemagne, de la France et de la Pologne, l'Ukraine ... se serait "rapprochée de l'abîme de la guerre civile ouverte. Les Américains, aussi, peuvent le voir.* »³². Selon les informations de l'Office allemand des Affaires étrangères, il y avait de bons motifs stratégiques pour ce « *travail opiniâtre de persuasion* » : « *L'Ukraine possède une série d'avantages géographique : avec près de 45,6 millions d'habitants, nombre relativement important comme marché intérieur, quelques secteurs de niche hautement développés, comme l'aviation et les fusées, la proximité géographique des débouchés dans l'UE et l'Europe de l'Est, un haut degré de demande de consommation potentielle refoulée et la modernisation des investissements, de bonnes conditions naturelles pour l'agriculture ainsi qu'un relativement faible niveau des salaires en conjonction avec une main-d'œuvre hautement qualifiée* »³³. Plus carrément et clairement compréhensible, même pour les plus stupides, le portail en ligne de Tagesschau résume les intérêts allemands en un mot. L'Ukraine possède également un intérêt militaire pour la Russie et l'UE, car « *la flotte russe de la mer noire se trouve ancrée en Crimée* ». En tant que deuxième plus grand État européen de la zone (après la Russie), il est le « *grenier à blé de l'Europe* », et, en plus, une « *pièce importante pour le projet russe d'Union eurasienne* ». En liant l'Ukraine au traité de libre-échange prévu, les Européens pourraient, cependant, « *élargir leurs débouchés et assurer un accès plus facile à l'Ukraine pour les matières premières et les ressources naturelles* »³⁴. Cette situation évoque les souvenirs traditionnels et de stratégie d'expansion alle-

mande. A travers l'exemple de l'orange, qui du point de vue d'aujourd'hui est très approprié, pour l'ancien cerveau des Affaires étrangères allemandes, Paul Rohrbach (1869-1956) qui avait expliqué les objectifs de «l'Ostpolitik» visant la Russie dans les termes suivants : « *comme ce fruit constitué d'éléments individuels qui sont facilement séparables les uns des autres, l'Empire russe se compose de pièces différentes : les provinces baltes, l'Ukraine, la Pologne et ainsi de suite* ». S'il arrivait que ces pièces étaient « *détachées avec succès les uns des autres en acquérant une certaine autonomie* », il serait « *facile de préparer la fin du Grande Empire russe* »³⁵. Ainsi, aujourd'hui, cette «théorie de la décomposition» a percuté le réel. Les fractions de l'orange individuellement sont bien pourries. L'Ukraine économiquement est épuisée et en faillite. Par conséquent, la politique de l'extension à l'Est se montre très risquée car coûteuse. En outre, il reste encore à prouver que le "leader européen", l'Allemagne, a bien joué, en plaçant ce conflit sur cette nouvelle trajectoire.

La lutte pour l'Eurasie – Le Grand Jeu s'enflamme.

L'apparition des différentes «forces d'autodéfense» et les formations cosaques mises en avant par Moscou en Crimée est plus ou moins originale, mais n'étaient guère nécessaires dans les régions du Sud-Est de l'Ukraine. Les événements de Kiev ont amené à ébullition les tensions et les aspirations séparatistes. Avec un mélange diffus de propagande consistant à une phraséologie "anti-fasciste", la nostalgie soviétique et le nationalisme grand-russe, Moscou tente de rendre cet état d'esprit encore plus chaud, et de le pousser à l'offensive. La Crimée a une valeur particulièrement forte en tant que symbole nationaliste. En outre, elle est d'un grand intérêt stratégique. La perte de la Crimée et de Sébastopol, comme point d'appui de la flotte, serait décisive et limiterait la marge de manœuvre de la Russie dans la Méditerranée et la région du Caucase. Même en 2008, pendant la guerre en Géorgie, la Crimée a été l'objet de conflits vigoureux lorsque le président ukrainien, alors pro-occidental, Viktor Iouchtchenko avait menacé de ne pas renouveler le traité régissant le stationnement de la flotte russe de la mer Noire. Toutefois, il s'agit de bien plus que de la Crimée. La crise actuelle n'est pas moins que l'aboutissement d'une longue série de conflits inter-impérialistes.

« Nous sommes conscients que l'adhésion de l'Allemagne unie à l'OTAN a compliqué la question. Pour nous, cependant, une chose est sûre : l'OTAN ne sera pas étendu de lui-même vers l'Est. [...] pour le reste, en ce qui concerne la non-extension de l'OTAN, c'est plus général. »

Genscher, le ministre allemand des Affaires étrangères avait donné ces assurances à Sheverdnadze, le négociateur soviétique de l'époque, en marge de la conférence du Traité «Deux plus Quatre». Il a été enregistré le 10 février 1990 et a longtemps été tenu secret³⁶. En fait, c'est le contraire qui s'est produit. L'OTAN a été systématiquement étendu vers l'Est. En 1999, la Pologne, la République tchèque et la Hongrie adhèrent à l'OTAN. Cinq ans plus tard, les républiques baltes de Lituanie, de Lettonie et d'Estonie ont suivi, ainsi que la Bulgarie, la Slovaquie et la Slovaquie. En 2009, l'Albanie et la Croatie ont rejoint la ligue militaire occidentale. Les plans pour un parapluie américain antimissile en Europe, les guerres en Irak, le conflit en Syrie et le spectacle multicolore comme «la révolution des roses» en Géorgie en 2003, «la révolution orange» en Ukraine en 2004 et

"la révolution des tulipes" au Kirghizistan en 2005 sont des causes supplémentaires de conflit. La Russie a réagi à cet encerclement avec le projet d'"Union eurasiennne". Sur le même modèle que l'UE, le Kremlin avait prévu de construire un bloc économique commun qui comprendrait la Biélorussie, l'Arménie, le Kazakhstan, le Tadjikistan, le Kirghizistan et l'Ukraine. L'ancien ministre des Affaires étrangères des États-Unis, Hillary Clinton a décrit ce projet, non sans raison, comme la «recréation de l'Union soviétique». Avec la création de l'«Union eurasiennne», une nouvelle vigueur politique de sécurité et militaire dominée par la Russie devait émerger entre la Chine et le "monde occidental". Notamment en raison du contrôle géostratégique des matières premières importantes et des routes de l'énergie, un puissant contrepoids aux États-Unis et à l'UE s'est développé. Déjà, au cours de la guerre en Tchétchénie, Moscou a prouvé sa détermination à défendre ses frontières extérieures de toutes ses forces dans la région du Caucase d'une grande importance stratégique. Après la guerre en Géorgie en 2008 les ambitions occidentales ont reçu une rebuffade claire tandis que des points de victoire importants ont été remportés contre les États-Unis dans le bras de fer diplomatique en Syrie. Cependant, avec la question ukrainienne, qui joue un rôle clé dans les plans d'avenir d'"Union eurasiennne", nous en sommes aux choses sérieuses. Selon Zbigniew Brzezinski, l'éminence grise de la géopolitique des États-Unis, dans son livre *Le grand échiquier : la suprématie américaine et ses impératifs géostratégiques* - sans l'Ukraine la Russie n'est plus une puissance eurasiatique. Selon lui, son existence en tant qu'État indépendant contribue à la transformation de la Russie. L'Ukraine est considérée comme le pivot géopolitique ; explicitement, dans la situation actuelle, le succès résolu de l'Occident est nécessaire. Afin de se préparer à tous les cas, l'OTAN devrait mettre en œuvre ses plans d'urgence et le stationnement de plus de troupes en Europe centrale³⁷. « *Si l'UE est sérieuse dans la volonté de jouer un rôle dans le monde, il faut commencer ici* », selon Brzezinski, à nouveau³⁸. L'objectif stratégique de cette politique peut se résumer en une formule simple : qui gouverne l'Eurasie, dirige le monde. Pour cette raison, l'influence de la Russie doit être repoussée et, à la fin, brisée. La Russie, logiquement, ne restera pas et ne laissera pas cela se produire. La perte de l'Ukraine serait un énorme revers pour ses propres ambitions de grande puissance. Moscou va donc utiliser tous les moyens politiques de puissance pour empêcher l'intégration totale de l'Ukraine dans l'Ouest et dans l'OTAN, et / ou de séparer d'autres régions de l'Ukraine du Sud et de l'Est aux côtés de Crimée.

Franchement bons amis : la dynamique géopolitique de la crise

Car en considérant l'attitude dure de la Russie, des divergences se font jour entre l'UE et les États-Unis. Alors que les États-Unis et les pays de l'Est européens de l'OTAN : la Pologne, la Lituanie, l'Estonie et la Lettonie insistent sur des mesures plus sévères contre la Russie, le gouvernement allemand est sur une ligne plus modérée. C'est parce que - mais pas seulement parce que - . . . des efforts de l'Allemagne sont faits pour garder et utiliser une "marge de manœuvre diplomatique". L'Allemagne obtient 40 % de son gaz naturel et 35 % de son pétrole de la Russie, le volume des investissements des entreprises allemandes en Russie s'élève à 22 milliards de \$. Il y a donc un risque dans ce

match. Le calcul de la concrétisation de ventes de l'Ukraine à l'Ouest s'est rapidement avéré être une croyance erronée et fatale.

Dans le même temps, on doit admettre que, à la lumière des faits qui ont été créés à Kiev, on ne peut pas laver la peau de l'ours russe avant le l'avoir tué. « *L'étape trois était toujours dans mon esprit. Aujourd'hui c'est plus ferme* », a déclaré la chancelière Angela Merkel après le sommet extraordinaire de l'UE du 6 mars qui a décidé, pour la première fois depuis la fin de la guerre froide, d'un plan de sanctions contre Moscou en plusieurs étapes³⁹. Alors que les États-Unis peuvent rester indifférents aux préoccupations économiques et politiques de l'UE et de l'Allemagne en particulier. Ils ne sont pas particulièrement en affaire avec la Russie que ce soit avec la politique énergétique ou économique. Or, après leurs déboires dans le conflit syrien et des problèmes avec l'affaire de la NSA, les États-Unis voient maintenant la chance de regagner un peu le terrain perdu. L'ambiguïté et les constellations fragiles des intérêts des États de l'Ouest rendent la situation que plus dangereuse. Le fait que la Chine ait récemment intensifié son budget militaire de façon gigantesque à 95,9 milliards €, témoigne du caractère explosif de la dynamique de la crise géopolitique actuelle⁽⁴⁰⁾. Jusqu'à présent, la Chine s'est exprimée en des termes assez sobres et retenus. A long terme, cependant, la liaison de l'Ukraine à l'Ouest affectera également d'importantes questions économiques et les intérêts stratégiques de Pékin. La Chine a investi des milliards dans des projets en Ukraine et, dans le cadre de "l'Organisation de coopération de Shanghai", elle est la poursuite d'une politique de coopération économique et militaire étroite avec la Russie afin de repousser l'influence des États-Unis en Asie centrale. Par conséquent, il est ne faut pas présumer du fait que Pékin va occuper une position de neutralité dans en cas de l'aggravation du conflit.

Il n'y a jamais un « bon côté » dans la guerre impérialiste.

La présente querelle sur les « sanctions », « solutions diplomatiques » et « réactions militaires » conduit à un jeu dangereux. Un jeu qui se joue pour des enjeux élevés et avec des alliances changeantes. Un jeu où tout le monde est le prochain à en pâtir. Les slogans " intégrité territoriale ", " autodétermination nationale " et " souveraineté de l'État " ne représentent (comme toujours) que l'accompagnement musical et idéologique pour le match. Le rythme est assuré par la crise qui, en dépit de toutes les déclarations officielles, est de plus en plus et a maintenant apporté la lutte de nos dirigeants sur des zones de pouvoir et d'influence à une tête. Le désordre actuel n'est donc pas simplement la conséquence du travail de quelques États ou de politiciens égarés, mais « *Elle est le produit de l'évolution mondiale du capitalisme à un moment donné de sa maturation. C'est un phénomène international par nature, un tout inséparable qu'on ne peut comprendre que dans ses rapports réciproques et auquel aucun État ne saurait se soustraire.* » (Rosa Luxemburg). Par conséquent, il serait fatal de penser qu'un « bon côté » peut être choisi ou que nous pouvons espérer un « moindre mal ». Si le feriez - être " gauches " choisir son camp dans le jeu du pouvoir ukrainien poker, et opter selon goût pour « les processus de la démocratie par le bas » sur Maidan, ou le « droit à l'autodétermination nationale » ou le soi-disant « anti-fascisme » poussé par la politique de Poutine, ils montrent seulement une fois qu'ils font partie du

problème. Ce genre de " positionnement tactique " est étroitement lié avec les prétextes de nos gouvernants et contribue à la cimentation idéologique de la situation actuelle. La défense de la « Nation » et de la « Patrie » toujours est partout le moyen de la défense du capitalisme, système social qui entraîne l'humanité toujours plus loin dans le chaos, la guerre et la barbarie. Il n'y a aucun nationalisme qui, de toute façon, soit « progressiste » ou « sain ». Le nationalisme peut prendre les formes les plus variées, mais il mène toujours et partout à l'identification de ses propres exploités. La seule façon de sortir de ce dilemme consiste à se libérer de « *la tutelle de la bourgeoisie, exprimé par l'influence de l'idéologie nationaliste* » (Rosa Luxemburg), ne se souciant guère de la nation et l'emplacement, et en prenant la lutte pour ses propres intérêts. Les grèves et les mouvements sociaux qui s'échappent de l'État et du contrôle des syndicats, ont toujours été le seul travail réaliste pour la paix. Cela exige un cadre politique organisé, la construction d'une organisation communiste internationale et internationaliste qui soit en mesure de faire la lumière selon un point de vue au-delà de la spirale mortelle du capitalisme de crise et de guerre. Ce ne sera pas facile. Cependant, face aux pouvoirs destructeurs déchaînés du capitalisme, il n'y a pas d'autre alternative. « *Cette folie cessera le jour où les ouvriers (d'Allemagne et de France, d'Angleterre et de Russie) se réveilleront enfin de leur ivresse et se tendront une main fraternelle couvrant à la fois le chœur bestial des fauteurs de guerre impérialistes et le rauque hurlement des hyènes capitalistes, en poussant le vieux et puissant cri de guerre des travailleurs : Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !* » ce que Rosa Luxemburg a écrit il y a près de 100 ans (dans *La crise de la social-démocratie*) au milieu de la tourmente de la guerre impérialiste mondiale. Des mots qui, surtout aujourd'hui, sont toujours appropriés.

JW - février 2014

²² Voir : <http://www.state.gov/p/eur/rls/rm/2013/dec/218804.htm>

²³ <http://www.n-tv.de/wirtschaft/Kiew-ruft-die-Oligarchen-article12398316.html>

²⁴ <http://www.timesofisrael.com/jewish-agency-to-send-emergency-aid-to-ukraine-jews/>

²⁵ <http://www.jewishpress.com/news/breaking-news/ukrainian-jews-urged-to-leave-kiev/2014/02/23/>

²⁶ <http://www.wsws.org/en/articles/2014/03/06/pers-m06.html>

²⁷ de la TV russe, station Rossiya 1: https://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=ZyNxNffaCs8

Voir : http://www.worldjewishcongress.org/en/news/13869/wjc_urges_ukrainian_orthodox_church_leader_to_act_against_glorification_of_nazi_soldiers

²⁸ Interview de Focus, 21 décembre 2013

²⁹ <http://dip21.bundestag.de/dip21/btd/17/146/1714603.pdf>

³⁰ Elmar Brok peut regarder sa rapide montée. En 2007, on l'a appelé : " Pipe-smoker of the Year ". L' Euro-politicien s'est déjà impliqué en Ukraine depuis longtemps. Il est intervenu pour la libération de Timochenko. Son attachement à la démocratie et aux droits de l'homme de Kiev se combine avec des visites de maisons closes, et des commentaires désobligeants sur les femmes ukrainiennes. Le groupe des FEMEN critique son comportement: <http://femen.org/news/id/300#post-contenu>. Selon Brok, les FEMEN viennent d'être dupées par une campagne de désinformation du gouvernement ukrainien. En tout cas, Brok est un expert en campagnes de désinformation. Il a utilisé ses bons contacts avec l'éditeur de FAZ, Günther Nonnenmacher, pour faire taire un journaliste qui a déposé des rapports critiques à son sujet. " Le journal de l'Allemagne ", bien sûr, l'a promptement nié.

³¹ <http://daserste.ndr.de/panorama/archiv/2014/ukraine357.html>

³² <http://www.faz.net/aktuell/politik/ausland/staatskrise-in-der-ukraine-deutschland-hat-verantwortung-uebernommen-12815246.html>

³³ <http://www.auswaertigesamt.de/DE/Aussenpolitik/Laender/Laenderinfos/Ukraine/Wirtschaft.html>

³⁴ <http://www.tagesschau.de/ausland/ukraine1116.html>

³⁵ Walter Mogk: Paul Rohrbach und das "Größere Deutschland". Ethischer Imperialismus im Wilhelminischen Zeitalter (Paul Rohrbach and "Greater Germany": Ethnic Imperialism in the Age of Wilhelm), München 1972

³⁶ <http://www.spiegel.de/spiegel/print/d-67871653.html>

³⁷ http://www.washingtonpost.com/opinions/zbigniew-brzezinski-after-putins-aggression-in-ukraine-the-west-must-be-ready-to-respond/2014/03/03/25b3f928-a2f5-11e3-84d4-e59b1709222c_story.html

³⁸ http://www.huffingtonpost.com/2014/03/03/brzezinski-ukraine_n_4890076.html

³⁹ Berliner Zeitung, N° 7

⁴⁰ www.eurasischesmagazin.de

Le Site Internet de la TCI :
www.leftcom.org

Revue périodique publiée par l'association "loi 1901" B&P

Commémorations de la Première guerre mondiale - 1914/2014

Un siècle après les massacres de la Première Guerre mondiale impérialiste, la guerre impérialiste dégoûline du sang des exploités

La guerre mondiale de 1914-1918 qui devait être « *la der des ders* », a été un massacre colossal, une boucherie effroyable de chair humaine: plus de 26 millions de morts (la moitié en tant que civils) et 20 millions de mutilés, handicapés et traumatisés de façon irréversible.

Ensuite, la Seconde Guerre mondiale fera un nombre de victimes de 22,5 millions parmi les militaires mais 48,525 millions de morts parmi la population civile. Au total, les victimes de la Seconde Guerre mondiale ont atteint le chiffre effrayant de 71,1 millions. Ce sont les gloires de la "civilisation bourgeoise", un chapitre du Livre noir monstrueux du capitalisme!

La bourgeoisie a bien raison de célébrer ses noces barbares, les socialistes français en tête.

Le Président socialiste Hollande dans son discours du 7 novembre 2013 ne dit pas autre chose

« Commémorer, c'est renouveler le patriotisme, celui qui unit, celui qui rassemble, qui n'écarte personne au-delà des parcours, des croyances, des origines, et des couleurs de peau.

Commémorer, ce n'est pas seulement invoquer le passé ou le convoquer, c'est porter un message de confiance dans notre pays.

Commémorer, (...) C'est parler du courage du Poilu qui rencontre l'effroi au fond de la tranchée, c'est vanter l'audace du Français libre qui rejoint de Gaulle en juin 1940. »⁴¹

Les prolétaires n'ont pas de patrie contrairement à ce qu'en dit Monsieur Hollande et n'ont rien à célébrer de ces massacres impérialistes et nationalistes.

Décidément nous ne sommes pas du même monde ! Les socialistes après leur trahison en votant les crédits de guerre en juillet 1914 puis en laissant assassiner Jaurès en 1914 et

enfin les staliniens pour Trotski en août 1940 – mêmes assassinats avant les deux guerres mondiales -, agissent de concert avec l'ensemble de la bourgeoisie. Ils savaient bien ce qu'ils faisaient en faisant taire de grandes figures et avoir les mains libres pour accomplir leur sinistre besogne macabre.

Décidément nous n'avons rien à voir avec les socialistes et le Président Hollande. Nous ne sommes pas du même bord, nous ne nous reconnaissons pas dans l'unité nationale. Notre camp est celui des fusillés et de ceux qui se reconnaissent dans *La chanson de Craonne* de 1917, chanson anonyme écrite sur la musique de "*Bonsoir m'amour*" que nous reproduisons en entier.

Et qu'on ne nous dise pas que l'on ne savait pas ce qui allait arriver !

Les internationalistes se sont battus pour éviter le carnage annoncé car ils savaient qu'avec les engins de destruction modernes et après les Guerres balkaniques se seraient des millions de morts qui resteraient sur les champs de bataille⁴². C'est d'ailleurs la raison pour laquelle les États-majors conscients du problème⁴³ pensaient que la guerre ne pouvait qu'être courte et, pour faire la guerre, qu'il fallait terroriser les appelés avant les premiers affrontements. Ainsi, l'État major a organisé les premiers pelotons d'exécution préventivement et pour l'exemple avant les premiers combats pour faire régner « l'ordre moral » dans les rangs. Les médias parlent beaucoup des mutins de 1917 mais pas des fusillés pour l'exemple dès 1914. Nous n'avons aucune solidarité avec ces assassins !

Jean Jaurès dans son dernier discours, le discours de Vaise du 25 juillet 1914 après l'assassinat de l'Archiduc

<p>1er couplet : Quand au bout d'huit jours le r'pos terminé On va reprendre les tranchées, Notre place est si utile Que sans nous on prend la pile Mais c'est bien fini, on en a assez Personne ne veut plus marcher Et le cœur bien gros, comm' dans un sanglot On dit adieu aux civ'lots Même sans tambours, même sans trompettes On s'en va là-haut en baissant la tête</p> <p>Refrain : <i>Adieu la vie, adieu l'amour, Adieu toutes les femmes C'est bien fini, c'est pour toujours De cette guerre infâme C'est à Craonne sur le plateau Qu'on doit laisser sa peau Car nous sommes tous condamnés Nous sommes les sacrifiés</i></p> <p>2eme couplet : Huit jours de tranchée, huit jours de souffrance Pourtant on a l'espérance Que ce soir viendra la r'lève Que nous attendons sans trêve Soudain dans la nuit et dans le silence On voit quelqu'un qui s'avance C'est un officier de chasseurs à pied Qui vient pour nous remplacer Doucement dans l'ombre sous la pluie qui tombe Les petits chasseurs vont chercher leurs tombes</p>	<p>Refrain : <i>Adieu la vie, adieu l'amour, Adieu toutes les femmes C'est bien fini, c'est pour toujours De cette guerre infâme C'est à Craonne sur le plateau Qu'on doit laisser sa peau Car nous sommes tous condamnés Nous sommes les sacrifiés</i></p> <p>3eme couplet : C'est malheureux d'voir sur les grands boulevards Tous ces gros qui font la foire Si pour eux la vie est rose Pour nous c'est pas la même chose Au lieu d'se cacher tous ces embusqués Feraient mieux d'monter aux tranchées Pour défendre leur bien, car nous n'avons rien Nous autres les pau' purotins Tous les camarades sont enterrés là Pour défendre les biens de ces messieurs là</p> <p>Refrain : <i>Ceux qu'ont l'pognon, ceux-là r'viendront Car c'est pour eux qu'on crève Mais c'est fini, car les trouffions Vont tous se mettre en grève Ce s'ra votre tour messieurs les gros De monter sur l'plateau Car si vous voulez faire la guerre Payez-la de votre peau</i></p>
---	--

d'Autriche à Sarajevo décrivait le massacre programmé et cherchait à tout faire pour l'éviter:

« Vous avez vu la guerre des Balkans, une armée presque entière a succombé...une armée est partie à un chiffre de trois cent mille hommes, elle laisse dans la terre des champs de bataille, dans les fossés des chemins ou dans les lits d'hôpitaux infectés par le typhus cent mille hommes sur trois cent mille. Songez à ce que serait le désastre pour l'Europe: ce ne serait plus comme dans les Balkans, une armée de 300000 hommes, mais quatre, mais cinq et six armées de 2.000.000 d'hommes. Quel désastre, quel massacre, quelles ruines, quelle barbarie! Et voilà pourquoi, quand la nuée de l'orage est déjà sur nous, je veux espérer encore que le crime ne sera pas consommé. Citoyens, si la tempête éclatait, tous, nous socialistes, nous aurons le souci de nous sauver le plus tôt possible du crime que les dirigeants auront commis... Quoiqu'il en soit, citoyens, et je dis ces choses avec une sorte de désespoir, il n'y a plus au moment où nous sommes menacés de meurtre et de sauvagerie, qu'une chance pour le maintien de la paix et de la civilisation, c'est que le prolétariat rassemble toutes ses forces qui comptent un grand nombre de frères et que tous les prolétaires, Français, Anglais, Allemands, Italiens, Russes, et nous, demandions à ces milliers d'hommes de s'unir pour que le battement unanime de leurs cœurs écarte l'horrible cauchemar... ».

De même, Anton Pannekoek dans *Neue Zeit, Action de masse et révolution*, (30ème année, 2ème volume) écrivait déjà en 1912.

« ...Pour la classe ouvrière, une guerre représente le pire des maux. Dans le monde capitaliste moderne, une guerre

est une terrible catastrophe qui, bien plus que toutes les guerres du passé, anéantit le bien-être et la vie d'innombrables êtres humains. C'est la classe ouvrière qui supporte toutes les souffrances engendrées par cette catastrophe et c'est la raison pour laquelle elle devra tout entreprendre afin de l'empêcher. Elle ne doit pas s'orienter selon la question : que se passera-t-il après la guerre ? Mais selon celle-ci : comment empêcher que n'éclate une guerre ? C'est là une des plus importantes questions tactiques qui se posent à la social-démocratie internationale, qui a été à l'ordre du jour de nombreux congrès où les opinions les plus diverses se sont exprimées à ce propos. »

Les révolutionnaires internationalistes cherchent à empêcher le massacre, les capitalistes font preuve d'un cynisme incroyable....

En mars 1917, Camille Ferry-Pisani interviewe un banquier américain influent qui a désiré garder l'anonymat. Il lui dit pour la revue *Les Annales* (n°1761 – du 25 mars) :

« Je pourrai vous confier que lorsque un peuple est sur le point de se sentir trop riche, une guerre est nécessaire pour l'arracher à la tentation du bonheur. Mais les idées abstraites ne sont pas mon fort. Je ne connais que les chiffres. J'ignore La Fayette. J'ignore si l'Allemagne a attaqué la première. De l'histoire je ne retiens que la statistique. Je sais une chose, c'est que la Grande guerre a quintuplé le chiffre de nos affaires et décuplé nos bénéfices et tout ce trafic magnifique nous l'avons opéré avec les Alliés ».

Et plus loin, il explique pourquoi son pays va entrer en guerre.

« Vous nous avez payé partie en or, mais vous nous avez payé aussi avec du papier. Or vos traites vaudront que ce que vaudra votre victoire. Il faut que vous soyez victorieux à tout prix pour faire face à vos engagements. Je vois plus loin encore. Il vous faudra reconstruire tout ce qui a été détruit.

Cet argent que nous avons gagné sur vous, nous vous le prêterons pour relever vos villes, pour rebâtir vos fabriques, pour créer à nouveau votre existence économique.

Un beau champ s'offre là pour nos placements futurs mais ce champ ne sera profitable que si vous triomphez avant l'épuisement complet. Voilà pourquoi nous voulons votre victoire rapide. L'union vous aidera. Nous vous aiderons plus encore que vous ne le pensez. Nous enverrons des volontaires, nous voterons le service militaire obligatoire et nous augmenterons encore notre production en obus, en canons. »

A partir de juin 1917, 2 millions de soldats américains débarqueront (110000 ne reviendront pas chez eux).

Décidément nous n'avons pas d'unité nationale à faire avec nos massacreurs ! La social démocratie nous a trahi en 1914 en votant les crédits de guerre et encore en 1940 avec l'aide des staliniens. Seule la révolution a pu arrêter la guerre en 1917 en Russie et puis en Allemagne en 1919.

En finir avec le capitalisme qui sème encore la mort à travers tous les continents


Comme Rosa Luxembourg nous dénonçons le capitalisme.
« Souillée, déshonorée, pataugeant dans le sang, dégoulinant de boue – voilà comment se présente la société bourgeoise, voilà ce qu'elle est. Ce n'est pas quand, vertueuse et tirée à quatre épingles, elle prend le masque de la civilisation, de la philosophie et de l'éthique, de l'ordre, de la paix et de l'État de droit, c'est quand elle

apparaît telle une bête féroce, un sabbat de l'anarchie, un souffle pestilentiel répandu sur la civilisation et l'humanité, qu'elle se montre nue, sous son vrai jour. » (Brochure de Junius).

Aurélien

- ⁴¹ <http://www.elysee.fr/declarations/article/allocution-pour-le-lancement-des-commemorations-du-centenaire-de-la-premiere-guerre-mondiale-4/>
⁴² En 12 ans de guerre napoléoniennes il y eut 900000 morts militaires.
⁴³ Le Monde, le journal du centenaire, supplément n°3 mardi 15 avril 2014.

Nous recommandons la publication du IV^o tome des Œuvres complètes de Rosa Luxembourg chez Smolny et Agone autour de la guerre et l'Internationale qui parvient à point nommé, au moment où la classe dirigeante commémore ses saturnales sanglantes.

 <p style="text-align: center;">18 euros</p> <p style="text-align: center;">http://www.collectif-smolny.org/ et http://agone.org/</p>	<h3 style="text-align: center;">TABLE DES MATIÈRES</h3> <p>Introduction</p> <p>Préfaces d'éditions antérieures</p> <ul style="list-style-type: none"> • Préface de 1919 à la « Brochure de Junius » par Clara Zetkin (1919) <p>I. La IIe Internationale face à la guerre</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Le congrès socialiste international de Stuttgart [p. 4] 18-24 août 1907 <ul style="list-style-type: none"> – Discours à la commission « Militarisme et conflits internationaux » – Résolution initiale d'August Bebel – Propositions d'amendements au projet de résolution d'August Bebel sur la politique impérialiste – Résolution finale sur le militarisme et les conflits internationaux – 2. Le BSI et la guerre des Balkans [p. 12] 28-30 octobre 1912 <ul style="list-style-type: none"> • Discours au Bureau socialiste international (28 octobre 1912) • Manifeste du BSI contre la guerre (30 octobre 1912) • 3. Impérialisme [p. 15] Berlin, 19 mai 1914 • 4. Dernière réunion du BSI avant la guerre [p. 18] Bruxelles — 29 et 30 juillet 1914 <ul style="list-style-type: none"> • Séance du mercredi matin, 29 juillet • Séance mercredi après-midi, 29 juillet • Séance du jeudi matin, 30 juillet • Annexes <ul style="list-style-type: none"> • Manifest des Internationalen Sozialistenkongresses zu Basel (1912) <p>II. Le groupe « Internationale »</p> <ul style="list-style-type: none"> • An die Redaktionen schwedischer, italienischer und schweizerischer Parteizeitungen gerichtete Erklärung Karl Liebknechts, Franz Mehrings, Rosa Luxemburgs und Clara Zetkins vom 10. September 1914 gegen die Haltung Südekums und Fischers • 5. Pour la solidarité internationale [p. 24] 31 décembre 1914 • 6. La reconstruction de l'Internationale [p. 26] Rédigé en février 1915, publié le 15 avril 1915 • 7. Perspectives et projets [p. 42] Publié le 15 avril 1915 • 8. La sauce Parvus [p. 54] Novembre 1915 • 9. Conférence nationale du groupe « Internationale » [p. 60] Berlin — 19 mars 1916 <ul style="list-style-type: none"> • Position par rapport à l'Internationale et la deuxième conférence de Zimmerwald • Résolution sur le caractère d'une nouvelle Internationale • Résolution sur les tâches incombant aux députés sociaux-démocrates pour mettre fin au conflit • Annexes <ul style="list-style-type: none"> • Bericht Karl Liebknechts über die Sitzung der sozialdemokratischen Reichstagsfraktion vom 3. August 1914 • Erklärung Haases im Namen der SPD-Fraktion zur Bewilligung der Kriegskredite in der Reichstagsitzung vom 4. August 1914 • Erklärung des Vorstandes der SPD und der Generalkommission der Gewerkschaften Deutschlands vom 6. August 1914 über die Aufgaben der Partei- und der Gewerkschaftsmitglieder während des Krieges <p>III. La crise de la social-démocratie</p> <ul style="list-style-type: none"> • 10. Brochure de Junius [p. 73] rédigée en mars-avril 1915, publiée en avril 1916 <ul style="list-style-type: none"> • Sections I à VIII • Notes additionnelles de Rosa Luxemburg • 11. Principes directeurs pour les tâches de la social-démocratie internationale [p. 205] • Annexes <ul style="list-style-type: none"> • Artikel des „Hamburger Echos“ vom 4. August 1914 zur Rechtfertigung der Kriegspolitik der Sozialdemokratie
---	--

Lutte de classe

Les intérêts prolétariens et bourgeois sont irréductiblement opposés !

Malgré toutes les catastrophes (économiques, sociales et guerrières) qui frappent les travailleurs, ils sont contraints à lutter et à s'opposer en permanence aux intérêts de la bourgeoisie.

Le faible niveau de lutte de classe aujourd'hui, à part de fortes explosions ou manifestations spontanées, caractérise la situation sociale un peu partout dans le monde : en Chine, au Brésil, en Afrique du sud, en Inde. De même, sous le couvercle étouffant du nationalisme perce la lutte comme celle des mineurs du Donbass en mai et juin dernier et encore en septembre de cette année contre la guerre et pour des augmentations de salaires à Donetsk, Krivoy Rog ou dans d'autres mines⁴⁴. Malgré les efforts des nationalistes de tout poils et les gangs militaires pro-russes, les mineurs ont développé leur propre mouvement.

Par ailleurs, malgré les informations triées ou tronquées diffusées par les médias, l'on apprend que le gouvernement ukrainien doit faire face à des mutineries⁴⁵. Le 3ème bataillon de la 51ème brigade d'infanterie mécanisée basé à Volhynia avec un millier de soldats refusent de descendre des camions en arrivant à Mykolayiv. Le 2ème bataillon basé à Rivne connaît les mêmes refus des ordres, suivi par une nouvelle révolte du même genre d'un autre bataillon à Poltava.

En Russie, des mères de soldats s'opposent à la guerre⁴⁶. Le 8 décembre une manifestation des mères de soldats russes a

eu lieu à Rostov⁴⁷, venant de toute la Russie, elles sont à la recherche de leurs fils envoyés se battre en Ukraine. Tout cela est encore faible mais exprime une rupture par rapport à « l'unité nationale » ou l'interclassisme. En Ukraine également les parents de soldats ont bloqué des routes dans la région de Lvov.

En Bosnie, les brigands locaux aux ordres des puissances impérialistes s'étaient partagés les prébendes, en faisant battre les « nationalités » les unes contre les autres. Les prolétaires, suite aux dernières luttes, se sont révoltés et s'organisent au-delà des nationalités serbes, croates ou « musulmanes ». Un graffiti est apparu dans Tuzla : **"Mort à tous les nationalistes"** ! Les prolétaires et la population s'organisent dans des assemblées populaires appelées Plénium en dehors des organes de l'État.

Aurélien

⁴⁴ <http://www.marxist.com/donetsk-miners-strike.htm>

⁴⁵ <http://ukraineantifascistsolidarity.wordpress.com/2014/05/30/beginning-of-rebellion-in-the-ukrainian-army/>

⁴⁶ <http://ukraineantifascistsolidarity.wordpress.com/2014/06/02/soldiers-relatives-protests-spreading-in-ukraine/>

⁴⁷ <http://ukraine2014.canalblog.com/archives/2014/12/08/31103055.html>

Bosnie. Nation ou classe ?

Cela ne pourra durer bien longtemps, mais il y a quelque chose de positif dans les luttes qui ont commencé en Bosnie début février 2014.

La question initiale portait sur la privatisation de cinq usines dans le canton de Tuzla : à Dita , Polihem , Poliolhem , Gumara et à Konjuh. Les privatisations dans le passé ont été suivies de fermetures. Ce n'est pas rare qu'en ex-Yougoslavie le facteur qui déclenche les manifestations soit la réponse excessive de la police.

« La répression policière en général a été vraiment sévère et a été l'élément déclencheur des émeutes. Il existe de nombreuses vidéos montrant la police battant des personnes, leur jetant des pierres ou les précipitant dans la rivière ».⁴⁸

Ce fut la goutte d'eau.

*« Le 7 février, la Bosnie était prête à se mobiliser contre le gouvernement corrompu, le chômage et la situation sociale en général. La situation a éclaté puis les masses sont sorties dans la rue. A Tuzla, la police s'est rendue aux manifestants, déposa ses boucliers, ses casques et ses matraques ; les masses prirent d'assaut les bâtiments. Les manifestants ont brûlé le siège de l'Assemblée de la ville de Tuzla et la cité administrative. »*⁴⁹

A la suite de ces manifestations, le Premier ministre local a offert sa démission tandis qu'un ensemble de demandes ont été incorporées dans une « proclamation » du « plénium » des « travailleurs et des citoyens du Canton de Tuzla ». Cette proclamation a annulé les privatisations puis les usines ont redémarré. Cette dernière prévoit ensuite l'égalité de salaire

des fonctionnaires avec celui des travailleurs, un nouveau gouvernement de technocrates dont le travail serait suivi hebdomadairement par tous les « citoyens intéressés », le contrôle des services de police, et l'arrêt du paiement des salaires des ex-ministres.⁵⁰

Nous pouvons dire aujourd'hui que telle ou telle mesure de la liste n'est pas très prometteuse mais elles font beaucoup écho à celles que la Commune de Paris avait essayé de mettre en œuvre il y a 150 ans. Et nous devons rappeler aussi que ce sont les premières mesures du mouvement dans un pays qui, il n'y a pas si longtemps, a été étouffé par la guerre civile, le nettoyage ethnique et l'intervention impérialiste.⁵¹ Il n'y est fait aucune mention du nationalisme alors qu'il se développe dans la direction de l'autonomie de la classe ouvrière. Or il pourrait être aussi bien détourné par une autre fraction capitaliste qui exigerait seulement une réforme du système politique. L'histoire récente a jusqu'ici montré cette dernière éventualité mais, à un certain point, l'histoire tourne aussi, nous ne pouvons pas exclure le développement d'un mouvement indépendant de la classe ouvrière. Certaines promesses sont présentes.

« A Mostar, les manifestants ont pris d'assaut et incendié le siège du gouvernement du canton de l'Herzégovine-Neretva. Après cela, ils ont brûlé en lançant des cocktails Molotov le siège de l'administration de la ville, celui du syndicat démocratique croate et celui du parti de l'Action démocratique (SDA). La police n'est pas intervenue parce que, dans les derniers mois, le directeur de la police régionale n'a pas été désigné, c'est la seule personne qui peut activer des forces spéciales. Dans ces manifestations,

ont participé des manifestants des " deux côtés de la rivière " (c'est à dire, les Bosniaques et les Croates) ». (cf. encore, Juraj Katalenac).

Les partis dont les bureaux ont été attaqués sont connus pour leurs positions nationalistes et le fait que non seulement les Bosniaques et les Croates, mais encore les Serbes de Banja Luka se soient également impliqués, est aussi prometteur. Nous avons récemment écrit au sujet de l'impasse du nationalisme en Ukraine ! Après l'effondrement de l'appareil d'État capitaliste stalinien et les guerres qui l'ont suivi dans les Balkans au cours des années 1990, l'Europe de l'Est, dans son ensemble, est devenue presque synonyme d'un nationalisme enragé avec la caractéristique du nettoyage ethnique. Il n'y a rien de pire qu'une guerre sanglante pour renforcer les opinions nationalistes et les différences. Il n'y a rien de mieux que le nationalisme, le racisme et le chauvinisme pour effacer la solidarité élémentaire de ceux qui travaillent côte à côte et au même niveau. Les classes dirigeantes jouent partout la carte nationaliste pour détruire toutes les notions de solidarité de classe. Ainsi, les récentes émeutes en Bosnie se démarquent. Elles démontrent que toute la propagande dans le monde ne peut pas étouffer le génie de la classe dans une bouteille, une fois que la crise et ses effets se généralisent .

La crise économique en Bosnie

La Bosnie est confrontée à une énorme crise économique. Le modèle économique de la Bosnie est basé sur des entrées de capitaux, mais après que la bulle spéculative ait éclaté en 2008, ils se sont presque arrêtés. Juraj Katalenac résume la situation .

« Lorsque nous parlons de la Bosnie, les gens généralement sacralisent les problèmes liés à l'identité nationale, alors qu'ils "oublient" la question sociale. La Bosnie connaît une très grave crise économique, fortement renforcée par les mesures d'austérité et la flexibilité du marché du travail, avec les problèmes bien connus des privatisations de 1990 et un chômage incroyablement élevé (44% des travailleurs sont au chômage !). Un nombre élevé de travailleurs ne reçoivent pas de salaire. La privatisation des entreprises dans les pays ex-yougoslaves les ont généralement entraînées au bord de la faillite ; les travailleurs perdent leur emploi. Les nouveaux propriétaires ne sont pas intéressés à investir dans ces entreprises, ils souhaitent seulement " aspirer " le capital et l'excédent le plus vite possible. »

Le niveau de haine de classe contre les patrons et les politiciens qui se sont enrichis sur la misère de la classe ouvrière est énorme. Après les émeutes, la classe dirigeante n'a pas tardé à réagir.

« Ces émeutes n'ont pas seulement réveillé les travailleurs de la Bosnie, elles ont aussi réveillé la bourgeoisie. Elle y a vu un mouvement authentique contre elle, un mouvement fondé sur la question sociale et un mouvement plutôt de classe que nationaliste. Elle a dû intervenir le plus rapidement possible. »

Le Premier ministre a démissionné, puis la machine de la propagande de tous les politiciens nationalistes est entrée en plein essor, dénonçant les émeutiers et tentant d'inciter les groupes les uns contre les autres. Selon les dirigeants (croates, bosniaques ou serbes), c'était un complot, soit de l'UE ou des États-Unis, soit Bosnien voulant un État plus centralisé que la version fédérale post-Dayton. L'assaut des médias ne doit pas être sous-estimé dans la neutralisation

du mouvement et sa propagation, mais la situation économique en ex-Yougoslavie est maintenant partout urgente. La classe dirigeante aura du pain sur la planche pour maintenir son offensive nationaliste. Le graffiti apparu dans Tuzla : *"Mort à tous les nationalistes"* est un signe, mais il y en a d'autres.

« ... Tandis que le vice-président serbe a publié des appels au calme, le syndicat de la police de Belgrade a publié une déclaration montrant de la sympathie pour les manifestations sociales en Bosnie et affirmant qu'un scénario similaire est possible en Serbie, "où il y a aussi beaucoup de démunis, de chômeurs et de travailleurs ne recevant pas de salaires et la corruption à tous les niveaux ainsi que des manipulations politiques des citoyens". Il a menacé de se joindre à des manifestations si elles apparaissaient en Serbie. Cela devrait être pris très au sérieux, compte tenu des luttes des travailleurs à Kraljevo et à Vranje qui ont bloqué l'autoroute le 12 février. »⁵²

Le Mouvement des Plenums.

Pendant ce temps le mouvement se propage en Bosnie via les plenums. Il a commencé il y a 5 ans avec les étudiants croates, mais maintenant des plenums surgissent partout dans les villes de Bosnie. Que sont les plenums ? Selon un militant :

« C'est une assemblée de tous les membres d'un groupe. Il s'agit d'un espace public de débat. Il n'y a pas de dirigeants ou d'interdictions. Les décisions sont prises publiquement Un plénum n'est pas un parti politique, ou une ONG, ou une association de personnes. Un plénum est la vraie, et seule démocratie. »⁵³ Il ne fait aucun doute qu'il représente quelque chose de nouveau. Quelque chose comme la démocratie prolétarienne comme nous aimerions la voir.

« C'est un développement extraordinaire. Chaque jour, depuis le début des manifestations, des milliers de citoyens de Tuzla, de Mostar, de Sarajevo, de Travnik, de Zenica, et d'autres villes se réunissent dans des lieux publics, où ils se relaient pour s'adresser aux citoyens attentifs. A la fin de chaque réunion, une liste de demandes concrètes est rédigée et votée. Chaque personne a une voix. Il n'existe aucune raison de s'abstenir. Jusqu'à présent, les représentants du gouvernement ont démissionné dans quatre cantons alors que de nouvelles structures dirigées par des citoyens se développent à travers les plenums ».⁵⁴

Cependant, ils ne sont pas encore cohérents et consistants. Ils ont mis en avant une idée contradictoire : que les technocrates dirigent le gouvernement mais n'en soient pas tenus responsables. Cela ressemble à l'idée de " spécialistes " que les bolcheviks avaient introduite pendant la guerre civile de 1918 à 1921. Les experts sont utiles pour donner des conseils et encadrer, mais leur donner un pouvoir de décision compromet les organes de masse de la démocratie (dans ce cas : les soviets). Les assemblées doivent être à la fois souveraines et exécutives ; elles doivent déléguer des responsables et les contrôler. Il y a d'autres dangers qui menacent le "mouvement des plenums". Nous avons déjà vu que les origines du mouvement résident dans la grève de cinq usines, or dans certains cas dans les plenums les demandes de ces travailleurs pourraient être reléguées en fin d'ordre du jour ou tout à fait oubliées. L'idée que tous les plenums nettoient la «démocratie» pour les «citoyens» et ne bougent pas vers un nouveau monde social et économique comme un mouvement politique poussée par des forces puissantes. De même parmi les dangers, il y a

l'Union européenne et les médias occidentaux. *The Economist* s'est félicité de la «modération» des organisateurs des plénums (nous dirions impressionnante auto-organisation), mais a ensuite publié ce qui ressemble à un avertissement.

« ... Si les nouveaux dirigeants émergent et s'ils se concentrent sur des demandes réalistes, quelque chose peut vraiment changer ».⁵⁵

En bref, une fois qu'ils se seront prosternés devant le capitalisme international, qu'ils auront accepté une plus forte privatisation, donc des pertes d'emplois, et puis en reviendront à laisser les "leaders" gérer les affaires au nom du capital international. Il ne fait aucun doute que le mouvement des plénums a posé une question, mais c'est seulement la classe ouvrière dans le mouvement qui pourra y répondre. Les travailleurs de Bosnie ne doivent pas être pris en otage par le mensonge répété qu'une « meilleure démocratie » pourrait améliorer leur sort. Il n'y a pas de « meilleure démocratie » sans abolition de la société de classe et l'établissement d'une société fondée sur les besoins réels. Il n'y a pas d'émancipation pour nous sous le capitalisme. Les travailleurs de Bosnie possèdent leur propre programme politique pour l'autonomie de classe. A long terme, la classe ouvrière de Bosnie peut poser les choses -

le reste de la classe ouvrière du monde entier doit partout relever la bannière de la guerre de classe.

Le 21 février 2014 - Jock

⁴⁸ cf. Juraj Katalenac sur <http://libcom.org/library/what%E2%80%99s-bosnia-juraj-katalenac>. Beaucoup d'informations factuelles proviennent de ce document.

⁴⁹ Juraj Katalenac op cit.

⁵⁰ La proclamation : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article31031>

⁵¹ <http://www.leftcom.org/en/articles/1996-12-01/bosnia-the-imperialist-peace-sows-the-seeds-of-future-wars>
<http://www.leftcom.org/en/articles/1996-01-01/about-the-bosnia-s-wars-and-peace>
<http://www.leftcom.org/en/articles/1999-03-01/nato-bombings-of-yugoslavia-war-against-the-working-class>

⁵² op. cit. Pour plus d'informations voir <http://bhprotestfiles.wordpress.com/2014/02/13/02/workers-protests-in-kraljevo-serbia-spread-blockades-all-around/>

⁵³ Damir Arsenijević, "What is plenum?".

⁵⁴ Edin Hajdarasic
<http://www.aljazeera.com/indepth/opinion/2014/02/bosnia-conditional-democracy-201421962648725798.html>

⁵⁵ <http://www.economist.com/news/europe/21596572-latest-troubles-bosnia-may-wake-up-countrys-inept-leaders-fire>

France,

Grèves et situation politique en juin 2014



La France a connu une période de lutte de classe en juin 2014. Pas moins de six mouvements sociaux étaient en cours à la fin du printemps dont la grève des cheminots a duré plus de 10 jours, celle des intermittents du spectacle, des aiguilleurs du ciel, des postiers et des ambulanciers...

A la SNCF

Le mouvement a duré quinze jours, mouvement de grève le plus long depuis 2010. La CGT ⁽⁵⁶⁾ et Sud-Rail ⁽⁵⁷⁾ ne refusent même pas le projet de réforme ferroviaire censé réunifier RFF et la SNCF. Par contre, les grévistes s'inquiètent, à juste titre, pour leur statut et leurs conditions de travail. Le 20, le mouvement semblait s'essouffler, Mais la grève est reconduite dans d'autres villes comme à Paris, Marseille, Lyon ou Grenoble.

Les intermittents du spectacle, depuis plusieurs semaines, protestent contre les nouvelles règles qui durcissent leur régime d'assurance chômage. La nouvelle convention doit entrer en vigueur le 1er juillet.

Le gouvernement a suspendu le 19 juin la mesure la plus critiquée. Mais la CGT-spectacles a reconduit le 20 le préavis de grève pour le mois de juillet.

Les contrôleurs aériens: du 24 au 29 juin

Le 17 juin deux syndicats d'aiguilleurs du ciel ont appelé à la grève du 24 au 29 juin. Ils souhaitent protester contre le projet européen qui cherche à diminuer les redevances de contrôle dans le trafic aérien, ce qui fait redouter, à terme, une privatisation de certains services. Et au dernier

moment, le syndicat des contrôleurs aériens (SNCTA) a levé son préavis de grève. Comme à leur habitude les manœuvres syndicales sont là pour diviser les travailleurs et leur donner toujours des coups de poignards dans le dos. Cette trahison a cassé la grève.

Les marins de la SNCM à partir du 24 juin appellent à la grève reconductible par crainte d'un démantèlement de la compagnie maritime.

Les inspecteurs du permis de conduire, le 25 juin Deux syndicats d'inspecteurs du permis de conduire ont appelé à une grève le 25 juin contre la réforme du permis de conduire.

Et aussi...

Vendredi 13 juin, les agents de sécurité de la Tour Eiffel ont fait grève pendant quelques heures pour leurs salaires. Mercredi 17 juin la Chambre nationale des services d'ambulance a elle aussi mené une action. Jeudi 18, c'était au tour des agents de Pôle Emploi de se mettre en grève, pour une journée, contre le projet de leur direction de modifier les conditions des évolutions de carrière. Au suivant?

Ces dernières luttes ont encore une fois montré que les syndicats n'ont aucun intérêt à défendre les travailleurs et ne cherchent pas à construire un rapport de force favorable en unifiant leurs luttes qui portent toutes sur le maintien de leurs conditions de travail.

Les attaques de la bourgeoisie

Depuis le milieu des années 80, la bourgeoisie attaque de façon décidée les acquis généraux de la classe ouvrière, ceux que cette dernière avait pu acquérir au cours des années de la reconstruction d'après la deuxième guerre mondiale. Aujourd'hui, les attaques s'intensifient que ce soit en France mais aussi dans le monde. Et cela ne cessera plus car le système capitaliste est face à la crise économique la plus grave de son histoire ⁽⁵⁸⁾. En effet, la bourgeoisie a toujours les yeux braqués sur le taux de profit qui était légèrement remonté au cours des années précédentes le dernier krach de 2007 avant de poursuivre à nouveau sa chute. Par conséquent il n'y a plus d'échappatoire.

D'une part, la bourgeoisie persiste et continue à attaquer les acquis de la classe ouvrière (dérégulation, externalisation, casse des services publics, casse de la sécurité sociale, etc...) sans état d'âme et de façon très délibérée. Cette offensive qui était générale, idéologique ⁽⁵⁹⁾ et politique depuis les « Reganomics » ⁽⁶⁰⁾, etc... s'amplifie et s'accélère maintenant. D'autre part la classe ouvrière est toujours sur la défensive et la bourgeoisie en profite en se trouvant face à une classe ouvrière qui a déjà pris beaucoup de coups et de plus se trouve déboussolée pour plusieurs raisons et notamment l'effondrement du prétendu « socialisme » à l'Est. Il n'y a plus d'avenir puisque « c'est la fin de l'histoire » !

Cette situation n'est pas propre à la France.

En France, les dernières grèves du printemps 2014 (SNCF, Postes, Intermittents du spectacle, Hôpitaux, Contrôleurs aériens, etc...) ⁽⁶¹⁾ semblent un signe avant-coureur que quelque chose est en train de changer dans le rapport de force entre les classes et la guerre que se livrent les 2 classes sociales principales.

Toutefois, la modification du rapport de force actuel est encore malheureusement liée au contexte politique difficile pour la bourgeoisie plus que par l'action des travailleurs.

La bourgeoisie rencontre plusieurs types de difficultés.

1/ Elle est obligée de mettre en place des politiques économiques et sociales drastiques qui n'apportent aucune solution immédiate aux travailleurs.

2/ De ce fait, les partis politiques et ses médias sont fortement décrédibilisés. ⁽⁶²⁾

3/ Et pour la première fois, l'on a vu une très grande défiance vis-à-vis de ses organisations syndicales se manifester au cours des luttes notamment parmi les cheminots. Cette attitude est encore très modeste mais il faut le noter. Il faut remonter à 1968 avec les crises et les huées poussés par les ouvriers de Renault à Boulogne-Billancourt quand Jacques Ségué, le leader de la CGT, de l'époque était venu le 27 mai présenter les résultats des accords de Grenelle entre le gouvernement et le patronat.

En juin 2014, tous les secteurs attaqués se sont révoltés et ont commencé à entrer en lutte mais de façon très désorganisée, chacun de son côté. Au départ les cheminots, pensaient être plus forts en luttant sur leurs propres revendications. Toutefois, les cheminots et les intermittents du spectacle ont été le plus loin dans la révolte et les tentatives d'extensions. Ils ont été les plus médiatisés mais des postiers dans certains centres de tri sont aussi partis en grève ainsi que des infirmières dans quelques hôpitaux, etc... et ont recherché la solidarité des autres secteurs en lutte. C'était un tout début de tentative de généralisation des luttes à plusieurs secteurs. Ce qui a échoué, c'est le manque de coordination commune. Ainsi, chacun a lutté une nouvelle fois de son côté. La convergence des luttes est une idée difficile à mettre en œuvre et qui ne germe pas tout de suite dans la tête des travailleurs.

Il a fallu une semaine de lutte pour que cette idée de convergence des luttes commence à faire son chemin notamment chez les cheminots.

Ces luttes ne pouvaient qu'aller à la défaite car elles se trouvaient isolées et sur la défensive alors que l'on constate que la bourgeoisie est réellement à l'offensive avec une vision d'ensemble et même mondiale de ce qu'elle doit faire. La classe ouvrière, de son côté, lutte la fleur au fusil et a, par conséquent, un long chemin à parcourir pour répondre à la hauteur des enjeux de la situation mondiale.

La bourgeoisie peut toujours compter sur ses syndicats corporatistes pour nous diviser et sur les organisations d'extrême gauche qui sont leur faire valoir. Le NPA semble être très radical. Il titre dans son *Bulletin* pour les cheminots le 27 mai « *Après la réussite du 22 mai, préparons la grève reconductible pour le 10 juin !* » ce qui veut dire que l'on envoie les cheminots tout seuls et isolés au casse-pipe. Le bulletin relaie les mots d'ordre de l'Intersyndicale CGT – Sud-Rail.

Alternative libertaire reste clairement derrière les syndicats et notamment Sud-Rail avec un langage pseudo radical en disant « *prenez nos affaires en mains, utilisons les outils que sont les syndicats...* » ⁽⁶³⁾. Si l'on prend nos affaires en main, on n'a plus besoin des syndicats ! Ces derniers ne font

que nous trahir comme nous venons amplement de le voir dans ce texte. Arrêtons enfin le double langage !

Pouvons-nous cependant tirer quelques leçons des dernières luttes ?

Caractéristiques des dernières luttes.

Des AG (cheminots, postiers) et des coordinations inter-pro (intermittents) se sont développées de façon plus nette que précédemment et surtout avec une orientation de lutte. Cette arme semble maintenant incontournable. L'idée d'AG des AG (des assemblées générales) refait surface et semble mieux comprise et immédiatement mise en avant. Le risque demeure que cela ne soit qu'un voile qui cache une réalité autoproclamée alors qu'une réelle coordination des AG, pour être forte, doit être la coordination des assemblées et des comités de grève avec des délégués élus avec un mandat et révocables. Par ailleurs, les AG locales et les comités de grève ne peuvent se dé-saisir de leurs orientations, c'est un mandat impératif qu'ils donnent afin d'éviter les manœuvres des appareils au sein de la coordination. Nous avons vu combien dans la dernière coordination des intermittents en juin 2014 les travailleurs ont été le jouet des militants « radicaux » de la CGT. Et par exemple il suffit de lire le tract et les textes d'Alternatives libertaires cités ci-dessus pour comprendre que l'AG n'est plus souveraine mais remise entre les mains des syndicats qui vont inévitablement nous trahir !!!!

Souvenons-nous de l'exemple historique dramatique quand Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht n'ont pu s'exprimer devant le Congrès national des conseils ouvriers à Berlin en décembre 1918 parce que les sociaux-démocrates l'avaient manipulé pour les empêcher de parler.

Qu'avons-nous rencontré dans ces luttes ?

1/ La CGT obligée de suivre les décisions des AG et de se déjuger pour ne pas être débordée.

L'exemple de son rôle dans le conflit des cheminots est un cas d'école pour comprendre les manœuvres syndicales.

Quels sont les faits ? Le gouvernement présente au Parlement son projet de réforme du système ferroviaire. Deux syndicats de cheminots, la CGT et SUD-Rail, appellent à une grève reconductible à partir du mardi 10 juin à 19 heures, pour protester contre le texte qui sera examiné à l'Assemblée nationale à partir du 17 juin. Il s'agit pour le gouvernement de créer un groupe public ferroviaire réunissant la SNCF et Réseau Ferré de France (RFF, gestionnaire des infrastructures ferroviaires), sous la houlette d'un EPIC (Établissements Publics à caractère Industriel et Commercial). En fait il s'agit de continuer, sous ce voile pudique, la privatisation de la SNCF et de détruire le statut et les garanties des cheminots. Cet organisme se retrouve en plus avec une dette ferroviaire (plus de 40 milliards d'euros). L'on sait comment il faudrait l'éponger pour les financiers de la bourgeoisie !!! La CGT et Sud-rail ne remette pas en cause le projet gouvernemental, ils ne font que discuter sa mise en œuvre à la marge !

Les cheminots poussent à la lutte et se prononcent contre les orientations de la CGT qui a un double discours puisque son secrétaire général accepte le rapport comme nous l'avons déjà souligné.

D'ailleurs le leader de la CGT le reconnaît ; il dit à propos de la grève de la SNCF, « *Nous sommes bousculés, c'est*

vrai, car nous subissons une crise de représentativité ... En tant que secrétaire général, mon rôle est d'assumer les difficultés de la CGT » (Lepaon - Figaro 25 juin).

Le petit jeu entre Lepaon et le secrétaire de la CGT cheminot a abouti à une nouvelle trahison de la classe ouvrière, il avait passé le message à L'Élysée le 14 juin que le conflit durerait 48 heures !!!! (*Le Monde* du 27 juin « *La CGT, un navire syndical sans boussole* »).

On connaît la suite, la CGT cheminot est contrainte de suivre les décisions des AG de cheminots et d'appeler à la poursuite de la grève. Il n'empêche que la CGT savait que la classe ouvrière ne ferait qu'un baroud d'honneur. Nous ne retenons des dernières manœuvres syndicales que cet épisode qui devrait permettre à la classe ouvrière de comprendre le sale boulot des syndicats qui se répartissent les rôles chacun jouant son registre et de se montrer plus ou moins combatif selon les moments.

2/ Les AG ou les coordinations ont encore une fois été détournées et sabotées.

Toutefois, un certain nombre de travailleurs très minoritaires ont réagi dans le bon sens comme l'indique l'appel du 19 juin de l'AG de Saint Lazare : « *Nous appelons les AG de toutes les gares, de la région parisienne et de tout le pays, à envoyer des délégations les plus nombreuses possibles à la prochaine AG des AG le mardi 24 juin à 17h00 à Saint-Lazare.* » D'abord ce tract n'a jamais été vraiment diffusé par la coordination tenue pas les militants du NPA. Heureusement que certains grévistes l'ont fait par eux-mêmes ici ou là. Mais cette saine réaction des cheminots n'est advenue déjà trop tard, il suffisait alors à la bourgeoisie de courber l'échine et d'attendre que le mouvement s'essouffle. Il durera encore une semaine supplémentaire.

Dans le même temps des grévistes faisaient paraître un tract le 23 juin ayant pour titre :

« *Cheminots, postiers, intermittents, précaires, du public comme du privé, avec ou sans emploi, avec ou sans papiers, ce gouvernement nous attaque tous !* » et comme mot d'ordre de fin :

« *Unifions nos luttes, nos grèves en une seule et même lutte contre le capitalisme ! Une lutte de classe !* »

3/ Les réactions des grévistes sont encore trop minoritaires et trop floues sans véritables propositions alternatives viables là où il faudrait une prise en main décidée de la lutte au niveau local puis de son extension.

L'assemblée générale des Intermittents du spectacle à La Villette le 23 juin a vu défiler tous les postiers, les cheminots, etc... pour appeler à l'unification des luttes. Le Présidium a laissé parler tout le monde, puis a fait son cirque en occupant le temps pour décourager tous les présents pendant plus d'une heure. A ce moment, certains travailleurs sont intervenus pour dire qu'ils n'étaient pas d'accord avec ce qui était dit. Certains ont même dénoncé les manœuvres du syndicat CGT de cette corporation. Finalement, il n'a rien été décidé sinon que chacun continuait à agir comme bon lui semble.

Certains Intermittents ont même participé à la manifestation des cheminots du lendemain 24 juin appelée par l'AG des AG. Sud-Rail s'y est ensuite associé alors que la CGT y a appelé au bout du compte. Mais ces syndicats et groupes d'extrême gauche l'ont sabordé en sous main. A cette manifestation des cheminots, un groupe d'Intermittents a soutenu les cheminots grévistes qui ont tenté d'y tenir un

meeting ouvert à tous pour s'exprimer sur la nécessité de construire un rapport de force en faveur de grévistes et comment devait-on le faire.

A ce meeting dans la manifestation qui a été très court, ont participé une trentaine de personnes dont des Intermittents, des cheminots et des retraités. Trois intervenants ont proposé de construire un rapport de force entre tous les travailleurs pour les prochaines luttes qui ne manqueraient pas de se produire, de ne plus faire confiance aux syndicats mais d'organiser nous mêmes nos luttes et nos comités de grève et de ne plus partir en lutte de façon isolée, corporation par corporation. Le meeting a pris fin parce que l'ensemble des manifestants n'en sentait plus, à cet instant, son intérêt alors que certains d'entre eux cherchaient plutôt l'affrontement avec les CRS. Il ne fallait pas rentrer dans ce jeu ! Les participants ont décidé d'arrêter le meeting.

4/ Comment lutter, comment prendre la parole dans les manifestations et créer des meetings de rue.

Au cours de la lutte les grévistes ont posé plusieurs type de questions comme comment lutter ? Comment s'organiser ? Comment discuter entre nous pour renforcer la lutte ?

Une interrogation très importante a surgi qui méritera d'y revenir. Dans une lutte c'est les premiers moments qui sont déterminants. Des cheminots pensaient même qu'ils auraient dû être plus directifs dès le premier jour de grève.

Cette leçon est une vieille leçon tirée maintes fois par le mouvement ouvrier. La classe ouvrière détient pendant un court instant le pouvoir de faire basculer la situation ensuite comme la bourgeoisie demeure la plus forte, cette dernière reprend la situation en main. C'est valable dans toutes les petites luttes ou grèves mais également dans des situations historiques lourdes de conséquences. Le fait de ne pas marcher sur Versailles rapidement au cours de la Commune de Paris a permis aux Versaillais de s'organiser et ensuite de l'écraser. En 1936 les comités ouvriers avaient le pouvoir à Barcelone, le fait de ne pas le prendre mais de le remettre à la bourgeoisie a permis à cette dernière d'étouffer le mouvement petit à petit.

Cette fois-ci, les travailleurs ne sont pas battus pour rien. Les leçons que cette lutte ont permis de remettre en avant en sont un important exemple ⁽⁶⁴⁾ et un bon atout pour

demain. Voilà pourquoi la situation politique générale et le rapport de force entre les classes commence à changer un tout petit peu. C'est l'histoire et la lutte qui ont reposé ces questions politiques déjà maintes fois soulevées par la classe ouvrière, c'est la force du mouvement ouvrier de s'en saisir.

« Creuse, vieille taupe ! »

Ol. et des cheminots de la Gare de l'Est, septembre 2014

⁵⁶ Thierry Lepaon est aussi membre du Conseil Économique, Social et Environnemental. Son rapport sur la manière de privatiser la SNCF sans faire de vagues s'intitule rapport sur « *L'ouverture à la concurrence des services ferroviaires régionaux de voyageurs* ». En séance du conseil du 27 juin 2012, il déclare notamment : « *Il n'aura échappé à personne dans cette assemblée que la locution « ouverture à la concurrence » appliquée à un noyau dur du service public peut agir immédiatement comme un chiffon rouge. Dans le monde ferroviaire, agiter un chiffon rouge est justement le moyen le plus ancien, mais toujours en vigueur, pour signifier l'arrêt d'urgence notamment lorsqu'il s'agit d'une manœuvre. (...) Nous avons imaginé des évolutions possibles au plan social dans la perspective d'une ouverture à concurrence qui semble se dessiner.* »

⁵⁷ SUD-Rail revendique « *un même statut et les mêmes droits pour tous les travailleurs et les travailleuses du secteur ferroviaire, en se basant sur le statut et la réglementation SNCF qu'il faut améliorer* ». Il n'est pas question de refuser le projet du gouvernement !

⁵⁸ Crise la plus violente, la plus profonde, la plus étendue qui touche en même temps tous les pays du monde.

⁵⁹ Campagnes après la chute des pays de l'Est, campagnes pour revaloriser l'industrie capitaliste et le libéralisme.

⁶⁰ Politique économique de Ronald Reagan en 1981 qui met en place des politiques dites « libérales » d'attaque contre les travailleurs qui sera suivie par Margaret Thatcher. On assiste aux premières coupes dans les dépenses sociales et la casse des services publics contre l'État providence.

⁶¹ *Le lundi 26 mai, les conducteurs de la société Phébus (filiale de la SVTU, filiale de Kéolis, filiale de la SNCF !) entamaient leur 15e jour de grève.* Le 11 juin les taxis bloquaient Paris. A l'hôpital Paul-Guiraud de Villejuif, les militants CFDT sont sommés par une lettre du bureau départemental de leur syndicat de négocier avec la direction du groupe hospitalier. Ils démissionnent en bloc de la CFDT.

⁶² Ce qui ne veut pas dire que le gouvernement soit faible. Contre la classe ouvrière, il n'y a aucune faiblesse, les attaques vont pleuvoir sans pitié.

⁶³ <http://alternativelibertaire.org/?Secteur-ferroviaire-Ne-nous> – du 11 juin 2014.

⁶⁴ Les grévistes ont ensuite tiré un enseignement à chaud de ce mouvement important qu'ils ont diffusé partout sous la forme du tract.

Quand les capitalistes exorcisent leur disparition et mettent en scène des contre feux !

Plusieurs phénomènes et réflexions se répandent à travers les médias et deviennent très intrigants. Annonceraient-ils un état d'esprit et une crainte qui se répandraient au sein de la classe dominante ? Sans vouloir en faire un catalogue, citons en certaines.

Le scénario symbolique de la série télévisée, Anarchy est inédit et particulier. La catastrophe annoncée de notre monde laisse au téléspectateur le choix d'imaginer la suite de l'histoire !.

Quand l'époque est troublée et que guettent les crises sociales et économiques, la politique-fiction devient toujours à la mode, ces scénarios d'anticipation en disent souvent beaucoup sur l'opinion.

Mais quelle est la trame de cette fiction TV de France 4 ? La chaîne diffuse Anarchy. C'est l'histoire d'une France forcée par la crise de sortir de la zone euro. Chaque citoyen est désormais contraint de vivre avec 40 euros par semaine. L'économie chancelle, les institutions et la société vacillent, le chaos menace. L'on proclame haut et fort : « *Quand la catastrophe est là, c'est déjà trop tard* ».

Rien de tel pour préparer la population à la crise qui vient. Toutefois, la réflexion des médias et de la pensée dominante ne va pas jusqu'au bout de la réflexion. Rien qu'elle pourrait être le contenu d'une nouvelle société ? Il n'y a aucune réflexion sur un autre monde ou sur l'étendue de l'effondrement qui ne guette pas seulement la France mais toute la planète.

Certains idéologues et penseurs bourgeois sont dans cette logique comme Jacques Attali. « Plus spécifiquement, la France, dont le déficit budgétaire est désormais hors de contrôle et où les réformes tardent à venir, pourrait se trouver attaquée par les marchés et devenir à son tour insolvable.

L'une au moins de ces menaces a de fortes chances de se matérialiser dans les dix-huit prochains mois. Chacun le devine et s'y prépare, à sa façon. En particulier en France. Et pour cela, deux attitudes sont possibles :

La première, la plus fréquente, la plus probable, est dictée par la peur des autres ; elle conduit à la fermeture des frontières, au repli sur soi, au refus du nouveau et des autres, dans l'illusion d'échapper ainsi au chaos du monde. (...)

La deuxième attitude est celle qui consiste à anticiper sur tous ces risques, à comprendre que la peur est mauvaise conseillère, que le repli sur soi ne sera pas une réponse, que le refus des autres est suicidaire, que la richesse future de la France dépend de la maîtrise de sa dette, de la promotion de l'innovation et de la formation, etc... (...).⁶⁵

Le premier pas de nos idéologues est donc de préparer la population et les prolétaires au collapsus qui vient. Le deuxième pas consiste à développer l'idée que l'insurrection est nécessaire pour faire évoluer le système mais que c'est toujours le capitalisme qui survivra, mais ... autrement.

Ainsi *Le Monde* du 5 décembre se permet de rédiger deux pages sur l'Insurrection ayant pour titre « Un désir de soulèvement » qui vient avec un article de Riésel ex-situationniste et membre du mouvement du « 22 mars » en mai 1968. Il a pour titre : *Un État qui règne au-dessus du volcan*. Il écrit : « La jeunesse a fait sécession avec la société. Elle n'y a aucun avenir, elle n'en veut pas et elle n'a rien à perdre ». Nous aimerions bien que René Riésel ait raison dans son délire idéaliste et post situationniste. Cependant, comme les situationnistes en 1968, il exprime une petite partie de la réalité. Le capitalisme aujourd'hui en faillite a du mal à faire passer son idéologie ringarde et dépassée auprès de la jeunesse. Mais pour un changement de société encore faut-il qu'il y ait une espérance, une idéologie positive pour un monde nouveau. Malheureusement, certains jeunes dans les banlieues ou ailleurs sont attirés principalement pour mourir pour un islam radical ou par les populistes du style Front National ou du mouvement 5 étoiles en Italie, etc...

Parmi cette double page un article, celui de Jérôme Batout mérite d'être cité. Il porte un titre évocateur : *Les insurgés, idiots utiles du nouvel esprit du capitalisme*.

« A chaque génération ses combats. En 2014, l'un des combats de la jeunesse radicale est contre le néolibéralisme et les dégradations qu'il provoque dans la société et dans l'environnement... En France, cette jeunesse a le choix entre un piège à éviter et un risque à courir. Il y a un siècle, la jeunesse s'opposait au capital. Le capitalisme de production requérant pour fonctionner la coopération active, la grève avait une efficacité. Un siècle plus tard, la caractéristique du néolibéralisme est qu'il fonctionne non pas à la coopération, mais à la rébellion.

La rébellion n'est pas pour lui un obstacle, c'est son ressort (souligné par nous). *Le capitalisme de transgression, qui unifie en une seule dynamique les initiateurs de tendance mode, les frondeurs, les innovateurs, les traders haute-fréquence, les zadistes, les rebelles et les indignés, est la dimension qui change tout. Et qui oblige à se demander si la jeunesse radicale n'opte pas pour des techniques qui sont devenues la matière première du capitalisme oppositionnel.* »

La rébellion n'est bien évidemment pas un obstacle pour le système, au contraire. C'est un signal qui lui est transmis pour qu'il évolue et se transforme. Il s'agit de le transformer pour éviter sa destruction.

Le dernier acte est directement adressé aux révoltés et à ceux qui attendent de leurs vœux un nouveau monde. C'est le sens d'un livre comme *A nos amis*. Sept ans après *L'insurrection qui vient*, le Comité invisible réapparaît avec ce livre *A nos amis* aux éditions La Fabrique. Le comité invisible nous explique qu'occupation des places à Madrid ou en Égypte, émeutes à Londres comme à Kiev sont l'avant signe de ce qui vient :

« Nous sommes revenus avec la certitude que nous ne vivions pas des révoltes erratiques, séparées, s'ignorant les unes les autres, et qu'il faudrait encore lier entre elles. (...)

Cela, c'est l'œuvre de la contre-insurrection, (...). Nous ne sommes pas contemporains de révoltes éparses, mais d'une unique vague mondiale de soulèvements qui communiquent entre eux imperceptiblement. »

L'on peut acquiescer sur le diagnostic, le problème porte sur l'idéalisme désarmant des solutions proposées pour un monde nouveau.

« La commune, c'est ce qui se passe quand des êtres se trouvent, s'entendent et décident de cheminer ensemble. La commune, c'est peut-être ce qui se décide au moment où il serait d'usage de se séparer. Une commune se forme chaque fois que quelques-uns, affranchis de la camisole individuelle, se prennent à ne compter que sur eux-mêmes et à mesurer leur force à la réalité. Toute grève sauvage est une commune, toute maison occupée collectivement sur des bases nettes est une commune, les comités d'action de 68 étaient des communes. »

L'on en arrive à la conclusion d'une naïveté émouvante :

« Tout le pouvoir aux communes ! Dans le métro, on ne trouve plus trace de l'écran de gêne qui entrave habituellement les gestes des passagers. Les inconnus se parlent, ils ne s'abordent plus. Une bande en conciliabule à l'angle d'une rue. Des rassemblements plus vastes sur les boulevards qui discutent gravement. [...] Dans l'ancienne épicerie-bar du village, on apporte l'excédent que l'on produit et l'on se procure ce qui nous manque. » mais où à ton vu cela dans le monde réel?

Avec un tel verbiage, le pouvoir et la bourgeoisie peut dormir en paix et tranquille ! Il faut en finir avec ce monde mais organisons-nous. Le capitalisme ne disparaîtra pas si nous ne le détruisons pas.

M.Lx

⁶⁵ Blog de Jacques Attali et *L'Express* du 13 octobre 2014.

L'idéologie de la bourgeoisie en direction de la jeunesse : les jeux virtuels, les livres.

La crise économique, sociale et idéologique n'est pas la disparition de l'idéologie dominante, encore moins sa mort. Quand il est face à une «situation particulière de condensation des contradictions» (Poulantzas), l'État n'est pas désarmé. Au contraire, il s'arme. Il dispose, pour cela, d'un arsenal de moyens qui peuvent, suivant les cas, soit lui permettre de mener à bien une série de transformations/adaptations aux nouvelles réalités, soit de riposter directement à la crise pour maintenir le statu quo. La production idéologique est un de ces moyens. En période de crise, loin de s'évanouir, l'idéologie dominante continue de pénétrer tout le champ social. Non seulement on peut constater qu'elle s'empare de toute une série de discours contestataires qui peuvent aider à son redéploiement et à son renouvellement, mais elle soumet de plus la réalité même de la crise à un travail d'occultation et de reconstitution de légitimation de son système économique.

M.O

Marx, Staline et Katniss Everdeen

Les effets de l'absence de projets révolutionnaires sur la consommation culturelle de la jeunesse

Un effet bien connu de la crise actuelle du mode de production est qu'elle entraîne une perte de légitimité d'où découle la contestation de la frange des exploités. Face à cette révolte, le Capital dispose de nombreux moyens de défense. Des syndicats aux forces armées, du bulletin de vote aux gaz lacrymogènes, des divisions racistes aux armes nucléaires, la domination capitaliste dispose d'un arsenal incroyable, duquel le prolétariat n'a jamais su triompher définitivement. Chaque fois que le prolétariat est défait, s'il a réussi à porter un coup assez sévère à la bourgeoisie, ses succès sont transmutés et ajoutés à l'arsenal de la domination bourgeoise. La commune de Paris accoucha des urnes, de la révolution d'octobre jaillit le stalinisme, l'anarchisme est devenu l'antifascisme démocratique.

La lutte prolétarienne amène souvent sa manifestation culturelle. Un mouvement d'opposition à l'insignifiance de la vie et de la culture bourgeoise, la contre-culture. Elle est vouée à l'échec si elle ne s'appuie pas sur le mouvement de la classe si elle ne trouve pas les bases matérielles pour s'épanouir. Elle fut, jusqu'à maintenant, toujours récupérée et reléguée au rang de marchandise. Sa substance subversive est transformée en Capital, la révolte en marchandise. Les contre-cultures absorbées sont autant d'appareil de rétention et de contrôle que les organismes de la démocratie sociale. La révolte est rentable, surtout en période de crise, car elle appelle la reconnaissance d'un groupe de prolétaires, souvent jeunes, à la consommer. Les skinheads antifascistes et les teamsters se ressemblent autant que Burningman et Montdragon. Ils canalisent la révolte des exploités, la réduisent à un simple rouage du capitalisme, et permettent un nouveau débouché pour revaloriser le Capital.

Depuis deux ou trois ans, ce n'est pas seulement la révolte qui est exploitée, mais l'idée même de révolution. Depuis les soulèvements dans le monde arabe, les représentations culturelles d'insurrections se sont multipliées sur le marché. Des méchants du dernier Batman qui lançait une insurrection anticapitaliste de façon inexplicable pour mettre plan de détruire une ville avec une arme nucléaire artisanale, à la bande de jeunes révolutionnaires du très mauvais Divergent. Renverser l'ordre établi semble à la mode. Le succès de ces productions trouve ses racines dans le fait qu'elles s'adressent à jeune génération de prolétaires des pays du centre capitalistes. Plus éduquée que les

précédentes, elle héritera d'emplois précaires, d'une planète dévastée par la surproduction et fort probablement d'une guerre impérialiste mondiale encore plus totale et dévastatrice que les deux précédentes. Cette génération n'aura pas le choix de se débarrasser du capitalisme, de dynamiter sa voix vers l'avenir, si elle ne veut pâlir d'envie devant les déchetés de Verdun ou les incinérés des camps Nazis.

Une chose est cependant frappante dans la quasi-totalité des cas de ces nouvelles révoltes. Le projet révolutionnaire n'a pas de nom. Des fois, il n'a même pas d'existence. La révolution est purement négative dans son essence. Bien que l'ayant défini ainsi : « Le communisme n'est pour nous ni un état qui doit être créé, ni un idéal sur lequel la réalité devra se régler. Nous appelons communisme le mouvement réel qui abolit l'état actuel. Les conditions de ce mouvement résultent des prémisses actuellement existantes. », [L'idéologie allemande] Marx et Engels avaient pris soin de définir un peu ce que serait la société sans classe et sans état. Le "de chacun selon ces moyens, à chacun selon ses besoins" ou "la libre association des producteurs" restent des points de repère clairs pour le futur. Le spectre qui hantait l'Europe avait un nom et une substance, maintenant il est anonyme et vide. Nous analyserons deux œuvres pour voir comment se manifeste ce phénomène. En premiers le jeu vidéo "Bioshock Infinite", puis la série de livres adaptée au cinéma "The Hunger Games".

Bioshock Infinite, l'inexplicable rouge sanguinaire

Dans Bioshock Infinite, sorti en mars 2013, le joueur incarne Booker DeWitt, détective privé, ancien membre de la cavalerie américaine ayant participé au massacre de Wounded Knee et ancien de l'agence Pinkerton. Vous êtes envoyés, en 1912, dans une cité volante nommée "Columbia" pour retrouver une femme en échange de l'abandon de ses dettes. La ville devait être une représentation idéale de la société américaine du début du siècle; elle en est la caricature. Ségrégation raciale, exploitation abjecte des prolétaires, puritanisme hypocrite et bigoterie religieuse s'étalent sous vos yeux. C'est l'Amérique décrite par Vladimir Pozner et Howard Zinn, ou la guerre des classes y fait rage.

Les prolétaires sont organisés par un groupe nommé "Vox Populi", menés par une brillante femme noire, Daizy Fitzroy. Rebelle ouvrière, vêtue de rouge, reprenant une esthétique entre celle des IWW et des débuts de la révolution russe, l'association avec le mouvement socialiste est facile à faire. Mais aucune idéologie ne semble animer les Vox. Mis à part un vague populisme, aucun projet politique, excluant la haine des "founders" (nom que se donnent les grands bourgeois de Colombus) et une forme de jalousie. Au début du jeu, les "Vox" sont rationnels, leurs intentions sont nobles et leurs méthodes sont tout à fait justifiables face à la répression du régime. Mais dès que la révolution triomphe, la foule devient brutale et sanguinaire. Bien que des événements semblables puissent apparaître, le revirement est plutôt brutal. Le cas le plus extrême est celui de Fitzroy, qui essaye de tuer un enfant issu de la bourgeoisie, pour "détruire le mal à sa racine" alors que leader révolutionnaire, bien que déterminé, n'avait jamais paru assoiffé de sang auparavant.

L'explication de cette soudaine soif de sang des révolutionnaires est la même que celle qui nous éclaire sur leur absence de projet politique. La révolution est considérée comme étant un acte violent et négatif par essence, malgré ses nobles intentions. Le bain de sang est considéré comme étant normalement associé avec toute tentative de changer le monde à l'extérieur du cadre bourgeois. Tout changement qualitatif de la société est associé à la peur libérale de la "tyrannie de la foule", si dangereuse pour les minorités (surtout les minorités exploiteuses). La révolution elle-même est considérée comme ne pouvant que dégénérer dans un acte de dictature sanglante. Processus bien connu, ou de la révolution française à la révolution russe, l'historiographie bourgeoise n'est capable que d'envisager une succession de bains de sang plus horribles les uns que les autres.

Un autre angle d'analyse peut être qu'il s'agit de la vision actuelle qu'ont beaucoup de libéraux blancs des soulèvements des prolétaires "racisés" dans les pays du centre. Les libéraux vont souvent diminuer les actes de révoltes émeutières à des moments revanchards de pillage. On peut voir cette vision quand, lors de la victoire, un membre du Vox s'écrit dans un haut-parleur "your lives are ours, your houses are ours, your wives are ours". Bien que cette vision des choses soit en partie véridique, souvent les émeutiers s'engagent dans des actes de vandalismes contre-productifs pour leurs propres intérêts, les mouvements s'essouffant souvent après leurs phases émeutières faute d'organe politique. Il n'en demeure pas moins qu'il s'agit d'une réduction du conflit social à de bêtes actes de revanche par une partie de la population que l'organisation sociale bourgeoise favorise.

The Hunger Games – Un quelque chose de plus

The Hunger Games est une série de livres d'aventure jeunesse qui suit le genre le plus classique depuis le début des années 2000 : celui d'un enfant, adolescent ou jeune adulte qui sauve le monde. Le succès d'Harry Potter est emblématique de ce modèle narratif. Né de la promesse brisée de la "fin de l'histoire" fukuyamienne, ce modèle narratif est simplement celui de la génération née après la chute du mur. Les promesses du Capitalisme de libre marché ne s'étant pas réalisées, le "mal" persistait on ne sait trop comment, et les jeunes devraient s'y frotter comme

leurs parents. La menace est très rarement nouvelle : c'est généralement un mal ancien, défait par les générations précédentes, qui revient au présent. Il est facile de comprendre qu'il s'agit du spectre du "totalitarisme". C'est l'URSS se dressant dans les cendres du Troisième Reich, c'est Saddam Hussein se levant dans les ruines du mur de Berlin.

The Hunger Games a la particularité d'imposer une certaine rupture au genre. En effet, dans cette série, le mal a triomphé des générations précédentes. Le mal, c'est le Capitole, un lieu physique et une structure de gouvernement qui régit le pays de Panem⁶⁶ totalitaire. Dans une Amérique du Nord post-apocalyptique, le Capitole instaure sa domination sur 13 districts. Les districts sont des zones de l'Amérique du Nord qui, chacun, produisent un type de marchandise pour le Capitole. Par exemple, le district douze, d'où Katniss Everdeen vient, est reconnu pour ses mines de charbon. La domination mercantiliste de le Capitole a été défiée par une rébellion qui a été écrasée 74 ans avant la série. Depuis cette rébellion le Capitole organise une série de combats à mort entre des jeunes des 12 districts dans le but de rappeler la suprématie du Capitole sur les districts. Les combats ont lieu dans de gigantesques Colisées high-tech recréant des zones hostiles. Les jeux sont télédiffusés à travers tout Panem. Katniss, en défiant les juges lors de sa propre participation aux jeux, déclenche une révolution qui réussit à jeter à bas le Capitole. Cependant, alors que la révolution triomphe, les chefs de la révolution proposent de maintenir les jeux, mais cette fois, avec les enfants issus du Capitole. S'opposant à la remise en place des jeux, Katniss abat le chef de la rébellion alors qu'elle devait exécuter le Président Snow, dictateur déchu du Capitole.

Cette œuvre est intéressante sur plusieurs points. Tout d'abord la critique qu'elle propose est puissante, une critique du spectacle poussée à son extrémité la plus barbare, puis celle de la division internationale du travail, qui est certes simplifiée, mais nous parlons d'un livre pour jeunes adultes. Encore plus impressionnante est la description du district indépendant, le district 13, qui, à cause de son isolement et de son manque de ressources, a dégénéré en une sévère dictature. On y voit presque une forme de critique du socialisme dans un seul pays. Aussi, la désignation de l'ennemi par *Capitole* est un O remplacé par un A clairement anticapitaliste.

Mais encore, l'absence de projet révolutionnaire frappe. À part deux lignes vers la fin du troisième livre parlant assez vaguement d'une république, la question de ce que le Capitole sera remplacé est à peine effleurée. La théorie est inexistante, les débats qui devraient animer les rangs des révolutionnaires sont inexistantes. Les Rebelles n'ont pas de nom à part celui de rebelles ou d'insurgés. La conclusion est prévisible à souhait. Les nécessités de la révolution ayant corrompu les chefs rebelles, le combat doit se faire contre eux.

De la misère littéraire et De la misère du mouvement

Les manquements des mouvements révolutionnaires représentent bien les lacunes du mouvement actuel du prolétariat. La violence aveugle des prolétaires "racisés" du Vox Populi fait écho à celle des jeunes prolétaires issus de l'immigration, parqués en périphérie des métropoles capitalistes et leurs irruptions de révoltes dévastatrices. L'anti-Capitolisme des Rebelles de Panem fait écho à

l'anticapitalisme d'Occupy et des indignés. C'est le marasme idéologique d'une génération de prolétaires, où l'ennemi est vaguement connu. Capitot et Founders font échos à Babylon, où le projet révolutionnaire est vague, voir indéfini. C'est un prolétariat coupé de son expérience et de son passé. Le coupable n'est pas difficile à trouver. La charogne du stalinisme empesté encore assez fort pour nuire au mouvement révolutionnaire. La défaite de la révolution russe a ouvert une plaie dans le mouvement révolutionnaire, une plaie qui tarde à cicatrifier. Le stalinisme a porté un coup violent non seulement au projet politique du prolétariat, le communisme, en l'associant aux

goulags et à la famine, mais aussi à la force matérielle qui peut transporter l'expérience du prolétariat, le Parti Révolutionnaire, en l'associant avec l'état autoritaire. Si les conditions matérielles actuelles poussent tous les êtres raisonnables à sévèrement remettre en cause le capitalisme, l'absence de force matérielle pouvant lier la classe ouvrière à son passé révolutionnaire, à l'expérience qu'elle peut en tirer, nous mène droit vers la barbarie.

Maximilien

⁶⁶ (NDE) Panem : pain en latin. Cela veut tout dire ! A Rome les empereurs distribuaient du pain pour calmer la plèbe.

Georges Scheuer : un internationaliste pendant la deuxième guerre mondiale

Les campagnes militaristes incessantes de la « gauche » socialiste au pouvoir nous écœurent. Elles nous engagent à faire honneur aux militants qui ont su, contre vents et marées, conserver une véritable position politique internationaliste. Georges n'a succombé à aucun nationalisme pro-allemand, pro-français ou pro-russe pendant le deuxième conflit mondial impérialiste (1940-1945). Sa lutte, il l'a toujours menée avec ses frères de classe de tous les pays : les prolétaires. Pour lui, il ne faisait aucune distinction entre les armées ou les milices nationalistes et les fronts de résistance nationaliste même repeints aux couleurs de l'antifascisme.

Nous avons demandé l'autorisation à Philippe de publier cette importante biographie de Georges Scheuer qu'il vient de terminer avec beaucoup de talent.

La rédaction



Georg Scheuer, photo, police d'État autrichienne, 5 nov. 1936.



«Armand», clandestin à Marseille, photo, 1942.

SCHEUER (Georg), dit ROTER HANSL, ARMAND, GASTON BRINON, GEORGES LAGRANGE, JACQUES HUBERT, MARTIN BUCHER, journaliste. Georg Scheuer est né le 8 décembre 1915 à Vienne (Autriche), fils de Heinrich Scheuer (1885-1942), d'origine juive morave, rédacteur à l'agence de presse de Vienne, et de Alice Leimdörfer (1889-1942), Hungaro-Souabe de Temesvár (Timișoara), Banat. Ses parents étaient avant tout «panthéistes», pacifistes et social-démocrates.

G. Scheuer adhéra très jeune à l'Association des collégiens socialistes [Verband Sozialistischer Mittelschüler (VSM)] et à la Jeunesse socialiste ouvrière [Sozialistische Arbeiterjugend (SAJ)]. En 1930, il était chef de groupe des Faucons rouges (*Rote Falken*), social-démocrate, créé en 1925 et rassemblant les enfants «rouges» de 12 à 14 ans. Il rencontre Otto Bauer (1881-1938), Max Adler (1873-1937), Wilhelm Reich (1897-1957) – dont il retint les leçons sur la liberté sexuelle – qui viennent faire des exposés.

Mais en désaccord avec la mollesse de l'«austromarxisme» face à la montée du fascisme, il passe en 1931 à la Jeunesse communiste (Kommunistischer Jugendverband). Aussitôt,

il s'investit dans une activité politique incessante, de jour comme de nuit, à la grande inquiétude de ses parents. Délégué du RMV (Association révolutionnaire des collégiens), il part pour Berlin le Noël de la même année, son premier voyage international. Il est accueilli par une militante du KPD qui le salue non par le traditionnel «Rotfront» (Front Rouge), mais par un stupéfiant «Heil Moscou». Dans une réunion de masse du KPD, l'orateur rassure : «*Le jour même où Hitler devrait entrer au gouvernement, les bataillons de l'Armée rouge seraient à la frontière de l'Allemagne*». Lorsqu'il repart, à la gare, ses camarades allemands le rassurent à nouveau : «*Lorsque tu reviendras, tu nous verras déjà au pouvoir !*».

Après l'insurrection de février 1934, à laquelle il participe à Vienne, surtout avec «des prolétaires sans-parti», G. Scheuer s'oppose fermement à ses parents, en particulier à son père qui brûle toute la littérature social-démocrate «compromettante» après l'écrasement de l'insurrection ouvrière. Ce dernier donne même des gages et rédige un opuscule où le nouveau et «vénérable» chancelier Schuschnigg (1897-1977), qui succède à Dollfuss (1892-

1934) assassiné par les nazis, conduit «l'Autriche à un nouveau réveil et à une nouvelle foi en son futur», alors que l'«honorable» chancelier mène une politique de rapprochement avec l'Allemagne nazie.

La faillite commune du SPD et du KPD, sans combat en février 1933, puis celle de la social-démocratie autrichienne en février 1934, le poussent à se réorienter : il lit en bibliothèque les œuvres de Lénine et s'oriente progressivement vers le «bolchevisme-léninisme». Lors d'un voyage en Italie, à l'été 1934, il aura la grande surprise de voir en librairie en traduction italienne de Ma Vie de Trotsky. En 1935, avec plusieurs groupes de jeunes au sein de la Jeunesse communiste et du PC autrichiens, il participe à la formation d'une fraction trotskyste clandestine qui se transforme vite en organisation autonome sous le nom de Revolutionäre Kommunisten Österreichs (Communistes-Révolutionnaires d'Autriche). Avec son ami Karl Fischer (1918-1936), dit *Kegel* («la quille»), et la mère de ce dernier (Maria), il va en être l'élément moteur.

Les RKÖ publient leur organe illégal *Bolschewik* dès février 1936, la rédaction étant assumée par lui-même, Karl Fischer, Franz Lederer (1915-1941) et Joseph Hindels (1916-1990). Le titre qu'il propose, *Spartakus*, en hommage à Rosa Luxemburg, n'est pas accepté. Les RKÖ forment alors le «Mouvement pour la 4e Internationale». Cette «IVe Internationale» était alors représentée par le Kampfbund, groupe formé par un vieux routier de l'opposition au PC autrichien Josef Frey (1889-1957), qui considérait les RK comme des «provocateurs à la solde des stalinien».

En novembre 1936, Georg Scheuer est arrêté au domicile familial par la police qui ne trouve aucun document d'organisation. Sur dénonciation d'indicateurs, il est interrogé par la police. Malmené et traité de «chien rouge» par la police, il est emprisonné 9 mois avant d'être traduit, avec Karl Fischer et deux autres camarades, devant un tribunal en août 1937 pour «haute trahison». À la fin de ce procès qualifié par la presse viennoise de «Trotzkistenprozess in Wien» (allusion évidente aux procès de Moscou), G. Scheuer rejeta l'allégation de «haute trahison» : «*Nous sommes des marxistes, pas des putschistes... nous trotskystes d'Autriche nous aspirons à restaurer la pure théorie marxiste et les anciennes organisations ouvrières*».

Au terme de ce «Procès de Vienne», il est condamné à 18 mois de prison, son ami Karl Fischer à 14 mois, car plus jeune. Mais la cour suprême de justice, en septembre 1937, fit appel, et tous deux furent condamnés à cinq ans de forteresse, soit jusqu'à octobre 1941. C'est la menace de l'Anschluss, après un entretien orageux avec Hitler à Berchtesgaden, qui pousse le chancelier Schuschnigg, le 17 février 1938 à amnistier tous les «prisonniers politiques», les «Fazis» (nazis autrichiens) d'abord, tous les autres ensuite. Libérés, G. Scheuer et *Kegel* savent que la menace plane : Schuschnigg a nommé le chef nazi Seyss-Inquart (1892-1946) ministre de la police. G. Scheuer peut miraculeusement franchir la frontière tchèque le 11 mars 1938, dans un complet vide du pouvoir, au moment même de l'Anschluss. À temps, car son père est quelques mois plus tard révoqué, ses parents expropriés de leur maison et destinés finalement au ghetto.

Il se réfugie chez son oncle morave et retrouve certains de ses camarades, comme Josef Hindels, qui représenta plus tard les RK (Communistes-révolutionnaires) en Norvège. Le nationalisme qui explose dans toutes les couches de la

société tchèque et slovaque, la minorité allemande des Sudètes gagnée au nazisme, et vise particulièrement les réfugiés, le pousse à vite décamper. Il obtient un visa pour la Suisse et se rend en avion de Bâle à Strasbourg, au moment même où Rudolf Klement (1908-juillet 1938), le responsable du Secrétariat international trotskyste, venait d'être assassiné par le GPU.

La rupture avec le trotskysme officiel se fit à l'occasion de la proclamation de la IVe Internationale, à Périgny (Val-de-Marne), le 3 septembre 1938, dans la maison d'Alfred Rosmer et en présence de Marc Zborowski (*Étienne*), l'espion de Staline. Se prononçant contre cette proclamation artificielle, G. Scheuer et K. Fischer sont violemment interpellés par le chef trotskyste américain Max Shachtman (1904-1972), qui coupe court à toute nouvelle prise de parole : «*Vous êtes des ultragauches!* ». Ce «qualificatif, lancé à la réunion comme une révélation, est synonyme d'anathème», devait noter Scheuer dans ses Mémoires.

Avec Karl Fischer et l'accord des militants, Georg Scheuer rebaptise alors son groupe RKD (Revolutionäre Kommunisten Deutschlands) et rompt avec le trotskysme. Au moment de la guerre, il est déjà fortement ébranlé par le témoignage d'Ante Ciliga (*Au Pays du grand mensonge*, 1938), et se prononce contre la défense inconditionnelle d'une URSS définie comme capitalisme d'État. Le RKD entre alors en contact avec les trotskystes dissidents : la Revolutionary Workers League de l'américain Hugo Oehler (1903-1983) et le groupe belge «Contre le courant» de Georges Vereeken (1896-1978).

Avec l'éclatement de la guerre, comme tous les réfugiés allemands et autrichiens ayant fui le fascisme, il est considéré comme un potentiel «agent de la cinquième colonne», et interné, avec un autre responsable des RK, Gustav Gronich (1916-201.?), dit Max, au camp des Milles, près d'Aix-en-Provence. Il y côtoie les artistes Max Ernst et Hans Bellmer, les écrivains Golo Mann et Lion Feuchtwanger, les chefs du SPD Rudolf Hilferding (1877-1941) et Rudolf Breitscheid (1874-1944), livrés plus tard par Vichy à la Gestapo. Au printemps 1940, on lui laisse comme choix celui de porter l'uniforme de «prestataire», un uniforme bleu-horizon datant de la première guerre mondiale. Il profite de la débâcle pour rejoindre, «en permission», à Clermont-Ferrand Mélanie Berger, qui avait une couverture de secrétaire auprès d'un avocat français.

Retourné aux Milles, il tente de s'évader avec Gustav Gronich, mais tous deux sont repris par les gendarmes. Malgré la menace de leurs fusils, il réplique : «*Tu peux tirer, mais c'est toi qui es au service des 'boches', c'est vous qui venez nous prendre pour nous livrer à Hitler*». Une rageuse balle de gendarme le frôle. Ramené au camp, il est déporté en train vers le sud, où il profitera d'une faille de la surveillance, pour s'échapper à Bayonne, et gagner la nouvelle «Zone libre». À Toulouse, il rencontre des stalinien allemands, anciens des Brigades, dont le mot d'ordre soufflé par Moscou est maintenant «*heim ins Reich!* » (Retour au Reich !), slogan utilisé par Hitler en 1938.

G. Scheuer reprit contact avec ses camarades [Gustav Gronich, Lotte Israël (1920-1980), Édith Kramer (1921- ?), Karl Fischer] et s'établit à Montauban avec Mélanie Berger. Très vite, lui et ses camarades doivent s'éparpiller, de Lyon jusqu'à Marseille et Grenoble, pour fuir les razzias vichystes.

Son travail politique fut le plus intense de son existence, celui d'une «autre résistance», purement internationaliste, qu'il accomplit en vrai «révolutionnaire professionnel». Il écrivit inlassablement des milliers de pages pour préparer les cadres du «nouveau parti communiste-internationaliste». Il noua des contacts innombrables avec le milieu trotskyste, d'abord celui de «La Seule voie», dirigé par Rudolf Prager (*Rudi*) [ancêtre du CCI (comité communiste internationaliste)] qui répondit qu'il «s'était trompé d'adresse». Le travail fut plus productif auprès de jeunes éléments, et cela aboutit à des scissions et à un ralliement aux RKD.

Dès 1942, ce travail aboutit à la formation des groupes de «Communistes révolutionnaires» qui à partir de 1943 dans la feuille d'agitation «Fraternisation prolétarienne» défendaient les positions des RKD. Bientôt naissait l'Organisation des communistes révolutionnaires (OCR) en 1944 qui publiait *Rassemblement communiste révolutionnaire* et *l'Internationale* en commun ou séparément des RKD. L'OCR compta jusqu'à une quarantaine de militants, particulièrement dans le Sud-Ouest (Toulouse, Montauban, Bordeaux). Les groupes C.R. et RKD étaient autonomes, cloisonnés par la clandestinité, avec des positions propres, bien que principalement identiques; ils avaient leur organe propre : les CR de Toulouse publiaient en 1944-1945 «le Prolétaire»; ceux de Paris *Pouvoir ouvrier* en 1944.

La presse en allemand des RK (RK-Bulletin à partir de 1941, *Spartakus* de 1943 à 1945, *Vierte kommunistische Internationale*), par son rejet de la défense de l'URSS et du capitalisme d'État stalinien, montrait un réel rapprochement avec les positions internationalistes de la Fraction italienne bordiguiste. Au départ ultra-bolchevik, au point de considérer chaque position de Lénine comme parole d'évangile, sa rupture avec le trotskysme l'avait fait aussi évoluer vers des positions luxembourgiennes, par un rejet de tout soutien aux «luttés de libération nationale». Sous l'influence de G. Scheuer, la feuille d'agitation en allemand prit le titre de *Spartakus*, montrant des positions proches de celles des communistes de conseils, en dénonçant la répression de Kronstadt : «La démocratie des conseils signifie pleines libertés démocratiques pour tous les partis des conseils se plaçant sur le terrain de la dictature du prolétariat».

G. Scheuer, comme ses camarades, menèrent un intense travail d'agitation dans l'armée allemande pour la «révolution mondiale et la république des conseils en Allemagne et dans le monde entier», et la fondation d'une «4e Internationale communiste». Ils invitaient les soldats à se mutiner, à fusiller leurs officiers et à former des conseils d'ouvriers et de soldats en revenant chez eux. Les RKD n'hésitèrent pas à mener des actions à haut risque. Jetant des tracts en allemand dans les casernes allemandes, dans les transports fréquentés par des soldats allemands, et même dans la rue de la main à la main.

Les événements italiens de mars 1943 et la chute de Mussolini apparurent à Scheuer et à ses camarades la promesse d'une aube révolutionnaire : «*En Allemagne, Amérique et Russie se déchaînent les luttes de classe, les grèves et mutineries : les ouvriers préparent la révolution contre leurs exploités*» (*Spartakus*, juin 1944). À Grenoble, zone italienne, Karl Fischer distribua des tracts en italien auprès de soldats très amicaux.

C'est avec la Fraction bordiguiste italienne en France et son noyau français (Suzanne Voute et Marc Chirik) que se

déroulèrent, à Marseille et Paris, les discussions les plus intenses, et parfois un travail commun sous forme de tracts contre la guerre. Les thèses de Bordiga sur le parti et la littérature bordiguiste fascinèrent Georg Scheuer, qui conserva de volumineuses archives du mouvement bordiguiste pendant la guerre.

G. Scheuer fut très actif aussi dans les luttes sociales des ouvriers parisiens qui cherchaient à créer des structures en dehors du nouveau cadre syndical, majoritairement stalinien. Au moment de la libération de Paris, les C.R. eurent en Raymond Hirzel, pour quelques jours président d'un Comité d'usine de Renault-Billancourt du 21 au 24 août 1944, un élément très actif. Avec les C.R., il mena toute une propagande pour un développement de «comités d'usine révolutionnaires» dans la région parisienne, chez les ouvriers du Livre et de la presse, aussi bien aux usines Berliet dans la région lyonnaise.

G. Scheuer avait traversé miraculeusement la période d'occupation. Militant aguerris, artiste de l'activité conspirative, il compta beaucoup sur la «baraka» du militant en échappant d'instinct à ses poursuivants nazis ou vichystes. Certaines imprudences auraient pu cependant lui coûter cher : ses faux papiers d'identité étaient au nom de Lagrange, Georges, musicien (*sic*), traduction littérale de ses nom et prénom. Un sens certain de l'action chevaleresque l'amena à organiser une opération extrêmement risquée pour libérer sa compagne Mélanie Berger (*Anna*), membre des RK. Celle-ci avait été arrêtée à Montauban le 26 janvier 1942, et condamnée par un tribunal militaire le 18 décembre 1942 à Toulouse à quinze ans de travaux forcés et vingt ans d'interdiction de séjour (*sic*), «pour activité communiste et anarchiste». Emprisonnée à la prison des Baumettes de Marseille, elle fut brusquement hospitalisée pour un ictere dans un hôpital. Avec un soldat allemand, prêt à désertir, et trois camarades (Lotte Israël, Gustav Gronich et Ignaz Duhl), il organisa un commando. Habillés avec des uniformes SS volés, munis de faux ordres de transfert, ils réussirent à l'enlever le 15 octobre 1943 et à la mettre en lieu sûr.

Le groupe des RKD sortit de la guerre en ayant payé le prix fort pour son activité internationaliste. Si Franz Lederer (*Dieter*) mourut à 26 ans d'épuisement, Ignaz Duhl – reconnu dans la rue par un ancien condisciple en uniforme – fut arrêté, torturé et fusillé par la Gestapo en 1944 à Marseille. Arthur Streicher (*Fred*) [13.01.1918-4.12.1942] avait été arrêté en mai-juin 1942 à la ligne de démarcation : il disparut dans un camp d'extermination en décembre 1942. Une militante de premier plan, Édith Kramer (*Renée*) [1921- ?], responsable de l'imprimerie du groupe et du travail de propagande parmi les soldats allemands, fut arrêtée à l'automne 1943 par la Gestapo à Valence. Condamnée à mort à Lyon par un tribunal spécial, elle fut libérée in extremis par un groupe de résistants. Karl Fischer (*Émile Berger*) avait été arrêté en novembre 1943 sous son faux nom «alsacien», emprisonné à Fresnes comme «déserteur» et envoyé au camp de Buchenwald. En proie à la vindicte des staliniens qui voulaient le liquider, il fut libéré par l'armée américaine, pour aussitôt co-rédiger avec Marcel Baufrière et d'autres la célèbre Déclaration des communistes internationalistes de Buchenwald (20 mai 1945). Il put alors retourner en Autriche pour réanimer les restes des militants RKD qui avaient survécu.

Georg Scheuer, à la fin de la guerre, persévéra dans une activité révolutionnaire devenue moins clandestine. Très déçu par l'attitude de la gauche communiste italienne à

l'égard du comité antifasciste de Bruxelles, dirigé par Ottorino Perrone, il fit dans le journal français *Le prolétaire*, continuation de *Fraternisation prolétarienne*, de féroces dénonciations de l'«opportunisme bordiguiste», et en appela à «la formation de groupes communistes-révolutionnaires, germes du futur nouveau parti du prolétariat». Lors de la scission de la gauche italienne en France au printemps 1945, il prit ouvertement partie pour le groupe de Marc Chirik, contre celui de Suzanne Voute, dont la personnalité enflammée lui apparaissait trop «hystérique».

Son évolution le conduisit peu à peu dans la mouvance libertaire, tout en maintenant des contacts avec Ante Ciliga, vivant à Rome, et Henk Canne-Meijer, théoricien hollandais du communisme des conseils. Il fut l'un des fondateurs de la revue allemande *Freie Sozialistische Blätter*, Zurich-Amsterdam, à laquelle il contribua dès 1947. Il fut aussi l'un des collaborateurs de la revue Spartakus, publiée à Zürich. C'est dans cette revue qu'il rendit compte de l'enlèvement de son ami Karl Fischer par le NKVD à Linz, le 21 janvier 1947. Il adhéra à la conférence internationale de contact entre groupes révolutionnaires tenue à Bruxelles à la Pentecôte 1947, recherchant toujours la confrontation d'idées avec le milieu internationaliste.

Déboussolé par les multiples micro-scissions dans les rangs CR et RKD, abattu par l'inexistence d'une vague révolutionnaire en Europe, la perpétuation du stalinisme et l'absence du «nouveau parti bolchevik» espéré, il se retira plusieurs mois en ermite dans une montagne suisse.

Vers 1947, il choisit de se fixer en France pour travailler à Paris comme rédacteur à l'AFP et correspondant de journaux allemands, suisses et autrichiens, entre autres l'*Arbeiter-Zeitung* de Vienne.

Ses liens informels avec le milieu libertaire parisien l'amènèrent à collaborer au journal *Le Libertaire*, sous le pseudonyme de Martin Bucher. Mais cela ne fit jamais de lui un anarchiste. Lorsque se fonda «*Socialisme ou Barbarie*», il prit contact avec Castoriadis, mais n'adhéra pas à son groupe. Il maintint aussi des contacts avec le groupe de Munis.

G. Scheuer fut toujours fasciné par la Révolution russe, écrivant (1957 et 1967) deux livres sur le processus de sa dégénérescence. Il suivit avec passion les événements de Mai 1968 dans lesquels il vit «la première bouffée d'air frais en Europe» après la longue nuit de la contre-révolution. Il ne cessa d'écrire sur ce qui lui paraissait initier de nouveaux espoirs prolétariens : «Mai 68 rampant» en Italie et «Révolution des Œillets» au Portugal.

Il refusa toujours de se définir comme un «résistant antifasciste», marquant nettement qu'il s'agissait d'une «autre résistance», car internationaliste, à la différence de son ancienne camarade Mélanie Berger qu'il avait tirée des griffes de la Gestapo et épousa un résistant français du MUR (Mouvements unis de la Résistance). Il refusa tout compromis : il n'adhéra pas au SPÖ, qu'il avait combattu, comme le fit Karl Fischer après 1946, pour des raisons de travail, avant d'être enlevé le 21 janvier 1947 par le NKVD à Linz et condamné au Goulag jusqu'en mai 1955. Il ne revint jamais en arrière comme Josef Hindels (*Karl Popper*), ancien chef RK en exil en Suède, qui devint un chef syndical social-démocrate. Il témoigna souvent sur l'histoire révolutionnaire tant en Autriche qu'en Allemagne, mais aussi en France dans les colonnes du *Monde diplomatique*. Il chercha constamment après mai 1968 à

tisser des liens avec les jeunes éléments qui tant en France qu'en Autriche avaient rompu avec le trotskysme et sa conception d'un «État ouvrier dégénéré».

Il passa les dernières années de son existence à Vienne, avec sa femme Christa Scheuer-Weyl (1941–2006), née à Munich, journaliste, critique et traductrice. Il mit à profit cette retraite définitive à Vienne pour écrire la première partie de ses Mémoires, jusqu'en 1945 (*Nur Narren fürchten nichts*, 1991) et son livre de bilan politique de la Russie révolutionnaire de 1917 à la contre-révolution stalinienne (*Vorwärts und schnell vergessen ?*, 1992). Dans ce livre consacré au bilan d'un siècle, vécu entre rêve et traumatisme, il donnait son testament politique, celui d'une lucide espérance, loin de l'illusion d'espoirs nourris par la disparition de l'Empire soviétique et la réunification allemande, ou d'une «lutte de classe [des damnés de la terre] sous la forme nouvelle d'un gigantesque affrontement Nord-Sud», dont «l'issue est incertaine» : «*L'alternative posée autrefois [Socialisme ou barbarie], en y ajoutant la catastrophe écologique globalisée, est plus pressante que jamais : réalisation de l'espérance de l'humanité proclamée au tournant du siècle dernier ou chute dans un chaos sanglant. La 'fin de l'histoire' n'existe pas. Peut-être le final d'une préhistoire barbare*».

Georg Scheuer, mort à Vienne le 15 septembre 1996, est enterré au Cimetière central (Zentralfriedhof) de Vienne, avec pour épitaphe : «*Nous vivons sur un volcan, et tu dois y aménager ton jardin de roses*».

Les parents de G. Scheuer, Heinrich et Alice avaient été déportés le 20 mai 1942 à Maly Trostinec (Biélorussie) pour être aussitôt assassinés à leur arrivée. Dans ce village, situé à 12 km au sud-est de Minsk, furent exterminées entre 40.000 et 60.000 personnes, la plupart juives ou supposées telles, entre mai 1942 et juin 1944. Une cour d'immeuble à Vienne, au 39 Neulinggasse, porte depuis 2009 leur nom.

Les archives de Scheuer, de l'Institut d'histoire sociale d'Amsterdam (IISG) sont une source de premier ordre pour une étude précise des organisations trotskystes dissidentes et bordiguistes pendant et au lendemain de la guerre.

Œuvres :

Von Lenin bis ...? Die Geschichte einer Konterrevolution, Verlag nach Dietz, Berlin, 1957. – *Marianne auf dem Schafott. Frankreich zwischen gestern und morgen*, Europa Verlag, Vienne, 1966. – *Oktober 1917. Die russische Revolution*, J. H. W. Dietz Nachf., Hanovre, 1967. – *Genosse Mussolini? Wurzeln und Wege des Ur-Fascismus. Geschichte 1915-1945*, Verlag für Gesellschaftskritik, Vienne, 1985. – *Nur Narren fürchten nichts. Szenen aus dem Dreissigjährigen Krieg 1915 – 1945. Autobiographie 1915-1945*, Verlag für Gesellschaftskritik, Vienne, 1991. – *Vorwärts – und schnell vergessen? Jahrhundert zwischen Traum und Trauma*, Picus-Verlag, Vienne, 1992. – *Mussolinis langer Schatten. Marsch auf Rom im Nadelstreif. Geschichte 1946-1996*, Neuer ISP-Verlag, Cologne, 1996. – *Seuls les fous n'ont pas peur*, Syllepse, traduit, Paris, 2002.

Sources :

Diverses rencontres avec G. Scheuer (1978-1993). – «*Die Führer der Wiener Trotskisten verurteilt*», *Das Kleine Blatt*, Vienne, 14 août 1937. – (anonyme), «*Die internationale Versammlung in Brüssel, Pfingsten 1947*», *Spartakus*, n° 1, octobre 1947. – *Bibliographie des documents R.K.-C.R. («ultra-gauche»), 1938-1939, Les Cahiers du C.E.R.M.T.R.I., n° 10 [1979]. – 1939-1945, Les Cahiers du C.E.R.M.T.R.I., n° 11 [1979]. – Fritz Keller,*

«Le trotskysme en Autriche de 1934 à 1945», in *Cahiers Léon Trotsky* n° 5, janvier 1980, p. 115-133. – Philippe Bourrinet, *La Gauche communiste italienne 1926-1945, mémoire de maîtrise, Paris-I Sorbonne, juin 1980 [édition corrigée et augmentée, Zoetermer (Pays-Bas), 2000 : <http://www.left-dis.nl/f/bordiguism.pdf>]*. – Fritz Keller, *Gegen den Strom. Fraktionskämpfe in der KPÖ-Trotzkisten und andere Gruppen 1919-1945*, Europaverlag, Vienne, 1978. – *Dokumentationsarchiv des österreichischen Widerstandes* (éd.), *Österreicher im Exil. Frankreich 1938-1945. Eine Dokumentation*, Vienne, 1984. – Fritz Keller, *In den Gulag von Ost und West. Karl Fischer Arbeiter und Revolutionär*, ISP-Verlag, Frankfurt/Main, sept. 1980 – Christine Schatz, Daniel Löcker, Matthias Flödl: *Auf verlorenem Posten. Georg Scheuer im Gespräch Video-Film, Lehrveranstaltung Kommunikationswissenschaftliche Methodenlehre (Oral History) mit Manfred Bobrowsky*, Vienne, 1992. – Pierre Lanneret, *Les internationalistes du troisième camp, Mauléon, Acratie, 1995*. – Georg Scheuer,

„Der ‚andere‘ Widerstand in Frankreich (1939-1945)“, *Archiv für die Geschichte des Widerstandes und der Arbeit*, cahier n° 14, Bochum, *Germinal*, 1996, p. 209-232; „Genosse Unbekannt: der junge Revolutionär Josef Hindels“, Vienne, *Dokumentationsarchiv des österreichischen Widerstandes*, 1996, *DÖW-Jahrbuch* 1996, p. 123-149. – Kurt Lhotzky, *Who was Georg Scheuer, what was the Revolutionary Workers League? Revolutionary History*, vol. 7, n° 1, Londres, 1999. Yves Jeanmougin et alii, *Mémoire du camp des Milles 1939-1942*, Éditions Le Bec en l'air, Marseille, 2013. *Melanie Berger : Ich wollte die Welt verändern*“, *Wiener Zeitung*, 11 nov. 2013. – Robert Mencherini (éd.), *Étrangers antifascistes à Marseille 1940-1944*, Éditions Gaussen, Marseille, mars 2014. *Georg Scheuer Collection*, <http://search.socialhistory.org/Record/ARCH01249/ArchiveContentList#Ab8ec6be30>.

Philippe Bourrinet

Discussion sur la transition au communisme

La question de la transition au socialisme et du contenu du socialisme est fondamentale à une époque où l'effondrement du capitalisme d'Etat en URSS a permis l'épanouissement de campagnes contre le communisme en établissant une égalité entre le capitalisme d'Etat et le socialisme. Bien évidemment le communisme à l'Est n'existait pas, il s'agissait d'un capitalisme étatisé. Mais la bourgeoisie s'en est servie abondamment pour dire qu'il n'y avait plus rien d'autre comme futur pour l'humanité que le capitalisme et que l'histoire était finie car le socialisme ce n'était que le Goulag et la barbarie totalitaire.

*Pour redonner vie au projet socialiste, les révolutionnaires se doivent de faire un effort pour en redessiner son contenu. L'on peut polémiquer sur le sens de ce texte et sur les réflexions soumises à la discussion par nos camarades grecs. Il n'en reste pas moins que ces Notes mettent l'accent sur des questions quelques fois peu discutées comme : quel développement recherché et comment dépasser les destructions commises par le capitalisme depuis un siècle. Nous invitons à poursuivre la discussion sur ce sujet qui est beaucoup trop important pour ne pas soulever des controverses.*⁶⁷

La rédaction

⁶⁷ Lire également *Revolutionary Perspectives* numéro 4 été 1914, « La période de transition et ses détracteurs ».

Notes sur la question de la transition au communisme

Selon Marx, dans une société collectiviste sans classe -dans laquelle il y aura la pleine abondance matérielle, en mesure de garantir la satisfaction des besoins individuels subjectifs- la jouissance matérielle de ses membres est réalisée spontanément sans nécessiter la mise en place de règles générales sociales concernant la distribution que tous doivent respecter.

Marx croyait fermement que la forte croissance des forces productives et l'élimination complète de la pénurie matérielle seraient les conditions absolument nécessaires pour le communisme.

Pour Marx l'essence du problème social provient seulement du fait que le travailleur ne conserve pas tout le produit de son travail.

De même, il rejetait catégoriquement les idées de «droit égal» sur les gains matériels ou de «répartition équitable» de la richesse sociale sur la base de la contribution au travail des membres de la société économiquement actifs.

Au lieu de cela, il soutenait le point de vue qu'un tel principe («un salaire égal pour un temps de travail égal») introduit un véritable «droit égal», qui est en réalité un «droit inégal du travail inégal» puisque tous les hommes sont évalués avec un critère unique et étroit, c'est-à-dire le

travail, en ignorant les dons naturels particuliers et les besoins subjectifs des individus.

“...mais il reconnaît tacitement l'inégalité des dons individuels et, par suite, de la capacité de rendement comme des privilèges naturels. C'est donc, dans sa teneur, un droit fondé sur l'inégalité, comme tout droit. Le droit par sa nature ne peut consister que dans l'emploi d'une même unité de mesure; mais les individus inégaux (et ce ne seraient pas des individus distincts, s'ils n'étaient pas inégaux) ne sont mesurables d'après une unité commune qu'autant qu'on les considère d'un même point de vue, qu'on ne les saisit que sous un aspect déterminé; par exemple, dans le cas présent, qu'on ne les considère que comme travailleurs et rien de plus, et que l'on fait abstraction de tout le reste.” (Marx, **Critique du programme de Gotha**)

Le concept de communisme chez Marx ne repose pas sur un principe de «justice sociale» qui vise à égaliser les individus au niveau économique. Selon Marx, un système de distribution égalitaire fondé sur l'offre obligatoire égale du temps de travail conduit à la négation de la personnalité particulière de l'individu, car elle ne lui permet pas de surmonter d'une manière "positive" la propriété privée. Elle consiste en la possession par l'homme de toute la richesse sociale sur le seul critère de besoins individuels particuliers («de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins»).

Marx considère comme "vulgaire" la conception du communisme dans laquelle tous les membres de la société sont traités et transformés en travailleurs payés également par la communauté, ce qui transforme le capital en propriété collective.

Il a souligné catégoriquement que la société sans classe doit nécessairement être basée sur un surplus social dont l'abondance dépasse largement la richesse produite dans le capitalisme, afin de garantir la consommation personnelle et qu'ainsi, précisément grâce à la pleine abondance matérielle réalisée, elle n'aura pas besoin d'une administration réglementaire.

L'application du communisme marxiste se heurte aujourd'hui à des problèmes majeurs et des obstacles insurmontables, qui n'existaient pas au milieu du 19^e siècle, et qui étaient impensables pour Marx et Engels, comme pour les communistes du début du siècle dernier.

À l'époque des fondateurs du marxisme, le capitalisme était loin d'être un marché mondial et la société industrielle était limitée à un petit groupe de pays développés. Par ailleurs, Marx et Engels, comme la plupart des socialistes radicaux de leur temps, partageaient l'optimisme généralisé sur le potentiel libérateur de l'industrie, de la technologie, et la disponibilité des ressources naturelles qui leur semblaient inépuisables. A cette époque, la menace actuelle d'effondrement écologique planétaire pouvait ressembler à de la science-fiction plutôt monstrueuse. En outre, la population mondiale et le niveau général de consommation, même dans les pays développés, étaient bien en dessous du niveau d'aujourd'hui.

Actuellement, la grande majorité des «classes dangereuses» des pays industrialisés a été aussi exclue de la consommation, souvent même de l'obtention des moyens de subsistance essentiels. Quand Marx décrivait le communisme comme une société de surabondance, il ne connaissait, bien sûr, pas les sociétés occidentales modernes

de consommation de masse. Les revendications communistes générales mettant l'accent sur un plus grand développement des forces productives afin de répondre aux besoins matériels des individus ne se basaient pas sur la poursuite du productivisme à outrance et de la mise en place d'un hédonisme individualiste, mais sur l'assurance des moyens de subsistance pour tous. Ainsi, les individus seraient libres de se livrer à l'expression de leur créativité variée, à l'éducation et au développement culturel. Il est évident, cependant, que la distribution en fonction des besoins oblige les individus à agir plutôt avec des critères éthiques que matériels. De toute façon, la société communiste marxiste d'abondance n'a rien à voir avec le consumérisme. (Voir l'analyse du caractère-fétiche de la marchandise dans le premier volume du «*Capital*»)

Cependant, aujourd'hui, la conception du communisme comme société de surabondance, ce qui se traduit par une consommation de masse, soit comme réalité occidentale, soit comme idéal planétaire, est impossible mais aussi destructrice. Si le point de départ nécessaire à la transition vers le communisme est le capitalisme le plus développé, la généralisation du mode de vie occidental à travers le monde marquerait son effondrement rapide et complet. Dans un projet communiste contemporain, la société sans classe non seulement ne procédera pas d'un niveau encore plus élevé de production et de consommation par rapport au niveau présent mais encore ne pourra pas donner à ses membres la possibilité de satisfaire leurs besoins matériels sans frein. Au lieu de cela, le point de départ sera la redistribution radicale de la richesse existante à toute l'humanité ce qui est suffisant pour répondre à ses besoins de base en termes de répartition égalitaire, la destruction totale des activités nuisibles et inutiles, la sortie du cercle vicieux de la création illimitée de besoins et de produits et l'interruption de l'accumulation. Pour dire les choses simplement, le communisme ne signifie pas une «Ferrari pour tous» mais en plus n'implique pas la généralisation du rêve américain de l'avant-guerre : «une voiture pour chaque famille».

Il serait certainement injuste d'accuser les fondateurs du marxisme de ne pas avoir prévu à leur époque les conséquences matérielles de la «société de masse». Mais il serait tout aussi absurde de s'en tenir à la «lettre» des certains paragraphes en ce qui concerne ce qui a été traité qu'incidemment- sans analyse systématique et en tenant compte des données de leur époque. Sinon nous transformerions la méthode marxiste d'une analyse des rapports sociaux en une méthode d'analyse de textes.

Le communisme actuel signifie l'application de la justice distributive fondée sur la socialisation des moyens de production, la solidarité sociale et la communauté des biens et du travail en partenariat de producteurs associés. Cela signifie rompre avec la vision messianique des fondateurs du marxisme d'une société communiste inhérente à l'abondance matérielle absolue. La mission actuelle du communisme, comme projet libérateur de l'humanité, est la mise en place de l'autosuffisance des biens et des services nécessaires pour tous en termes d'austérité plutôt que d'abondance. L'élément de la responsabilité morale de dignité humaine -élément déclaré par le communisme et inhérent à sa juste politique- est la condition nécessaire du succès face aux problèmes critiques de l'existence de l'humanité et du bien-être des générations futures. D'ailleurs le niveau moral de la société dépend de la

protection de ses membres les plus faibles et du soin des prochaines générations, au moins pour celles qui vivront dans les temps concevables. Il est bien évident que tout accomplissement de la prospérité matérielle est strictement déterminée dans les limites étroites de l'environnement naturel, de sorte que le communisme peut être décrit comme un système qui ne doit pas consommer les ressources naturelles à un rythme plus rapide que celui de leur renouvellement et qu'il ne va pas jeter des déchets à un rythme plus rapide que celui où ils peuvent être absorbés dans la nature. Ainsi nous conserverons l'esprit du concept de Marx et le principe prioritaire de la distribution des biens matériels, qui est l'un des principes constitutifs du socialisme en général.

Les problèmes mondiaux actuels, explosifs et sans précédents, mettent l'humanité à un carrefour : soit leur gestion sera faite par la bourgeoisie internationale pour préserver et améliorer ses privilèges, ce qui conduira à une nouvelle barbarie, soit ces problèmes seront résolus par la société communiste mondiale.

La crise actuelle au niveau économique, environnemental, énergétique, alimentaire et démographique pose les bases

actuelles du dilemme «socialisme ou barbarie». La crise s'est installée; le défi consiste à résoudre cette situation. Le déclin actuel du capitalisme prend de plus en plus la forme d'une concurrence acharnée pour la redistribution des ressources mondiales.

Le mouvement communiste à l'abri de l'idolâtrie de l'abondance doit établir une société sans classe basée sur l'autosuffisance en termes d'austérité. Dans ce cadre, le communisme doit tenter un projet gigantesque et sans précédent dans l'histoire humaine, c'est-à-dire le transfert des ressources des pays riches vers les pays pauvres à l'échelle mondiale afin de redistribuer les richesses mondiales et couvrir les besoins de subsistance de toute l'humanité, en relation avec la réalisation du plein emploi, du partage équitable de l'autosuffisance de tous les travailleurs et de leurs familles, les soins spéciaux de ses membres les plus faibles et la diminution du temps de travail afin de libérer du temps à disposition des individus, de permettre leur citoyenneté active et le développement de la personnalité humaine.

Athènes, 18/9/2014 - Des Camarades Internationalistes

« Si les démocrates réclament la régularisation de la dette publique, les ouvriers réclament la faillite de l'État. »

(Marx dans la *Première adresse de la ligue des communistes*, de 1850 et dans *La lutte des classes en France en 1850*)

Les prolétaires n'ont aucun intérêt dans le sauvetage de l'État de la bourgeoisie. Comme Marx, ils souhaitent la faillite de l'État ainsi ils n'auraient pas à en subir les conséquences avec toutes les coupes sociales dont ils subissent les effets. Nous citons ci-après quelques passages du texte de Marx.

« Chaque nouvel emprunt fournissait à l'aristocratie une nouvelle occasion de rançonner l'État »

« L'endettement de l'État était, bien au contraire, d'un intérêt direct pour la fraction de la bourgeoisie qui gouvernait et légiférait au moyen des Chambres. C'était précisément le déficit de l'État, qui était l'objet même de ses spéculations et le poste principal de son enrichissement. A la fin de chaque année, nouveau déficit. Au bout de quatre ou cinq ans, nouvel emprunt. Or, chaque nouvel emprunt fournissait à l'aristocratie une nouvelle occasion de rançonner l'État, qui, maintenu artificiellement au bord de la banqueroute, était obligé de traiter avec les banquiers dans les conditions les plus défavorables. Chaque nouvel emprunt était une nouvelle occasion de dévaliser le public qui place ses capitaux en rentes sur l'État, au moyen d'opérations de Bourse, au secret desquelles gouvernement et majorité de la Chambre étaient initiés. En général, l'instabilité du crédit public et la connaissance des secrets d'État permettaient aux banquiers, ainsi qu'à leurs affiliés dans les Chambres et sur le trône, de provoquer dans le cours des valeurs

publiques des fluctuations insolites et brusques dont le résultat constant ne pouvait être que la ruine d'une masse de petits capitalistes et l'enrichissement fabuleusement rapide des grands spéculateurs. »

L'aristocratie financière ?

« La résurrection du lumpenprolétariat dans les sommets de la société bourgeoise »

« Pendant que l'aristocratie financière dictait les lois, dirigeait la gestion de l'État, disposait de tous les pouvoirs publics constitués, dominait l'opinion publique par la force des faits et par la presse, dans toutes les sphères, depuis la cour jusqu'au café borgne se reproduisait la même prostitution, la même tromperie éhontée, la même soif de s'enrichir, non point par la production, mais par l'escamotage de la richesse d'autrui déjà existante. C'est notamment aux sommets de la société bourgeoise que l'assouvissement des convoitises les plus malsaines et les plus déréglées se déchaînait, et entraînait à chaque instant en conflit avec les lois bourgeoises elles-mêmes, car c'est là où la jouissance devient crapuleuse, là où l'or, la boue et le sang s'entremêlent que tout naturellement la richesse provenant du jeu cherche sa satisfaction. L'aristocratie financière, dans son mode de gain comme dans ses jouissances, n'est pas autre chose que la résurrection du lumpenprolétariat dans les sommets de la société bourgeoise. »

Nous écrire
Michel OLIVIER
7 rue Paul Escudier
75009 PARIS

Dépôt légal janvier 2015

-

Imprimé par nos soins.

Le Site Internet de la TCI
Tendance Communiste Internationaliste :
www.leftcom.org

Autres adresses des organisations de la TCI
Tendance Communiste Internationaliste

Partito Comunista Internazionalista (Italie)

Battaglia Comunista
CP 1753
20100 Milano

info@leftcom.org

Communist Workers Organisation (Grande Bretagne)

CWO

P.O. Box 338

S3 9YX Sheffield

uk@leftcom.org

Gruppe Internationaler Sozialistinnen (Allemagne)

GIS c/o Rotes Antiquariat,

Rungestr. 20, 10179 Berlin

de@leftcom.org

Groupe Internationaliste Ouvrier (USA/Canada) :

Au Canada écrire à :

RS

CP 173 Succ. "C"

Montreal QC

H2L 4K1

Internationalists Notes

Aux USA :

P.O. Box 14173

Madison, Wisconsin

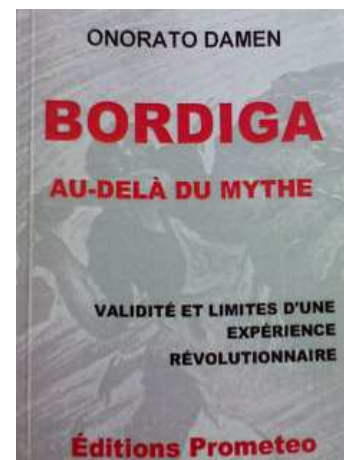
WI 53708-0173

us@leftcom.org

το ένζυμο (Grèce) : contact par le site <https://engymo.wordpress.com>

Quelques textes disponibles en français

- Plate-forme du BIPR.
- Les révolutionnaires, les internationalistes, face aux perspectives de guerre et la situation actuelle du prolétariat (BIPR, janvier 2000).
- Thèses sur la tactique communiste dans les pays de la périphérie capitaliste (VI^o Congrès du Partito Comunista Internazionalista).
- Le bordiguisme et la Gauche italienne.
- Approche à la question du parti.
- Trotski, le trotskisme, les trotskistes.
- Bordiga – au delà du mythe
Validité et limites d'une expérience révolutionnaire
Onorato Damen – éditions Prometeo



Nos positions de base

2. Notre objectif est de prendre part à la construction du futur parti de classe du prolétariat qui guidera la lutte de classe vers l'établissement d'une société sans État, sans classe, sans argent, sans exploitation, frontières nationales ni armées professionnelles et dans laquelle le libre développement de chacun sera la condition du libre développement de tous (Marx) : Communisme.
3. Une telle société nécessitera un État révolutionnaire pour sa réalisation. Cet État sera dirigé par les conseils ouvriers, constitués de délégués, révocables en permanence, de chaque section du prolétariat. Leur régime s'appelle la dictature du prolétariat parce qu'il ne peut exister sans le renversement violent et la domination sur la classe capitaliste au niveau mondial.
4. La première étape dans cette voie est l'organisation politique des prolétaires ayant une conscience de classe et leur union en un parti politique international pour la réalisation de la révolution mondiale.
5. La Révolution d'Octobre en Russie en 1917 reste une brillante inspiration pour nous. Elle montra que les ouvriers pouvaient renverser la classe capitaliste. Seuls l'isolement et la décimation de la classe ouvrière russe détruisirent leur vision révolutionnaire de 1917. Ce qui fut mis en place en Russie dans les années 20 et après ne fut pas le communisme, mais un capitalisme d'État centralement planifié. Il n'y a encore jamais eu de société communiste où que ce soit dans le monde.
6. Le Bureau International pour le Parti Révolutionnaire, dont nous soutenons la perspective, fut fondé par les héritiers de la Gauche Communiste Italienne qui lutta contre la dégénérescence politique de la Révolution Russe et du Komintern dans les années 20. Nous continuons l'œuvre que la Révolution Russe s'était fixée mais ne put accomplir – l'émancipation des prolétaires du monde entier et l'établissement du communisme.